

VISION AUDACIEUSE.

RAPPORT ANNUEL 2022



CROISSANCE DURABLE.



LOGISTEC

Bâtir un avenir durable en facilitant les échanges commerciaux, en manutentionnant les marchandises de nos clients en toute sécurité et en protégeant notre environnement et nos ressources en eau pour les prochaines générations.

**CROISSANCE
DURABLE.**



NOTRE OBJECTIF

La stratégie de LOGISTEC est guidée par notre mission et notre objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir des chaînes d'approvisionnement fiables et durables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.





TABLE DES MATIÈRES

02	Aperçu de nos activités
04	Notre stratégie
06	Message de la chef de la direction
10	Message du chef de la direction financière
12	Manutention de cargaisons
14	Environnement
16	LOGISTEC dans la communauté
18	Prix et distinctions
20	Principaux impératifs économiques
22	Faits saillants financiers de 2022
24	Rapport de gestion
64	États financiers consolidés
76	Notes annexes aux états financiers consolidés
126	Conseil d'administration
127	Dirigeants de la Société
128	Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs

APERÇU DE NOS ACTIVITÉS

Depuis plus de 70 ans, LOGISTEC a développé ses activités pour contribuer au succès de ses clients, de ses partenaires, de ses collectivités, de ses actionnaires et de ses employés. Nos deux secteurs d'activité, les services maritimes et les services environnementaux, sont tout aussi diversifiés du point de vue des services offerts que de la répartition géographique, et élaborent des solutions pour soutenir des chaînes d'approvisionnement fiables et durables et pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.



71 ANS
DE CROISSANCE

897,6 M\$

TOTAL DES PRODUITS EN 2022



3 426
PERSONNES

142,1 M\$

BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.



79

TERMINAUX



6 500

PROJETS ENVIRONNEMENTAUX
RÉALISÉS À CE JOUR



3 319

NAVIRES DESSERVIS



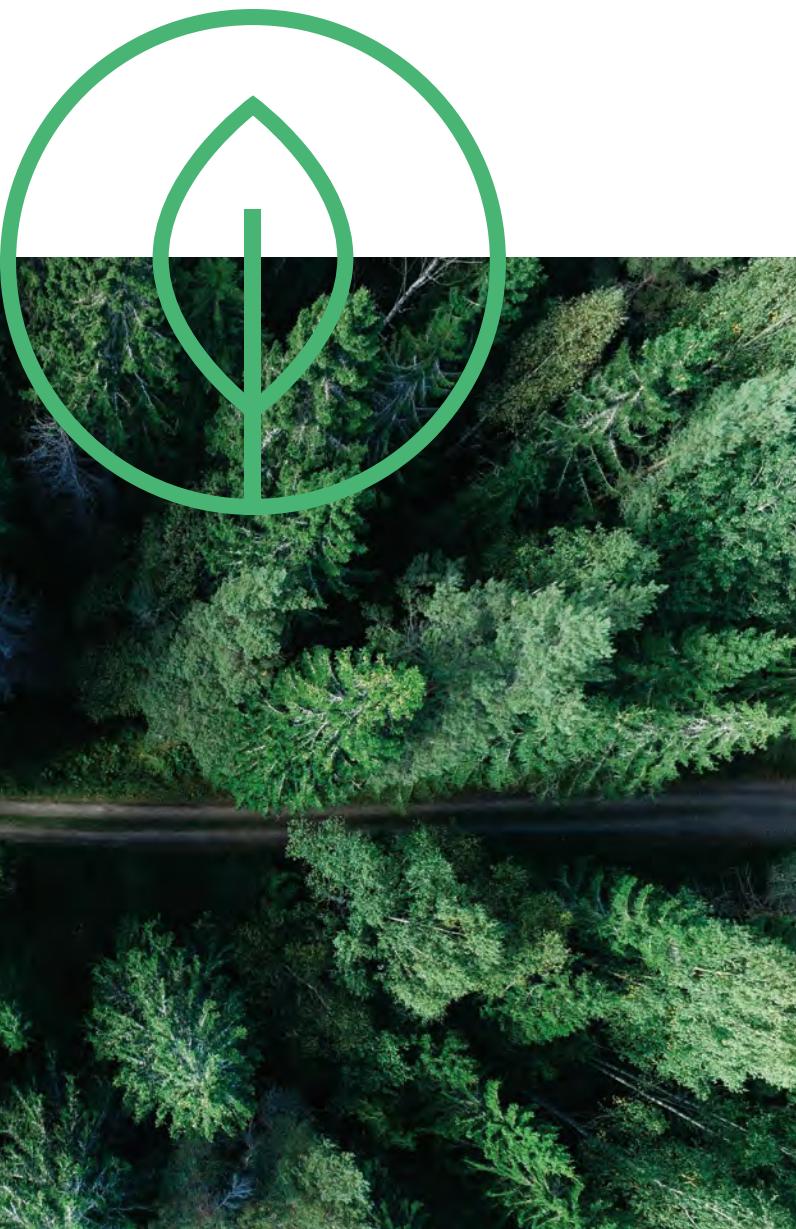
2 G\$

EN PROJETS ENVIRONNEMENTAUX

NOTRE STRATÉGIE

Forte de sa feuille de route éprouvée en matière de croissance à long terme, LOGISTEC propulse l'innovation à l'avant-plan afin d'offrir à ses parties prenantes un monde durable pour les prochaines générations. Notre vision stratégique est claire : devenir le fournisseur de choix de solutions sécuritaires, durables et créatives dans les secteurs des services maritimes et environnementaux.

STIMULER LA CROISSANCE ET GÉNÉRER UNE PERFORMANCE FINANCIÈRE ROBUSTE



CONCEVOIR DES SOLUTIONS INTELLIGENTES

Prendre appui sur les solutions innovantes d'ALTRA pour permettre aux villes et aux municipalités de respecter leurs engagements en matière de développement durable.



RAPPORT ANNUEL 2022

SOUTENIR DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT RÉSILIENTES

Miser sur la force de notre réseau de terminaux maritimes pour soutenir des chaînes d'approvisionnement résilientes et créer de la capacité.



SOLUTIONNER LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Aider nos clients à résoudre leurs enjeux environnementaux les plus complexes et à réduire l'impact environnemental.

UN PARCOURS UNIQUE VERS LA CROISSANCE DURABLE

Nous éprouvons un véritable sentiment de fierté en repensant à 2022, année de notre 70^e anniversaire marquée par des réalisations remarquables et des résultats historiques dans une conjoncture très dynamique. Dans un contexte d'après-pandémie qui exerce toujours une pression sur les chaînes d'approvisionnement, nos services maritimes ont davantage intensifié leurs efforts pour offrir des services novateurs et fiables à nos clients. Grâce au travail acharné des équipes dans les terminaux à travers notre réseau en Amérique du Nord, nous avons pu manutentionner des volumes historiques de marchandises ainsi qu'afficher des résultats exceptionnels dans notre secteur des services maritimes. Pour ce qui est des services environnementaux, l'année 2022 a été synonyme de transition et de transformation, malgré certains défis sur le plan de la performance financière.

Le modèle d'affaires unique de LOGISTEC repose sur les secteurs des services maritimes et environnementaux, et nous sommes en bonne posture pour répondre aux principaux impératifs économiques : les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les changements climatiques, le vieillissement des infrastructures d'eau et l'émergence de certains contaminants.

Nous disposons de toute la solidité et l'expertise requises pour poursuivre à la fois notre croissance à long terme et répondre aux besoins précités toujours grandissants. Au cours des dernières années, la chaîne d'approvisionnement mondiale a dû composer, et compose toujours, avec des défis sans précédent, dont la congestion, la pénurie de main-d'œuvre, la hausse des coûts d'expédition et les enjeux en matière de sourçage et d'approvisionnement, pour ne nommer que ceux-là. LOGISTEC dispose d'un éventail complet de solutions pour s'attaquer à ces défis : un large réseau de terminaux portuaires en Amérique du Nord, une expertise approfondie de la manutention de marchandises, des partenariats à long terme éprouvés et des solutions novatrices, dont des équipes mobiles pouvant être déployées pour atténuer les goulots d'étranglement, à l'appui d'une chaîne d'approvisionnement fluide et résiliente.

Nous constatons toujours aujourd'hui l'impact des changements climatiques. Les phénomènes météorologiques extrêmes, notamment les tempêtes de plus en plus fréquentes, illustrent bien les défis que nous devons surmonter dans les régions que nous desservons. L'impact des changements climatiques est considérable et, en tant que dirigeant d'entreprise, nous jouons un rôle de premier plan et devons prendre des décisions

constructives et mettre en place des changements qui s'inscriront dans une perspective à long terme. Nous sommes en pleine transition énergétique, dans un contexte où les cadres réglementaires se multiplient pour favoriser la conformité sur le plan environnemental et où de nouvelles économies circulaires voient le jour. Nos scientifiques et experts travaillent sans relâche pour restaurer les sites contaminés, réhabiliter les sols et améliorer les écosystèmes de manière durable.

L'accès à l'eau potable est un autre enjeu social critique. Les infrastructures d'eau potable vieillissantes présentent un risque même dans les villes modernes. Notre technologie ALTRA 10X, une solution unique et résiliente de renouvellement des conduites d'eau potable, permet d'éliminer les pertes d'eau liées aux fuites et aux bris des conduites, s'installe rapidement et efficacement et constitue la solution la plus économique et la plus respectueuse de l'environnement sur le marché. Cette technologie innovante continue d'aider les collectivités à protéger leur eau potable tout en soutenant la croissance de LOGISTEC partout en Amérique du Nord.

À l'heure où nos deux secteurs d'activité continuent d'évoluer, de s'adapter au contexte actuel et de prendre de l'expansion, nous avons confiance en l'avenir de LOGISTEC. Nous avons l'intention de tirer parti

de la robustesse de notre réseau de terminaux maritimes pour favoriser la fiabilité et la durabilité de chaînes d'approvisionnement et épauler nos clients qui doivent surmonter leurs défis environnementaux les plus complexes.

Nous continuons d'assurer notre croissance organique et d'établir des partenariats solides à long terme. Nous serons à l'affût d'acquisitions stratégiques pour accroître notre réseau et nos activités afin de dégager un rendement solide en vue d'un avenir durable.

PERFORMANCE FINANCIÈRE ROBUSTE

Dans un contexte économique favorable à nos activités, les produits consolidés se sont élevés à 897,6 millions \$, en hausse de 153,9 millions \$, ou 20,7 %, en regard de ceux de l'exercice 2021. Qui plus est, nous avons dégagé un bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ⁽¹⁾ ») record de 142,1 millions \$ ainsi qu'un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 53,5 millions \$, le plus élevé de notre histoire. Nous avons ainsi marqué un autre jalon, soit un résultat par action total de plus de 4,15 \$, ce qui représente un résultat dilué par action total de 4,12 \$.

SERVICES MARITIMES – UNE ANNÉE DYNAMIQUE POUR LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

L'année 2022 a été productive pour notre secteur des services maritimes qui a manutentionné des volumes de marchandises historiques en raison des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement. Nous avons dépassé notre record précédent, en affichant des produits de 565,8 millions \$ en 2022, soit une hausse de 32,5 % comparativement à ceux de 2021.



Les volumes de marchandises en vrac et générales et ceux des conteneurs ont augmenté considérablement, contribuant ainsi à cette performance exceptionnelle. Nous avons lancé de nouveaux services afin de soulager les pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement et d'offrir à nos clients des solutions novatrices pour surmonter leurs défis, dont la congestion, en leur proposant des services d'entreposage ou d'autres itinéraires pour transporter leurs produits à destination dans les meilleurs délais.

Nous avons étendu nos activités au cœur des États-Unis, soit à Lemont (IL), plaque tournante stratégique des marchés de la grande région de Chicago et d'autres états du Midwest. Nous avons renforcé nos partenariats avec des ports stratégiques, en concluant des ententes à long terme à l'échelle de notre réseau.

Nous avons également apporté des améliorations à nos infrastructures en faveur de nos clients et de nos collectivités grâce à l'achat de nouvelles grues écoénergétiques. Grâce à des investissements dans de l'équipement respectueux de l'environnement, nous concrétisons notre engagement sur le plan environnemental, social et de gouvernance (« ESG ») afin de réduire notre empreinte carbone et de protéger l'environnement.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX – BÂTIR DES COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES

Le secteur des services environnementaux de LOGISTEC a affiché des produits de 331,8 millions \$ en 2022, en hausse de 4,7 % en regard de 316,7 millions \$ à l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.

MESSAGE DE LA CHEF DE LA DIRECTION

L'année 2022 a été florissante sur le plan des distinctions et des prix décernés à nos innovations, mais a été plus modeste en termes de produits et de résultats, en raison de plusieurs facteurs, dont le report de certains projets importants et des défis sur le plan de l'approvisionnement des matières dans nos installations de production. L'entrée en fonction de notre nouveau président au premier trimestre a coïncidé avec un redéploiement stratégique de nos équipes dans le but d'optimiser la structure interne et de faire évoluer nos principaux services et solutions pour qu'ils cadrent mieux avec nos objectifs de développement et de croissance futurs. Nous avons mis l'accent sur l'amélioration continue, ce qui devrait avoir une incidence favorable sur notre productivité à long terme. Nous avons également consolidé notre équipe de vente et réorienté nos unités d'affaires pour réaliser de meilleurs gains d'efficacité. Aujourd'hui, nous voyons nos efforts récompensés par le carnet de commandes de projets le mieux garni de notre histoire.

Nous montrons la voie à suivre en matière de restauration de sites contaminés, de renouvellement des infrastructures hydrauliques pour la protection d'eau potable à l'aide de notre technologie de gaines ALTRA et de conception de solutions sur mesure pour le traitement et l'élimination des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles (« SPFA »), les produits chimiques éternels. Ces substances répandues dans l'environnement ont des effets néfastes sur la vie humaine, la flore et la faune. Notre récente acquisition de la société American Process Group (« APG ») nous ouvre des



possibilités dans l'ouest du Canada et aux États-Unis, étant donné que nous pourrons ainsi réaliser des ventes croisées de nos services de base auprès de nouveaux clients et dans d'autres marchés.

UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE ET DÉVOUÉE

Au cours de l'année, nos gens ont fait preuve d'agilité et de créativité en créant des solutions sur mesure pour nos clients œuvrant dans des marchés en constante évolution. J'aimerais souligner l'engagement, la résilience et la passion de nos gens qui se consacrent aux besoins des clients tout en travaillant efficacement et en plaçant la sécurité à l'avant-plan. Nous créons de la valeur pour nos parties prenantes et nos collectivités, ce qui se reflète dans notre solide performance.

Par ailleurs, LOGISTEC a mené un sondage auprès de ses employés cette année pour évaluer leur niveau de satisfaction. Le remarquable taux d'engagement de 90 % révèle que nos gens ont un sentiment

d'appartenance et de loyauté envers la Société et sa culture, laquelle est le fruit des efforts de tous.

Nous continuons d'investir dans la technologie pour moderniser notre infrastructure des TI et pour exploiter les données afin de nous guider dans nos décisions d'affaires. Dans la prochaine année, nous déployerons notre progiciel de gestion intégré (« ERP »), qui constitue un important projet de transformation. La première phase du projet lancé en 2022 a été menée à bien. Nous prévoyons intégrer la deuxième phase dans notre secteur des services environnementaux d'ici le milieu de l'année et la troisième phase suivra pour notre secteur des services maritimes et nos services corporatifs. Grâce à ce projet d'envergure, nous serons outillés pour devenir une société axée sur les données et pour soutenir notre croissance à long terme.

UNE ANNÉE COURONNÉE DE SUCCÈS ET UN AVENIR PROMETTEUR

LOGISTEC a connu une année couronnée de succès, marquée par des réalisations remarquables, ce qui nous rend optimistes pour l'avenir. Nous sommes en bonne position, prenant appui sur notre solidité financière, notre diversification, notre modèle d'affaires unique, notre vaste réseau de terminaux nord-américain et nos technologies environnementales novatrices. Forts de notre avantage concurrentiel, nous pouvons anticiper les tendances des marchés et nous positionner de façon à saisir les opportunités. Nos deux secteurs d'activité offrent des solutions pertinentes pour surmonter les défis actuels, et ce, au profit de notre croissance, de nos clients et de nos collectivités.

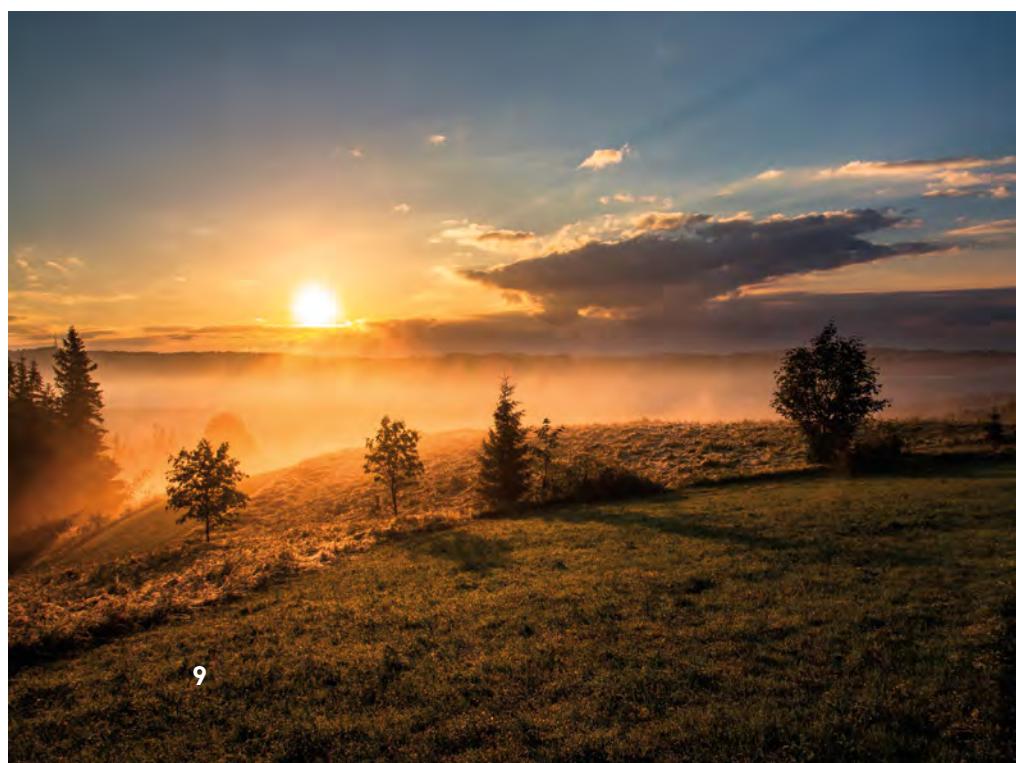
Le 2 mars 2023, LOGISTEC a annoncé l'acquisition stratégique de Federal Marine Terminals et de la division logistique Fednav Direct. Cette transaction permettra à LOGISTEC de renforcer sa présence au Canada et aux États-Unis avec l'ajout de 11 terminaux et d'une expertise spécialisée.

Je suis ravie de constater que nous continuons d'améliorer notre bilan en matière de développement durable en concevant davantage de produits qui répondent aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Comme il a été mentionné dans notre Rapport de développement durable, 40 % des produits que nous avons générés l'année dernière étaient des revenus propres, à l'appui de l'objectif mondial visant à réduire les émissions de CO₂ de 40 % d'ici 2030.

Je tiens à remercier nos clients et nos partenaires pour leur soutien, leur collaboration, leur confiance et leur loyauté. Ensemble, nous contribuerons à bâtir un écosystème économique robuste, à dégager des résultats positifs et à protéger l'environnement de façon proactive en vue d'un avenir meilleur.

« L'année 2022 a marqué le 70^e anniversaire de LOGISTEC, une année mémorable par ses résultats records, sa performance exceptionnelle et ses innovations remarquables. Une vision solide, des objectifs d'affaires clairs, des stratégies gagnantes et une équipe mobilisée, performante et axée sur l'innovation nous ont permis de livrer des résultats extraordinaires. »

(SIGNÉ) **MADELEINE PAQUIN, C.M. | PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION**



CONCRÉTISER NOS OBJECTIFS FINANCIERS



« Nous nous étions fixé des objectifs ambitieux et, grâce à l'ingéniosité et au dévouement de nos gens, nous sommes fiers de constater que nos résultats financiers ont dépassé nos attentes. »

LOGISTEC a dégagé d'excellents résultats en 2022. Nous avons en effet atteint les objectifs financiers fixés dans notre plan stratégique 2019-2022. La diversification réfléchie, la croissance organique et les acquisitions stratégiques conclues dans les dernières années ont permis à LOGISTEC de continuer à bâtir une plateforme toujours plus résiliente tout en élargissant la portée et l'étendue de ses activités et en renforçant son expertise au profit de ses clients.

Encore une fois, notre performance financière de 2022 s'est traduite par des résultats records supérieurs à nos attentes annuelles relativement aux principales mesures financières. Pour la première fois, les produits consolidés se sont élevés à 897,6 millions \$ et le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a atteint un niveau record, soit 53,5 millions \$. Notre résultat par action a dépassé le cap de 4,00 \$, ce qui s'est traduit par un résultat dilué par action total record de 4,12 \$.

Ces résultats financiers robustes ont également permis de porter le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ à 142,1 millions \$, soit une hausse de 17,6 % par rapport à celui de 2021.

LOGISTEC s'illustre particulièrement lorsque les membres de son équipe sont appelés à collaborer pour partager leur expertise, leurs compétences et leur capacité à innover au profit des clients et des collectivités. C'est l'élément central de notre plan ambitieux qui oriente nos équipes et nos activités pour atteindre nos objectifs stratégiques et établir de nouvelles normes d'excellence.

Notre réussite repose sur notre personnel engagé. Plus que jamais, il importe de bien le soutenir et l'outiller. Nous sommes reconnaissants de sa résilience, de son ingénierie et de son dévouement collectifs. Cette année, nous avons souligné plusieurs réalisations qui mettent en valeur la force de la Société :

- LOGISTEC présentait une situation financière solide à la fin de 2022, dont un ratio du fonds de roulement et un niveau de dette sains ainsi qu'un total de l'actif s'approchant du cap du 1 milliard \$.

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.

- La performance vigoureuse de nos services maritimes en 2022 nous a permis d'établir de nouveaux sommets trimestriels et annuels relativement aux marges et d'enregistrer une croissance des résultats supérieure à 10 %, tout en investissant davantage dans nos équipes.
- Notre capacité à dégager des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de plus de 122,0 millions \$ en 2022 nous permet de jeter les bases d'un bilan sain qui appuie le développement futur.
- Nos investissements dans de nouvelles technologies et solutions, conformes au plan de croissance à long terme de nos services environnementaux, continueront d'ouvrir la voie à de nouvelles possibilités. Cette année, l'équipe des services environnementaux a remporté des contrats de projets d'envergure au sein du secteur.
- Conformément à notre position de chef de file des services liés aux questions ESG, nous avons également établi une feuille de route ESG qui incorpore nos priorités afin d'inscrire le développement durable et la résilience dans l'ensemble de notre réseau, d'investir dans nos talents, d'améliorer les conditions sociales dans nos collectivités, et de renforcer de façon constante notre gouvernance.
- De surcroît, tout ce qui précède a été réalisé en procédant à des investissements essentiels dans nos talents, nos équipes et nos capacités numériques pour maintenir notre croissance en 2023 et ultérieurement.

(SIGNÉ) **CARL DELISLE, CPA auditeur |**
CHEF DE LA DIRECTION FINANCIÈRE
ET TRÉSORIER

PERFORMANCE FINANCIÈRE ROBUSTE



Produits en M\$
Taux de croissance
annuel composé
(« TCAC ») : 13,6 %



Résultat attribuable
aux propriétaires
de la Société en M\$
(« TCAC ») : 12,9 %



BAIIA ajusté⁽¹⁾ M\$
(« TCAC ») : 14,3 %

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.

⁽²⁾ Pour toutes les périodes ultérieures au 1^{er} janvier 2019, les données font état de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 ») et les données comparatives de 2018 ainsi que les périodes antérieures n'ont pas été retraitées.

MANUTENTION DE CARGAISONS

NOTRE AVANTAGE CONCURRENTIEL

1

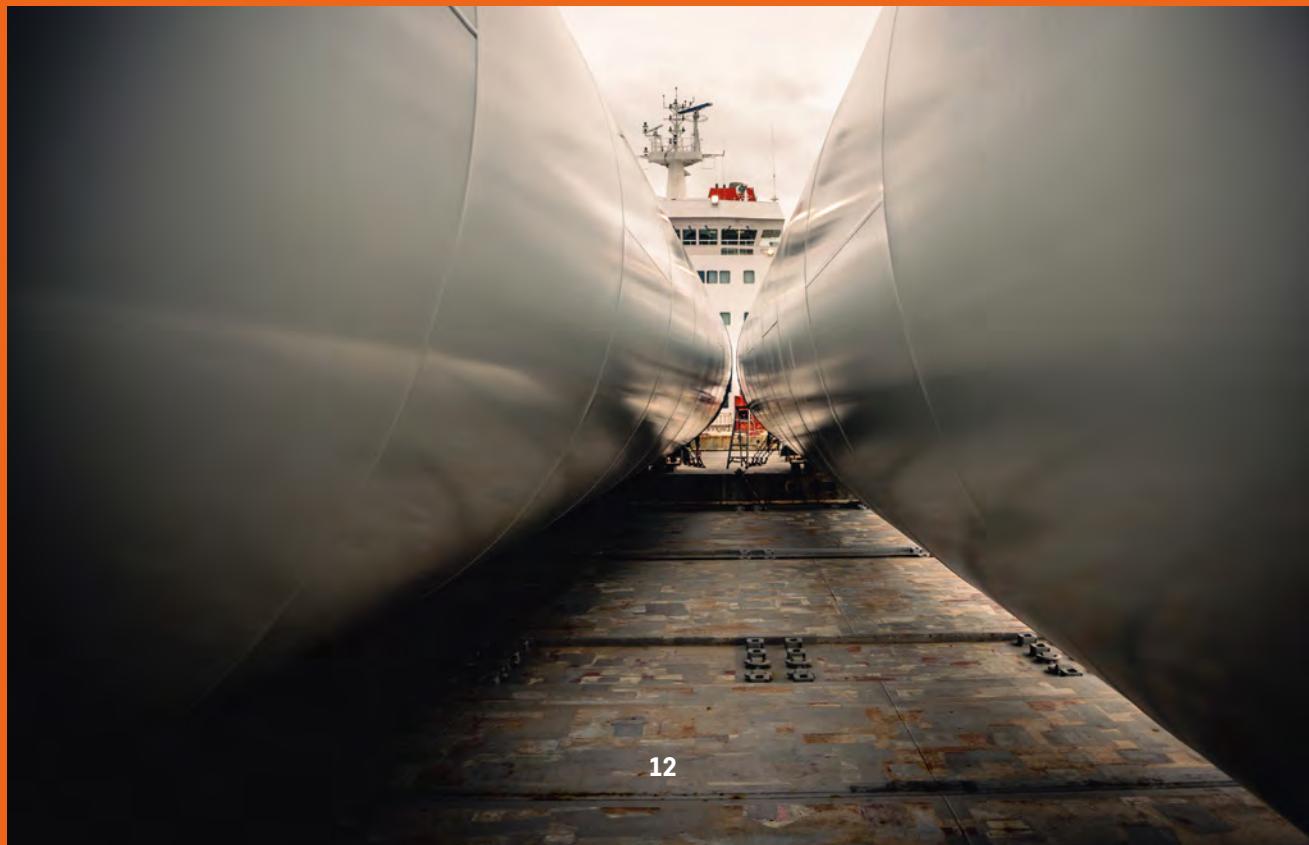
UN RÉSEAU DE PORTS
ET DE TERMINAUX EN
AMÉRIQUE DU NORD, SITUÉS
STRATÉGIQUEMENT À PROXIMITÉ
DES PRINCIPALES AUTOROUTES
ET INFRASTRUCTURES
FERROVIAIRES.

2

DES RELATIONS SOLIDES
ET DURABLES AVEC
DES PARTENAIRES ET
DES PARTIES PRENANTES.

3

UN LARGE ÉVENTAIL DE
MARCHANDISES
MANUTENTIONNÉES ISSU
DE DIVERS SECTEURS,
CE QUI PERMET DE DIVERSIFIER
LES SOURCES DE PRODUITS.





NOS SERVICES



Terminaux à conteneurs

Au service du marché nord-américain :

- Capacités spécialisées de manutention de conteneurs
- Rotation rapide des conteneurs et des navires
- Transport fluide aux destinations finales
- Service rapide et efficace



Logistique portuaire

Offrant des installations de manutention intermodale et de l'expertise :

- Services intermodaux pour l'empotage et le dépotage
- Transport de conteneurs internationaux
- Capacité d'entreposage



Marchandises en vrac

Étroite collaboration avec les clients de l'industrie du vrac qui repose sur :

- Une expertise solide dans la manutention de marchandises en vrac
- Des terminaux spécialisés munis de grues, de chargeurs, de convoyeurs et d'entrepôts



Marchandises générales

Équipe d'experts et équipement moderne présentant les caractéristiques suivantes :

- Technologie de l'information de pointe
- Inventaire en temps réel
- Entrepôts spécialisés pourvus d'une technologie sans fil
- Délai d'exécution rapide

ENVIRONNEMENT

NOTRE AVANTAGE CONCURRENTIEL

1

DES SOLUTIONS INTÉGRÉES À L'ÉCHELLE MONDIALE PERMETTANT DE RÉSOUTRE LES ENJEUX COMPLEXES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, AUX RESSOURCES EN EAU, AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE.

2

UNE ÉQUIPE DÉVOUÉE DE SCIENTIFIQUES, D'INGÉNIEURS ET D'EXPERTS SUR LE TERRAIN QUI SE CONCENTRE SUR LA CRÉATION DE SOLUTIONS SUR MESURE DESTINÉES AUX CLIENTS INDUSTRIELS, MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX.

3

LA FABRICATION ET L'INSTALLATION DE GAINES ÉPROUVÉES SUR LE TERRAIN AUX FINS DE RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE.



NOS SERVICES

EAU



Réhabilitation des conduites d'eau

Renouvellement et protection des infrastructures d'eau vieillissantes de l'intérieur de sorte à limiter les perturbations dans les collectivités.



Solution d'élimination du plomb

Technologie d'élimination du plomb par chemisage des conduites d'eau qui consiste à créer une barrière à l'intérieur des conduites existantes pour assurer un approvisionnement en eau exempt de plomb dans chaque demeure.



Solutions SPFA

Traitements des SPFA (produits chimiques éternels toxiques) dans l'eau et les sols à l'aide d'une méthode des plus adaptables.



Solutions flexibles de transport des fluides

Production de solutions flexibles et hautement efficaces de transport des fluides (de la gaine structurale employée dans le cadre de notre processus de renouvellement des infrastructures d'eau potable aux boyaux tissés destinés à la lutte contre les incendies et au secteur de l'énergie).

ENVIRONNEMENT



Restauration de sites

Traitements de l'eau, des sols, des sédiments et des matières résiduelles dans une variété de sites, dont le traitement des sols par biopile, le traitement in situ et la décontamination des immeubles.



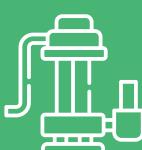
Gestion des matières réglementées

Identification et consolidation des déchets, transport et manutention, traitement et élimination de l'ensemble des matières contaminées, et reclassement de l'équipement et des sites d'entreposage.



Gestion des sols contaminés

Traitements des sols, sites d'élimination, revalorisation (y compris les sols destinés à l'enfouissement, et la prestation de services de gestion des sols et des matières résiduelles), avec un suivi complet jusqu'à l'étape finale de l'élimination.



Dragage et déshydratation

Déshydratation mécanique (dans des applications mobiles et fixes), dragage, nettoyage et pompage des bassins, des digesteurs et des réservoirs, et transport et disposition des matières solides.



Analyse de risques

Services d'analyse des risques liés à la santé humaine et à l'environnement pilotés par une équipe multidisciplinaire de professionnels (notamment en toxicologie, en écotoxicologie, en biologie, en écologie et en génie de l'environnement) de l'évaluation initiale du site à l'étape finale de la restauration.



Recyclage des fines de CRD

Processus de revalorisation des fines du secteur Construction, rénovation et démolition en Amérique du Nord en vue de nouvelles applications des débris traités pour les transformer en sous-produits utiles, comme le compost, les agrégats et les copeaux de bois.



Végétalisation

Restauration de sites dégradés en vue de transformer des résidus miniers stériles en substrat à l'appui d'écosystèmes durables pour ainsi se détourner des techniques de couverture végétale traditionnelles.

PRÊTER MAIN-FORTE LÀ OÙ CELA COMpte LE PLUS

LOGISTEC soutient les organismes présents dans les collectivités où nos gens habitent et travaillent. Nous favorisons les secteurs qui cadrent le mieux avec notre culture, nos valeurs et notre plan stratégique, qui comprennent le développement de nos talents, le développement humanitaire, la santé et la sécurité, la protection de l'environnement et la préservation de l'eau potable.

À l'échelle de notre réseau, nous avons une incidence quotidienne sur bon nombre de collectivités au Canada et aux États-Unis. Nous nous consacrons avec enthousiasme à bâtir des collectivités fortes et dynamiques pour les générations futures. C'est pourquoi nous privilégions l'embauche locale et travaillons le plus souvent possible avec des partenaires locaux. Chaque année, LOGISTEC remet un pour cent de ses bénéfices moyens des trois dernières années à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif.

Nous encourageons activement nos employés à s'engager socialement pour des causes, des initiatives et des organismes qui leur tiennent à cœur. Cet engagement contribuera à renforcer notre leadership dans nos collectivités et à susciter l'adhésion de nos employés pour des projets porteurs qui deviendront également les leurs. Nous nous efforçons de favoriser et de reconnaître la participation de nos employés qui redonnent à leur collectivité.

ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Centraide

CENTRAIDE contribue à renforcer les collectivités afin qu'elles puissent répondre aux besoins de milliers de personnes vulnérables. Lors de notre campagne annuelle, nous recueillons des dons auprès de nos gens pour créer un environnement où tous conjuguent leurs efforts et posent des gestes pour faire bouger les choses.

Cuisines collectives du temps des Fêtes

L'équipe de NIEDNER à Coaticook (QC) a participé à l'activité annuelle de cuisines collectives locale du temps des Fêtes, en servant des repas à des familles dans le besoin.

Guignolée des médias

Dans le cadre de cette initiative de solidarité des médias pour recueillir des dons au profit des banques alimentaires locales, notre équipe, notre partenaire portuaire et d'autres parties prenantes se sont mobilisés à Sept-Îles (QC) pour cette cause importante.

Soutien à une recherche d'envergure mondiale sur le cancer du cerveau

L'événement Une brillante soirée a permis de financer une recherche d'avant-garde sur le cancer du cerveau à l'Institut-hôpital neurologique de McGill à Montréal, grâce à la somme incroyable de 915 000 \$ qui y a été recueillie.

Sommet sur le camionnage de SeaPort Manatee

L'événement de SeaPort Manatee (FL) a rendu hommage à bon nombre des centaines de camionneurs professionnels qui permettent à la chaîne d'approvisionnement de suivre son cours au quotidien jusqu'à la porte d'entrée commerciale du golfe du Mexique en Floride.

Don à Toys for Tots

L'équipe de LOGISTEC du terminal de Brunswick (GA) a fait un don à l'organisme Toys for Tots qui aide les enfants de la collectivité qui sont dans le besoin pendant le temps des Fêtes.

Bourses d'études pour les étudiants autochtones

Investir dans les talents est un des piliers de notre culture et nous nous sommes donc engagés à offrir deux bourses universitaires pour soutenir les étoiles montantes des communautés autochtones.

Le Grand défi Pierre Lavoie

Pour la 5^e fois, l'équipe de LOGISTEC a participé à l'événement cycliste annuel du 135 km tenu au Québec pour promouvoir de saines habitudes de vie et un mode de vie actif, tout en redonnant à la collectivité.



UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LE SUCCÈS ET DES RÉALISATIONS REMARQUABLES

Prix internationaux Heavy Lift Awards - prix « opérateur de terminaux de l'année »

LOGISTEC a été nommée Opérateur de terminaux de l'année 2022 lors de la cérémonie des « Heavy Lift Awards » qui s'est tenue à Hambourg, en Allemagne. Ce prix prestigieux a été décerné à un moment où la chaîne d'approvisionnement fait face à des défis mondiaux, ce qui souligne la capacité de LOGISTEC à répondre aux besoins de ses clients et à anticiper ceux-ci grâce à des solutions innovantes. Les équipes de LOGISTEC sur le terrain font preuve au quotidien d'un sens de l'engagement et d'un enthousiasme sans relâche pour dépasser les attentes et manutentionner des charges lourdes et surdimensionnées en toute sécurité et de manière résiliente.



Prix d'excellence en sécurité pour la manutention de vrac

LOGISTEC a remporté le prix d'excellence en sécurité pour la manutention de vrac lors de la cérémonie de l'International Bulk Journal (« IBJ ») à Rotterdam, aux Pays-Bas. Ce prix récompense l'excellence dans l'industrie maritime du vrac et positionne ainsi LOGISTEC comme leader des pratiques exemplaires pour la manutention sécuritaire des cargaisons de vrac solide. Ce prix souligne les réalisations exceptionnelles sur le plan opérationnel dans un contexte difficile et rend hommage au travail assidu et au dévouement des gens de LOGISTEC qui manutentionnent des marchandises au quotidien en toute sécurité.

Prix Leadership exécutif en sécurité pour la manutention de marchandises de Signal Mutual

Rodney Corrigan, président de LOGISTEC Arrimage inc., s'est vu attribuer le prix Francis R. Sharp - Leadership exécutif en sécurité au nom de toute l'équipe de LOGISTEC. Ce prix est décerné à un dirigeant ayant agi comme fer de lance de la promotion de la santé et de la sécurité au sein de son organisation et démontré un engagement à prévenir les incidents en milieu de travail par des initiatives intégrées en matière de sécurité.



Temple de la renommée de l'entreprise canadienne - Madeleine Paquin

Madeleine Paquin, présidente et chef de la direction de LOGISTEC, sera intronisée au Temple de la renommée de l'entreprise canadienne lors de la cérémonie officielle, qui reconnaît la contribution des chefs d'entreprise exceptionnels et visionnaires au développement économique et à la prospérité du Canada. La candidature de Madeleine a été retenue en raison de son leadership audacieux en matière d'innovation dans les pratiques de chaînes d'approvisionnement et la protection de l'environnement ainsi que pour son impact transformateur sur ces deux principaux impératifs économiques au sein de l'économie canadienne.



Grands bâtisseurs de l'économie du Québec

L'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (« IGOPP ») a nommé Madeleine Paquin à titre de lauréate des Grands bâtisseurs de l'économie du Québec. L'IGOPP souligne l'audace, le sens de l'innovation et le mérite exceptionnel de bâtisseurs d'entreprises d'une rare trempe qui façonnent l'économie.



Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques

Prix innovation et protection de l'environnement

SANEXEN a remporté le prix Innovation et protection de l'environnement du Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (« CETEQ ») pour sa solution ALTRA, conçue pour éliminer les SPFA, les produits chimiques éternels toxiques, présents dans l'eau. Prenant appui sur de nombreuses années de recherche et de développement en interne, la solution ALTRA éprouvée sur le terrain et entièrement évolutive devrait permettre de révolutionner le traitement des SPFA présents dans l'eau.



Prix Distinction - Meilleure entreprise et organisation

SANEXEN a remporté le prix Distinction - Meilleure entreprise et organisation de Réseau Environnement, organisation qui joue un rôle de catalyseur de l'économie verte et qui vise à faire connaître les technologies axées sur le savoir-faire en matière d'environnement. Ce prix reconnaît le travail exceptionnel de l'équipe de SANEXEN pour préserver et renouveler les ressources naturelles.

Prix Initiatives circulaires

Québec Circulaire, organisation qui s'efforce d'accélérer la transition vers une économie circulaire au Québec, a lancé un prix pour souligner les projets d'importance qui contribuent à la transition écologique et énergétique. SANEXEN a reçu le prix Initiatives circulaires de 2022 qui reconnaît son leadership environnemental et sa capacité à innover grâce à une installation unique en Amérique du Nord qui transforme les fines de CRD en produits à valeur ajoutée.



STIMULER LA CROISSANCE ET GÉNÉRER UNE PERFORMANCE FINANCIÈRE ROBUSTE EN S'APPUYANT SUR LES IMPÉRATIFS ÉCONOMIQUES

EN BONNE POSTURE POUR TABLER SUR LES PRINCIPAUX IMPÉRATIFS ÉCONOMIQUES

Notre stratégie prend appui sur les principaux impératifs économiques et nous permet ainsi d'assurer une croissance soutenue et de générer des résultats supérieurs pour nos actionnaires.

Dans les années à venir, nous continuerons de miser sur la force de notre réseau de terminaux maritimes pour soutenir des chaînes d'approvisionnement résilientes et durables et créer de la capacité.

Nous aiderons nos clients à régler leurs enjeux environnementaux les plus complexes et à réduire leur impact environnemental, et nous prendrons appui sur les solutions innovantes d'ALTRA pour permettre aux villes de respecter leurs engagements en matière de développement durable.





FAITS SAILLANTS FINANCIERS DE 2022

PRODUIT DE

897,6 M\$

RÉSULTAT PAR ACTION ⁽²⁾ DE

4,12 \$

BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾ DE

142,1 M\$

RAPPORT COURS/BÉNÉFICE ⁽³⁾ DE

10,07

RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ DE

53,5 M\$

AUGMENTATION DU RÉSULTAT ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ EN REGARD DE CELUI DE 2021

18,0 %

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.

⁽²⁾ Attribuable aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Le rapport cours/bénéfice est calculé en fonction des actions subalternes à droit de vote de catégorie B.





RAPPORT DE GESTION



TABLE DES MATIÈRES

26	Énoncés prospectifs
27	Aperçu des résultats financiers
28	Nos activités
30	Notre stratégie
32	Services maritimes
36	Services environnementaux
40	Nos priorités ESG
41	Perspectives
42	Regroupements d'entreprises
42	Données financières annuelles choisies
44	Données trimestrielles choisies
44	Caractère saisonnier des activités
45	Revue financière consolidée
48	Résultats sectoriels
49	Incendie au port de Brunswick (GA)
50	Dividendes
50	Situation de trésorerie et sources de financement
54	Participations dans des coentreprises
54	Avantages postérieurs à l'emploi
55	Autres postes des états consolidés de la situation financière
56	Événement postérieur à la période de présentation de l'information financière
57	Mesure non conforme aux IFRS
58	Gestion du risque financier
60	Risques d'affaires
61	Transactions entre parties liées
61	Principaux jugements, estimations et hypothèses
62	Évaluation de la performance
62	Contrôle interne à l'égard de l'information financière

ÉNONCÉS PROSPECTIFS



Ce rapport de gestion ainsi que le rapport annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la notice annuelle, la circulaire d'information de même que la divulgation et l'analyse de la rémunération sont tous déposés sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com) et certains de ces documents peuvent également être consultés sur le site Internet de LOGISTEC (www.logistec.com/fr/), dans la section Investisseurs.

Les rapports financiers intermédiaires et les communiqués de presse financiers peuvent aussi être consultés sur les sites Internet de SEDAR et de LOGISTEC.

En vue d'informer les actionnaires et les investisseurs potentiels sur les perspectives de la Société, les rubriques du présent document peuvent contenir des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières, au sujet des activités de la Société, de ses performances, de sa situation financière et en particulier de l'espérance de succès des efforts de la Société dans le développement et la croissance de ses activités. Ces énoncés prospectifs expriment, en date du présent document, les estimations, prévisions, projections, attentes ou opinions de la Société à l'égard d'événements ou résultats futurs.

Bien que la Société estime que les attentes suscitées par ces énoncés prospectifs sont basées sur des fondements et des hypothèses valables et raisonnables, ces énoncés prospectifs sont intrinsèquement sujets à des incertitudes et contingences importantes, dont plusieurs sont au-delà du contrôle de la Société, de sorte que le rendement de la Société pourrait différer sensiblement du rendement prévisionnel exprimé ou présenté dans de tels énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes importants qui pourraient différer de façon significative les résultats réels et les événements futurs des attentes

actuelles exprimées sont examinés sous la rubrique Risques d'affaires du présent document et incluent, sans s'y restreindre, les performances des économies locales et internationales et leur effet sur les volumes de livraison, les conditions climatiques, les relations avec la main-d'œuvre, le niveau des prix et les activités de marketing des compétiteurs. Les lecteurs du présent document sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour ni à réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Le présent rapport de gestion sur les résultats d'exploitation traite des activités, des résultats et de la situation financière de LOGISTEC Corporation pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021. Toutes les données financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés audités (les « états financiers ») ci-joints ont été dressées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Le présent rapport de gestion devrait être lu conjointement avec les états financiers et les notes (les « notes 2022 ») de LOGISTEC.

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)	2022	2021	2020	2019	2018 ⁽⁵⁾	Variation 22-21 %	Variation 22-18 %
Résultats financiers							
Produits	897 565	743 703	604 701	639 942	584 878	20,7	53,5
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	142 094	120 821	100 658	89 611	64 177	17,6	121,4
Résultat de l'exercice ⁽²⁾	53 543	45 364	32 614	26 194	18 060	18,0	196,5
Situation financière							
Total de l'actif	983 672	898 971	799 452	734 738	637 103	9,4	54,4
Fonds de roulement	113 821	81 806	91 634	97 996	82 099	39,1	38,6
Dette à long terme (incluant la tranche courante et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant)	235 035	203 954	167 710	177 900	163 297	15,2	43,9
Capitaux propres ⁽²⁾	359 487	314 561	300 782	280 371	262 198	14,3	37,1
Données par action⁽³⁾							
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ (\$)	4,12	3,46	2,49	2,00	1,38		
Capitaux propres ⁽²⁾ (\$)	27,64	23,98	23,00	21,40	19,96		
Actions en circulation, sur une base diluée (moyenne pondérée en milliers)	13 005	13 117	13 076	13 103	13 135		
Cours aux 31 décembre							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	40,16	45,00	37,00	39,60	40,86		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	41,47	44,00	35,16	40,00	43,27		
Dividendes déclarés par action							
Actions ordinaires de catégorie A (\$)	0,4320	0,3834	0,3740	0,3685	0,3465		
Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (\$)	0,4752	0,4217	0,4114	0,4054	0,3812		
Ratios financiers							
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁽²⁾	15,89 %	14,74 %	11,22 %	9,66 %	7,36 %		
Résultat de l'exercice ⁽²⁾ /produits	5,97 %	6,10 %	5,39 %	4,09 %	3,09 %		
Ratio dette nette/capitalisation ⁽⁴⁾	36 %	35 %	29 %	36 %	38 %		
Rapport cours/bénéfice (actions subalternes à droit de vote de catégorie B)	10,07	12,70	14,12	20,00	31,36		

⁽¹⁾ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Veuillez vous reporter à la section Mesure non conforme aux IFRS à la page 57.

⁽²⁾ Attribuable aux propriétaires de la Société.

⁽³⁾ Pour le résultat par action par catégorie d'action, veuillez vous reporter au tableau Données trimestrielles choisies à la page 44.

⁽⁴⁾ La dette nette et la capitalisation sont définies et réconciliées à la section Situation de trésorerie et sources de financement à la page 50 du présent rapport de gestion.

⁽⁵⁾ Pour toutes les périodes ultérieures au 1^{er} janvier 2019, les données font état de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 ») et les données comparatives de 2018 n'ont pas été retraitées.

NOS ACTIVITÉS

La Société est constituée au Québec et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc. Les activités de LOGISTEC Corporation, ses filiales et ses coentreprises (collectivement, « LOGISTEC », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ») se divisent en deux secteurs : les services maritimes et les services environnementaux.

NOTRE MISSION ET NOTRE OBJECTIF

La stratégie de LOGISTEC est guidée par notre mission et notre objectif : nous sommes fiers de bâtir et de partager notre expertise afin de contribuer au succès de nos clients et de nos collectivités. Nos gens sont déterminés à trouver des solutions pour soutenir des chaînes d'approvisionnement fiables et durables ainsi que pour protéger notre environnement et nos ressources en eau.



APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

LOGISTEC est le partenaire de choix en Amérique du Nord pour des solutions sécuritaires, durables et créatives dans les secteurs maritime et environnemental. La stratégie à long terme de la Société est soutenue par une croissance stable et rentable favorisée par l'innovation et la résilience au sein de ses deux secteurs d'activité distincts, complétée par des acquisitions stratégiques.

Le succès de la stratégie de LOGISTEC repose sur ses gens, car ils assurent la prestation des services de la Société, que ce soit à partir d'installations de manutention de marchandises ou de ses sites de projets. Le succès de LOGISTEC découle directement des compétences et du dévouement de ses 3 426 talents en Amérique du Nord, de l'Arctique au golfe du Mexique, y compris les travailleurs syndiqués et non syndiqués.

RÉSEAU ÉTENDU

RAPPORT ANNUEL 2022

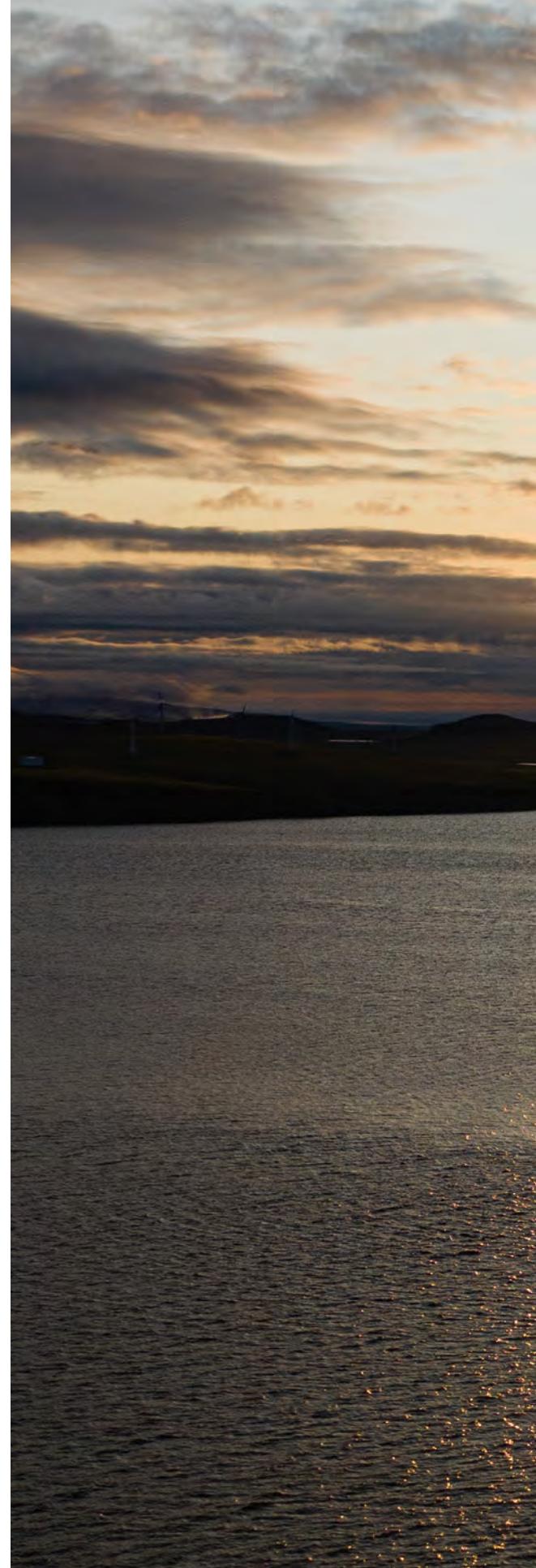


NOTRE STRATÉGIE

Forte de sa feuille de route éprouvée en matière de croissance à long terme, LOGISTEC propulse l'innovation à l'avant-plan afin d'offrir à ses parties prenantes un monde durable pour les prochaines générations. Notre vision stratégique est claire : devenir le fournisseur de choix de solutions sécuritaires, durables et créatives dans nos secteurs des services maritimes et environnementaux.

Depuis que LOGISTEC est devenue une société ouverte en 1969, sa rentabilité n'a cessé de croître au fil des ans, créant de la valeur pour tous les actionnaires. La solide rigueur financière de la Société, son bilan robuste et ses réalisations soutiennent la stabilité financière à long terme et la croissance continue.

LOGISTEC tire parti de l'ensemble de son empreinte géographique, investit dans des solutions novatrices et arrime ses décisions aux valeurs de la Société afin d'offrir des résultats inégalés et durables. Lorsqu'il s'agit d'expansion stratégique au moyen d'acquisitions, LOGISTEC recherche des occasions de soutenir la maximisation de la valeur pour les actionnaires et d'y contribuer en réalisant des évaluations rigoureuses fondées sur des critères financiers et stratégiques précis. Ces évaluations permettent de déterminer si l'investissement contribuera à créer de la valeur et s'il génère de futurs flux de trésorerie durables et un rendement adéquat.





SERVICES MARITIMES



PRODUITS DE

565,8 M\$

Pour notre secteur des services maritimes, l'année 2022 a été unique, non seulement parce qu'elle marquait le 70^e anniversaire de LOGISTEC, mais également en raison de la performance et des résultats exceptionnels qui ont été réalisés. À titre de fournisseur de services maritimes de premier plan, LOGISTEC se spécialise dans la manutention de marchandises à travers un réseau de 79 terminaux et de 53 ports en Amérique du Nord pour une clientèle maritime et industrielle très diversifiée. LOGISTEC loue et exploite des terminaux, détient des entrepôts et investit dans le matériel et les technologies de manutention de marchandises. Nos leaders et nos

experts sur le terrain mettent l'accent sur l'excellence opérationnelle en fournissant des services fiables et sécuritaires tout en élargissant le réseau afin de mieux servir nos clients.

UNE ANNÉE DE RÉSULTATS RECORDS

À titre de partenaire important de la chaîne d'approvisionnement, LOGISTEC a trouvé des solutions novatrices pour limiter la congestion, livrer les produits et gagner du temps dans un marché exigeant, les pressions continuant de s'exercer sur la chaîne d'approvisionnement mondiale pendant la reprise post-pandémie. LOGISTEC a tiré parti de son réseau de terminaux portuaires et trouvé des solutions

créatives pour contrer les effets de la congestion afin que nos clients profitent de la fluidité de nos portes d'entrée et de notre expertise opérationnelle.

En général, notre croissance reflète notre capacité d'adaptation, notre forte résilience et la position privilégiée que nous occupons pour aider nos clients à se démarquer dans leurs marchés. Nous avons collaboré avec nos partenaires de la chaîne d'approvisionnement afin d'augmenter la capacité de nos terminaux et installations portuaires, d'optimiser nos activités et d'améliorer nos méthodes de manutention sécuritaires et efficaces pour accélérer la livraison. Notre modèle d'affaires agile comprend également notre équipe mobile, qui a généré d'importants volumes en répondant rapidement aux demandes ponctuelles et en contribuant à la fluidité de la chaîne d'approvisionnement.





RÉSULTAT AVANT IMPÔT DE

52,5 M\$

Nous avons manutentionné des volumes records de marchandises en raison d'une forte demande, particulièrement dans les secteurs de l'acier, des produits forestiers et de l'énergie éolienne. Les volumes d'acier dans les terminaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent étaient importants étant donné que nous avons diversifié notre clientèle et manutentionné de nouvelles marchandises qui se sont greffées à nos activités régulières. L'importante augmentation des marchandises manutentionnées sur la côte américaine du golfe du Mexique a été favorisée par une forte activité dans le secteur de l'énergie.

LOGISTEC USA Inc. a formé une alliance stratégique avec Infrastructure and Energy Alternatives, une entreprise d'ingénierie en infrastructure d'énergie renouvelable

de premier plan, pour contribuer aux nouveaux développements éoliens à grande échelle le long de la côte est américaine. Les possibilités de croissance comportaient également l'accroissement de nos activités au cœur des États-Unis, à Lemont (IL), porte d'entrée stratégique sur les marchés de la grande région de Chicago.

NOTRE OBJECTIF ZÉRO INCIDENT EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Notre priorité est que tous nos employés et nos partenaires puissent retourner chez eux en toute sécurité à la fin de la journée pour retrouver leur famille et leurs êtres chers. Objectif zéro est un programme interne qui démontre la force de notre engagement en matière de santé et de sécurité, axé sur des améliorations mesurables

des principaux indicateurs clés afin de réduire le nombre de blessures à déclaration obligatoire dans nos installations. La sécurité fait partie de notre stratégie d'affaires, et nous avons développé une culture solide grâce à laquelle nous veillons les uns sur les autres.

Tout au long de l'année, nous avons renforcé nos partenariats avec des ports stratégiques, signant des ententes à long terme à l'échelle de notre réseau. Nous avons également apporté des améliorations à nos infrastructures afin de répondre aux besoins précis de clients, y compris l'achat de nouvelles grues écoénergétiques. En investissant dans de l'équipement respectueux de l'environnement, nous mettons en œuvre notre plan ESG pour réduire notre empreinte carbone et protéger l'environnement et les communautés pour les prochaines générations.

TOTAL DE L'ACTIF

636,2 M\$



« J'aimerais souligner le dévouement, le travail acharné et la passion de nos équipes qui ont manutentionné des volumes records de marchandises dans l'ensemble de notre réseau et su livrer de façon efficace et sécuritaire. Chaque jour, nous avons l'occasion de trouver des mesures et des processus concrets pour améliorer la sécurité de nos activités et de nos gens. »

RODNEY CORRIGAN |
PRÉSIDENT DE LOGISTEC ARRIMAGE INC.

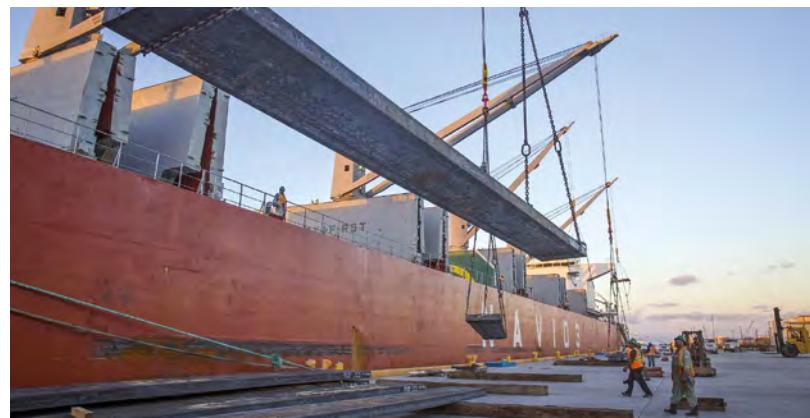
INITIATIVES EN DÉVELOPPEMENT DURABLE DE POINTE



LOGISTEC s'affiche à la tête du secteur en Amérique du Nord, car elle détient le plus grand nombre de terminaux ayant obtenu la certification de l'Alliance verte (18 au total), le plus important programme de certification environnementale pour l'industrie maritime en Amérique du Nord. Nous avons continué de mettre l'accent sur la réduction de notre empreinte carbone en investissant dans de nouveaux équipements écoénergétiques. Nous avons fait l'acquisition de grues portuaires mobiles hybrides électriques pour nos terminaux de Port Manatee (FL) et de Montréal (QC), pour accroître encore davantage l'efficacité et la capacité de ces terminaux.

Les activités des terminaux de LOGISTEC nécessitent de la machinerie lourde pour charger les marchandises sur les navires et les décharger près de l'eau. Nous avons mis en œuvre un programme d'entretien préventif continu pour réduire les risques d'impact environnemental sur les sols et l'eau et nous planifions de remplacer les fluides hydrauliques traditionnels par des lubrifiants biodégradables en 2023.

En 2022, LOGISTEC a participé à un projet pilote visant à adapter le cadre *Lean and Green* au contexte nord-américain. *Lean and Green* est un programme renommé de décarbonisation européen expressément conçu pour le secteur de la logistique. Grâce à ce cadre, nous avons fait valider nos inventaires d'émissions de gaz à effet de serre, déterminé quels équipements et quelles activités pourraient être ciblés à des fins de décarbonisation et élaboré un plan d'action afin de réduire nos émissions de CO₂ de 20 % d'ici cinq ans.





LOGISTEC a établi un partenariat avec des étudiants du Comité de Consultation en Gestion de Polytechnique Montréal en vue de trouver une façon de faire plus efficace et exhaustive pour calculer nos émissions de gaz à effet de serre. Ils ont élaboré une procédure standardisée pour la collecte de données sur la consommation d'énergie.

TERMONT ET LA LOGISTIQUE PORTUAIRE

TERMONT Montréal inc. (« TERMONT ») exploite les plus grands terminaux à conteneurs du port de Montréal à titre de coentreprise entre LOGISTEC et d'autres partenaires. En 2022, le volume de conteneurs est demeuré élevé grâce à des produits additionnels provenant d'activités périphériques qui ont contribué aux résultats globaux. Nous avons également optimisé notre logistique portuaire et nos services de transbordement en offrant des services de courtage et de l'entreposage à l'extérieur du port afin de réduire la congestion, offrant ainsi une souplesse accrue à nos clients.

TRANSPORT MARITIME ET AGENCES MARITIMES

Les autres services maritimes englobent également le transport maritime et les agences maritimes. La Société transporte des marchandises vers des collectivités de l'Arctique canadien

par l'intermédiaire de sa coentreprise Transport Nanuk inc. dans laquelle elle détient une participation de 50 %. Grâce à cette coentreprise, LOGISTEC sert plus de 40 collectivités au Nunavut et au Nunavik.

PRIORITÉS

Sur le plan des volumes, des produits et du résultat avant impôt, 2022 a été une année exceptionnelle, et nos équipes ont travaillé avec dévouement et persévérance tout au long de cette situation extraordinaire. Au moment où l'économie mondiale est en transition, LOGISTEC continue de mettre l'accent sur son plan stratégique à long terme. La diversité des types de marchandises que nous manutentionnons, des secteurs que nous servons et des sources de produits ultimes réduit

la sensibilité de LOGISTEC aux fluctuations économiques. Nos services maritimes sont renforcés par notre développement d'affaires et l'accroissement de notre part de marché. LOGISTEC prévoit élargir les activités existantes au moyen d'investissements intelligents, d'acquisitions stratégiques, de croissance organique et de partenariats à long terme avec des ports et des terminaux.

LOGISTEC a fait ses preuves en générant des résultats bénéfiques pour toutes les parties lorsqu'elle négocie avec les syndicats. La Société est partie prenante à 40 conventions collectives actives. Au total, 13 conventions ont été signées en 2022, alors que trois autres faisaient toujours l'objet de négociations à la fin de 2022 ; quatre arrivent à échéance en 2023.

GULF STREAM
MARINE

AMÉLIORATION CONTINUE POUR RÉPONDRE À LA FORTE DEMANDE

Afin de répondre à la forte demande, LOGISTEC a investi dans ses infrastructures et des initiatives d'amélioration continue. En 2022, les volumes de brames d'acier au port de Brownsville (TX) ont doublé en raison du nouveau projet d'expansion d'une aciérie. Gulf Stream Marine, Inc. (« GSM »), notre filiale de la côte américaine du golfe du Mexique, a tiré parti de partenariats stratégiques afin d'augmenter la capacité d'entreposage du terminal et de prolonger l'infrastructure ferroviaire pour recevoir un plus grand nombre de wagons par voie ferrée. GSM a également investi dans du nouvel équipement de levage à grande capacité pour améliorer l'efficacité et réduire les coûts de logistique.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX



PRODUITS DE

331,8 M\$

Encore en 2022, nous avons été témoins des incidences majeures des changements climatiques sur les populations et les infrastructures partout dans le monde. La sensibilisation accrue du public, des sociétés et des institutions financières à l'égard des questions environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »), la transition vers une économie sobre en carbone, la biodiversité, et l'accès à l'eau potable demeurent à l'avant-plan pour les leaders des gouvernements et des industries.

La gamme de solutions et de services environnementaux de LOGISTEC répond directement aux défis mondiaux d'aujourd'hui.

Notre équipe de scientifiques, d'ingénieurs, de gestionnaires de projet et d'experts sur le terrain dévoués et expérimentés continue d'élaborer des solutions uniques en vue d'aborder les enjeux environnementaux actuels. Grâce à nos solutions éprouvées, nous aidons activement les collectivités nord-américaines et contribuons à un avenir durable.

En 2022, Jean-François Bolduc, ingénieur, M.B.A., a été nommé président de LOGISTEC services environnementaux inc. La vaste expérience en leadership et la vision audacieuse de Jean-François ont posé les fondations qu'il fallait pour

soutenir la croissance prévue pour les services environnementaux de LOGISTEC partout en Amérique du Nord en 2023 et par la suite.

Dans le secteur des services environnementaux, ce fut une année de transition et de planification stratégique à long terme. Notre position de leader dans les marchés traditionnels et émergents nous procure d'excellentes occasions d'augmenter les parts de marché et de commercialiser davantage nos technologies d'eau uniques partout en Amérique du Nord. L'acquisition récente d'American Process Group ("APG") dans l'Ouest canadien a créé des occasions de ventes croisées de nos principaux services dans des solutions environnementales spécialisées. Nous investissons également pour devenir une organisation davantage axée sur les données grâce à la mise en œuvre de notre ERP, de nos indicateurs clés de performance opérationnelle et de notre transformation numérique globale.





« Notre équipe poursuivra son travail exceptionnel et de renouvellement des ressources naturelles. Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients, nos partenaires et les grands joueurs œuvrant dans le domaine de l'environnement pour offrir des solutions novatrices et adaptées qui soutiennent notre mission de bâtir des collectivités résilientes. »

**JEAN-FRANÇOIS BOLDUC | PRÉSIDENT,
LOGISTEC SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
ET SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.**

NOUVEAUX CONTRATS ET PROJETS PILOTES FRUCTUEUX

SANEXEN est bien positionnée pour tirer parti des principaux impératifs environnementaux et renforcer la résilience de nos sociétés. Des conseils stratégiques à l'expertise sur le terrain, nous possédons le savoir-faire nous permettant de gérer les obligations environnementales et la préservation de la nature en relevant les défis liés aux ressources en eau et de trouver des façons novatrices de créer des économies circulaires.

Notre équipe d'experts a réussi à concevoir un traitement robuste et efficace qui élimine les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles (« SPFA »), tant pour la chaîne longue que la chaîne courte, qui est rentable et complètement évolutif pour répondre aux besoins des consommateurs. Les résultats des projets pilotes SPFA aux États-Unis étaient excellents. Notre solution nous a permis d'éliminer plus de 99 % des SPFA qui se trouvent dans des sites d'enfouissement de déchets solides présentant un taux élevé de contamination. La technologie ALTRA SPFA est maintenant éprouvée sur le terrain et peut être commercialisée au Canada et aux États-Unis dans le cadre de projets industriels, militaires et d'infrastructures.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT DE

12,3 M\$



SERVICES ENVIRONNEMENTAUX





ENVIRONNEMENT

LOGISTEC offre des solutions créatives et adaptées à ses clients et à ses partenaires industriels, municipaux et gouvernementaux année après année. Notre équipe d'experts, d'ingénieurs et de scientifiques offre des services environnementaux variés, y compris la restauration des sites, le dragage et l'assèchement.

LOGISTEC fournit également des solutions clés en main pour l'évaluation environnementale de biens et la restauration des sols, des eaux souterraines et des lagons touchés. Nous offrons des services liés à la manutention adéquate de matières dangereuses dans les bâtiments et au remplacement d'infrastructures d'entreposage d'hydrocarbures souterraines, y compris la caractérisation et la restauration de sites et l'analyse de risques, ainsi que la gestion des sols contaminés et des matières résiduelles.

SOLUTIONS EN MATIÈRE D'EAU

La suite de technologies ALTRA combine quatre solutions et produits complets : le renouvellement de conduites d'eau potable, les solutions d'élimination du plomb, les solutions SPFA et la fabrication de boyaux tissés.

TOTAL DE L'ACTIF

347,5 M\$

La solution ALTRA Technologies d'eau potable permet le renouvellement de l'intérieur des conduites d'infrastructures d'eau potable vieillissantes avec un minimum de perturbation pour les collectivités. Notre équipe développe, fabrique et installe une membrane exclusive dans les conduites d'eau, permettant un renouvellement efficace des infrastructures d'eau potable de la collectivité.

La solution d'élimination du plomb ALTRA protège les gens contre l'exposition au plomb dans leur eau potable, créant une barrière contre le plomb à l'intérieur des tuyaux existants à une fraction du coût, du temps et de la perturbation d'un remplacement traditionnel. Nous contribuons à l'acheminement fiable d'eau potable sans plomb dans tous les foyers.

De plus, LOGISTEC fabrique la gaine structurale utilisée dans les projets de renouvellement des infrastructures d'eau à l'usine de NIEDNER, située à Coaticook (QC). NIEDNER fabrique également des boyaux utilisés dans la lutte contre les incendies, tant au niveau des municipalités qu'à celui des forêts, ainsi que dans les secteurs de l'industrie, des mines et de la fabrication de la neige.

Notre équipe a aussi élaboré une solution de pointe pour éliminer les SPFA, ou produits chimiques éternels toxiques, de l'eau et des sols. Ces produits chimiques persistants que l'on retrouve couramment dans les sites d'enfouissement, les aéroports et les sites industriels et militaires ont un effet toxicologique néfaste sur les humains et une incidence négative sur l'environnement. La solution ALTRA SPFA peut être adaptée en fonction des conditions de chaque site, est rentable et sécuritaire et génère des résultats durables.



NOS PRIORITÉS ESG

BÂTIR UN AVENIR DURABLE ET RÉSILIENT POUR LES PROCHAINES GÉNÉRATIONS

NOS PRIORITÉS ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET DE GOUVERNANCE

Veiller à exercer ses activités de manière responsable est le principal moyen par lequel LOGISTEC s'efforce de bâtir un avenir durable et résilient pour les prochaines générations. Pour ce faire, nous facilitons les échanges commerciaux, nous effectuons la manutention des marchandises de nos clients de façon sécuritaire, nous veillons à protéger et renouveler l'environnement et les ressources en eau, nous attirons les gens les plus qualifiés et doués et nous assurons leur perfectionnement, nous investissons dans nos collectivités et nous appliquons les normes de régie d'entreprise les plus élevées qui soient.

Nous nous fixons des objectifs en interne et mettons en place des systèmes pour amorcer des progrès, les mesurer et en rendre compte.



PROTÉGÉR ET RENOUVELER NOTRE ENVIRONNEMENT

- Réduire les émissions et promouvoir l'efficacité énergétique
- Réduire les déchets, recycler et réutiliser
- Économiser, protéger et renouveler les ressources
- Prendre un engagement en matière de leadership environnemental
- Accroître les possibilités de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour nos clients



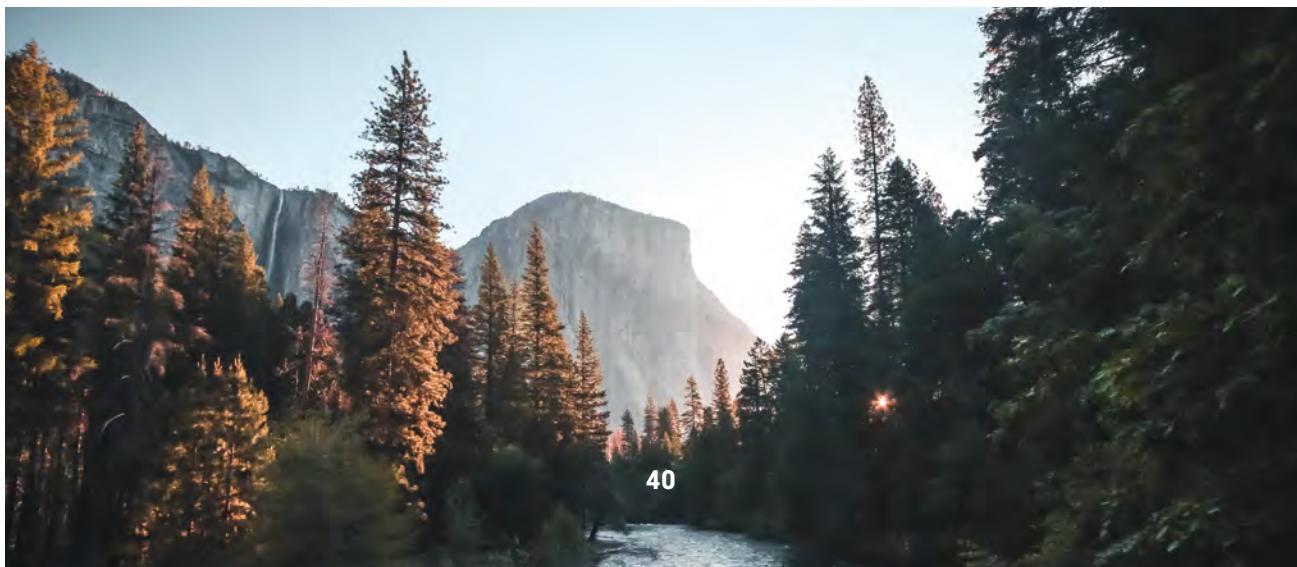
ÊTRE SOCIALEMENT RESPONSABLE

- Créer un environnement de travail inclusif qui permet d'attirer les personnes les plus qualifiées et d'assurer leur perfectionnement
- Promouvoir la santé, la sécurité et le bien-être
- Promouvoir la diversité, l'inclusion et l'appartenance
- Investir dans nos collectivités



DIRIGER PAR LE BIAIS D'UNE SAINE RÉGIE D'ENTREPRISE

- Assurer une culture axée sur l'intégrité, l'éthique commerciale et une saine régie d'entreprise
- Promouvoir la diversité au sein du conseil d'administration, de l'équipe de haute direction, de l'équipe de direction et de l'organisation
- Mener un processus rigoureux de gestion des risques



PERSPECTIVES

FORCE ET RECONNAISSANCE

Nos résultats pour 2022 montrent clairement la force et la résilience de la Société et les avantages de notre stratégie ciblée. LOGISTEC exerce ses activités dans deux secteurs d'activité importants : les services maritimes et environnementaux. Ces deux secteurs offrent des solutions pour tirer profit d'importantes possibilités de croissance en réponse aux tendances actuelles du marché et aux impératifs environnementaux importants.

Malgré les nombreux défis à l'échelle mondiale, l'économie nord-américaine a fait preuve de résilience. La croissance a été soutenue par les prix élevés des marchandises, l'augmentation des investissements des entreprises et la forte demande pour les services et l'expertise spécialisés. Les économistes prédisent des perspectives économiques potentiellement moins prometteuses, selon le degré du resserrement monétaire. Étant donné que l'économie se porte toujours bien, nous prévoyons une stagnation plutôt qu'une contraction.

Des goulets d'étranglement ont touché les chaînes d'approvisionnement, entre autres, mais les pressions ont diminué en 2022. De nombreuses entreprises ont diversifié leurs sources d'approvisionnement et augmenté leur demande d'entreposage. Les stocks se sont accumulés dans les entrepôts, et les entreprises continuent de s'adapter afin de réaliser l'équilibre entre l'offre et une demande moins volatile. C'est une bonne nouvelle pour LOGISTEC puisqu'elle fait partie de

chaînes d'approvisionnement qui bénéficient de la demande accrue et pour des nouveaux services périphériques. Nous verrons si la demande pour ces services se poursuit en 2023.

Une grande incertitude demeure : la rareté grandissante de la main-d'œuvre. La pénurie de main-d'œuvre aura également une incidence sur les salaires, qui ont grimpé en flèche en 2022 et qui devraient continuer d'augmenter en 2023. Il est devenu difficile d'attirer et de maintenir en poste des talents à tous les échelons de l'organisation, et ce problème généralisé touchera tous les secteurs de l'économie. Cela continuera d'être l'un de nos plus grands défis.

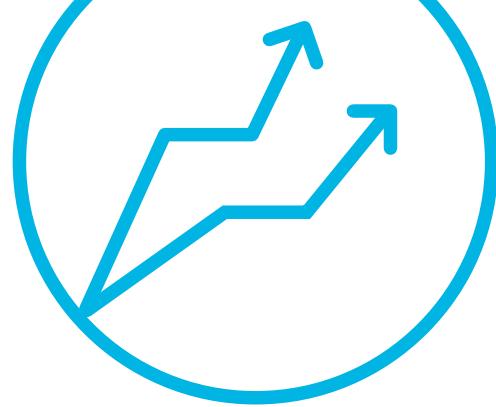
Malgré ces défis, nous sommes bien positionnés pour composer avec un ralentissement en 2023. La croissance de LOGISTEC se poursuit depuis plus de 70 ans. Au cours des dix dernières années, le secteur des services maritimes, un secteur mature, a augmenté ses produits à un taux de croissance annuel composé (« TCAC ») impressionnant de 14,7 %. LOGISTEC est un chef de file de la manutention de pièces de grandes dimensions comme des composantes d'éoliennes. La manutention sécuritaire de marchandises surdimensionnées est très complexe et de plus en plus fréquente. Les experts sur le terrain de LOGISTEC sont maintenant reconnus à l'échelle mondiale comme les meilleurs opérateurs de terminaux, ainsi que le démontre le prix reçu lors de l'événement international Heavy Lift Awards 2022. Nous sommes convaincus que nos clients, partenaires et collectivités

nous donneront d'excellentes occasions de soutenir les chaînes d'approvisionnement résilientes.

Sur le plan de l'environnement, nos clients et collectivités font face à des défis sans précédent. Des événements météorologiques extrêmes aux infrastructures d'eau potable vieillissantes, en passant par les pénuries d'eau et les changements climatiques, nos clients recherchent des solutions uniques pour des enjeux d'une complexité grandissante. Notre équipe possède l'expertise nécessaire pour jouer un rôle de plus en plus important dans l'accélération de la prestation de solutions pour tous ces défis environnementaux. Nous croyons que notre équipe environnementale est également dans une excellente position pour générer des résultats attrayants, grâce à un carnet de commandes solide au début de 2023 et à de nouvelles occasions d'affaires.

AMORCER UN NOUVEAU CYCLE STRATÉGIQUE

En 2023, nous bénéficions de notre solide dynamisme pour amorcer un nouveau cycle stratégique. Propulsés par de grandes réalisations et notre vision à long terme claire, nous continuerons sur cette lancée en tirant parti de nos assises solides. Notre vision à long terme repose sur des objectifs ambitieux et sur les tendances actuelles du marché et des impératifs environnementaux importants. Dans ce contexte, nous croyons fermement que nous sommes bien positionnés pour avoir une incidence significative sur le développement de collectivités résilientes et dynamiques.



REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES EN 2021

AMERICAN PROCESS GROUP

Le 3 juin 2021, SANEXEN a acquis une participation de 100 % dans APG pour un prix d'achat de 50,0 millions \$, sous réserve de certains ajustements, dont une tranche de 49,5 millions \$ a été payée au moment de l'acquisition. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a réglé les ajustements postérieurs à la clôture à l'égard du fonds de roulement et un solde de vente de 0,5 million \$ pour une contrepartie en trésorerie de 3,3 millions \$. APG est un leader de l'industrie de l'environnement basé en Alberta, se spécialisant dans le dragage, l'assèchement et la gestion des matières résiduelles. Grâce à cette acquisition stratégique, nous serons bien positionnés pour tirer parti du potentiel important des marchés de l'Ouest canadien et des États-Unis. En outre, l'expertise complémentaire d'APG nous permettra de bonifier notre offre de services aux clients actuels et futurs.

Veuillez vous reporter à la note 4 des notes 2022 pour plus de précisions.

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	2022 \$	2021 \$	2020 \$	Variation 2022 - 2021 \$	Variation 2022 - 2021 %
Produits	897 565	743 703	604 701	153 862	20,7
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	53 543	45 364	32 614	8 179	18,0
Résultat de base par action total ⁽¹⁾	4,15	3,49	2,53	0,66	18,9
Résultat dilué par action total ⁽¹⁾	4,12	3,46	2,49	0,66	19,0
Total de l'actif	983 672	898 971	799 452	84 701	9,4
Passifs non courants totaux	447 199	401 935	365 269	45 264	11,3
Dividendes en espèces par action :					
– Actions de catégorie A ⁽²⁾	0,4124	0,3787	0,3740		
– Actions de catégorie B ⁽³⁾	0,4536	0,4165	0,4114		
Dividendes totaux en espèces	5 561	5 137	5 022		

⁽¹⁾ Combiné afin d'inclure les deux catégories d'actions.

⁽²⁾ Actions ordinaires de catégorie A (« actions de catégorie A »).

⁽³⁾ Actions subalternes à droit de vote de catégorie B (« actions de catégorie B »).

2022 COMPARATIVEMENT À 2021

Les produits se sont établis à 897,6 millions \$ en 2022, en hausse de 20,7 %, ou 153,9 millions \$, en regard de ceux de 2021. Les produits du secteur des services maritimes ont totalisé 565,8 millions \$ en 2022, en hausse de 138,8 millions \$ par rapport à 427,0 millions \$ à l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 331,7 millions \$, en hausse de 15,0 millions \$, ou 4,7 %, par rapport à 316,7 millions \$ en 2021.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 8,2 millions \$, ou 18,0 %, en 2022. Dans l'ensemble, notre secteur des services maritimes a manutentionné des volumes records qui ont eu une incidence positive sur nos résultats, tandis que notre secteur des services environnementaux a affiché des résultats plus modestes en termes de produits et du résultat net, en raison de plusieurs facteurs, dont le report de certains projets importants et des défis sur le plan de l'approvisionnement des matières dans nos installations de production.

Le total de l'actif s'élevait à 983,7 millions \$ à la fin de 2022, soit une hausse de 84,7 millions \$ par rapport à la fin de 2021. La hausse découle essentiellement de deux facteurs : les investissements réalisés dans les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation pour favoriser la croissance de nos activités ainsi que des créances clients et autres débiteurs supplémentaires qui reflètent l'intensification des activités au quatrième trimestre de 2022 par rapport à celles au trimestre correspondant de 2021.

Les passifs non courants totaux ont augmenté pour s'établir à 447,2 millions \$ en 2022 par rapport à 401,9 millions \$ en 2021. L'augmentation est surtout attribuable aux hausses de 32,3 millions \$ des obligations locatives et de 32,2 millions \$ de la dette à long terme, neutralisés en partie par la diminution des passifs non courants par suite du reclassement dans les passifs courants de la deuxième tranche du passif visant le rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL »).

Les dividendes en espèces versés en 2022 se sont accrus de 8,3 % pour se chiffrer à 5,6 millions \$, par rapport à 5,1 millions \$ en 2021, à la suite de la décision du conseil d'administration de la Société d'augmenter les versements de dividendes de 20,0 % le 4 août 2022.

2021 COMPARATIVEMENT À 2020

Les produits se sont établis à 743,7 millions \$ en 2021, en hausse de 23,0 %, ou 139,0 millions \$, en regard de ceux de 2020. Les produits du secteur des services maritimes ont totalisé 427,0 millions \$ en 2021, en hausse de 82,4 millions \$ par rapport à 344,6 millions \$ à l'exercice précédent. Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 316,7 millions \$, en hausse de 56,6 millions \$, ou 21,8 %, par rapport à 260,1 millions \$ en 2020.

Le résultat attribuable aux propriétaires de la Société a augmenté de 12,8 millions \$, ou 39,1 %, en 2021. Dans l'ensemble, les deux secteurs ont dégagé un rendement conforme aux prévisions et nos résultats ont été favorablement touchés par le retour des volumes aux niveaux d'avant la pandémie et par les acquisitions stratégiques réalisées au fil des années qui contribuent au rendement de LOGISTEC.

Le total de l'actif s'élevait à 899,0 millions \$ à la fin de 2021, soit une hausse de 99,5 millions \$ par rapport à celui de 2020. Cette hausse est essentiellement attribuable au goodwill et aux immobilisations corporelles et incorporelles supplémentaires découlant du regroupement d'entreprises avec APG ainsi qu'aux créances clients additionnelles liées à l'augmentation considérable des produits. La trésorerie a diminué de 9,2 millions \$, en raison essentiellement des sorties de trésorerie de 92,9 millions \$ liées aux activités d'investissement, contrebalancées par des flux de trésorerie positifs de 79,6 millions \$ liés aux activités d'exploitation par suite du regroupement d'entreprises avec APG et de nos solides investissements dans les immobilisations corporelles à l'appui de la croissance interne.

Les passifs non courants totaux ont augmenté pour s'établir à 401,9 millions \$ en 2021 par rapport à 365,3 millions \$ en 2020. L'augmentation est essentiellement attribuable aux hausses de 28,0 millions \$ de la dette à long terme et de 8,3 millions \$ des obligations locatives.

Les dividendes en espèces versés en 2021 ont augmenté de 2,3 % pour se chiffrer à 5,1 millions \$, par rapport à 5,0 millions \$ en 2020.

DONNÉES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, à l'exception du résultat et des dividendes par action)

	T1 \$	T2 \$	T3 \$	T4 \$	Exercice \$
2022					
Produits	141 442	218 972	284 209	252 942	897 565
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(6 018)	13 024	31 636	14 901	53 543
Résultat de base par action de catégorie A	(0,44)	0,96	2,35	1,11	3,98
Résultat de base par action de catégorie B	(0,49)	1,06	2,58	1,23	4,38
Résultat de base total par action	(0,46)	1,00	2,45	1,16	4,15
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,44)	0,95	2,34	1,10	3,95
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,49)	1,06	2,56	1,21	4,34
Résultat dilué total par action	(0,46)	1,00	2,43	1,15	4,12
2021					
Produits	104 850	172 593	236 171	230 089	743 703
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société	(5 724)	10 241	26 739	14 108	45 364
Résultat de base par action de catégorie A	(0,42)	0,75	1,98	1,03	3,34
Résultat de base par action de catégorie B	(0,47)	0,84	2,17	1,14	3,68
Résultat de base total par action	(0,44)	0,79	2,05	1,09	3,49
Résultat dilué par action de catégorie A	(0,42)	0,75	1,95	1,03	3,31
Résultat dilué par action de catégorie B	(0,47)	0,83	2,15	1,13	3,64
Résultat dilué total par action	(0,44)	0,78	2,04	1,09	3,46

CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les services maritimes sont influencés par les conditions climatiques et ont donc un caractère saisonnier. Durant l'hiver, la Voie maritime du Saint-Laurent est fermée. Il n'y a pas d'activité sur les Grands Lacs, les activités sur le fleuve Saint-Laurent sont réduites et il n'y a pas d'activité de transport vers l'Arctique en raison de l'état des glaces.

Les services environnementaux sont également influencés par les conditions climatiques. La majorité des services spécialisés offerts requièrent un travail sur le terrain, l'excavation des sols et le traitement des eaux usées et souterraines, ce qui s'avère plus difficile en hiver.

Historiquement, le premier trimestre et, à un degré moindre, le deuxième trimestre ont toujours présenté un niveau d'activité plus bas que les autres trimestres. Les troisième et quatrième trimestres sont habituellement les plus actifs.

REVUE FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)

	Pour les trois mois clos les 31 décembre 2022	31 décembre 2021	Pour les douze mois clos les 31 décembre 2022	31 décembre 2021
	\$	\$	\$	\$
Produits	252 942	230 089	897 565	743 703
Charge au titre des avantages du personnel	(118 954)	(115 139)	(429 458)	(363 331)
Matériel et fournitures	(69 802)	(54 619)	(247 002)	(187 225)
Charges d'exploitation	(17 574)	(15 347)	(61 555)	(50 095)
Autres charges	(12 313)	(11 698)	(38 753)	(33 327)
Dotation aux amortissements	(15 306)	(13 292)	(56 196)	(49 100)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6 349	3 977	18 760	10 084
Autres pertes	(2 190)	(4 674)	(3 739)	(4 052)
Résultat d'exploitation	23 152	19 297	79 622	66 657
Charges financières	(5 049)	(3 186)	(15 429)	(11 103)
Produits financiers	219	130	613	541
Résultat avant impôt	18 322	16 241	64 806	56 095
Impôt sur le résultat	(3 338)	(2 040)	(10 804)	(10 471)
Résultat de la période	14 984	14 201	54 002	45 624
Résultat attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	14 901	14 108	53 543	45 364
Participation ne donnant pas le contrôle	83	93	459	260
Résultat de la période	14 984	14 201	54 002	45 624
Résultat de base par action de catégorie A	1,11	1,03	3,98	3,34
Résultat de base par action de catégorie B	1,23	1,14	4,38	3,68
Résultat dilué par action de catégorie A	1,10	1,03	3,95	3,31
Résultat dilué par action de catégorie B	1,21	1,13	4,34	3,64

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers 2022 sont décrites à la note 2 des notes 2022.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits consolidés ont totalisé 252,9 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, en hausse de 22,9 millions \$, ou 9,9 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2021. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive de 8,1 millions \$ sur les produits consolidés au cours du trimestre considéré. Veuillez vous reporter à la section Résultats sectoriels pour des précisions sur la variation des produits de chaque secteur.

La charge au titre des avantages du personnel s'est chiffrée à 119,0 millions \$, soit une hausse de 3,8 millions \$, ou 3,3 %, comparativement aux 115,1 millions \$ comptabilisés au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits a été de 47,0 %, soit une diminution par rapport à 50,0 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que la charge au titre des avantages du personnel liée à nos activités sur le terrain soit de nature variable, la diminution du ratio est surtout imputable à la charge au titre des avantages du personnel administratif et de soutien, à caractère généralement fixe.

La charge relative au matériel et fournitures s'est élevée à 69,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, soit une augmentation de 15,2 millions \$ en regard de celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La proportion globale de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés a augmenté pour s'établir à 27,6 % au quatrième trimestre de 2022, comparativement à 23,7 % au quatrième trimestre de 2021. Cette augmentation de la charge découle essentiellement des produits tandis que la hausse de ratio est attribuable à la hausse des coûts de l'énergie et des dépenses relatives au transport par camion dans le secteur des services maritimes.

Les charges d'exploitation se sont chiffrées à 17,6 millions \$, soit une hausse de 2,2 millions \$, ou 14,5 %, en regard de celles de la période correspondante de 2021. Cette hausse découle surtout des produits, étant donné que la proportion globale des charges d'exploitation sur les produits consolidés est demeurée stable au quatrième trimestre de 2022, s'établissant à 7,0 % par rapport à 6,7 % à la période correspondante de 2021.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 15,3 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, soit une augmentation de 2,0 millions \$ comparativement à 13,3 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable aux investissements réalisés dans les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation pour favoriser la croissance de nos activités.

Les autres pertes ont fluctué de 2,5 millions \$, passant d'une perte de 4,7 millions \$ au quatrième trimestre de 2021 à une perte de 2,2 millions \$ à la période correspondante de 2022. La fluctuation découle essentiellement des coûts de configuration et de personnalisation engagés aux termes d'un accord d'infonuagique. En 2022, les coûts de configuration et de personnalisation liés à la mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégré (« ERP ») ont été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés. En 2021, ces coûts ont été inscrits à l'actif au cours de l'exercice et radiés au quatrième trimestre de 2021.

Les charges financières ont atteint 5,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, en hausse de 1,9 million \$ par rapport à celles de la période correspondante de 2021. La hausse est essentiellement attribuable au niveau plus élevé de la dette nette⁽¹⁾, comme il est décrit à la section Situation de trésorerie et sources de financement, et à la hausse des taux d'intérêt dans le marché, étant donné qu'une tranche de la dette à long terme porte intérêt à taux variables.

Dans l'ensemble, la Société a affiché un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 14,9 millions \$ au quatrième trimestre de 2022, soit une hausse de 0,8 million \$ par rapport au résultat de 14,1 millions \$ comptabilisé au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 1,15 \$, dont 1,10 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 1,21 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits consolidés ont totalisé 897,6 millions \$ en 2022, en hausse de 153,9 millions \$, ou 20,7 %, par rapport à ceux de 2021. L'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive de 16,6 millions \$ sur les produits consolidés au cours de l'exercice considéré. Veuillez vous reporter à la section Résultats sectoriels pour des précisions sur la variation des produits de chaque secteur.

En 2022, la charge au titre des avantages du personnel s'est établie à 429,5 millions \$, soit une augmentation de 66,2 millions \$, ou 18,2 %, comparativement aux 363,3 millions \$ comptabilisés au cours de l'exercice précédent. L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des produits dans les deux secteurs, étant donné que le ratio de la charge au titre des avantages du personnel sur les produits est demeuré relativement stable, compte non tenu de la subvention salariale de 2,9 millions \$ obtenue aux termes de la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») comptabilisée en 2021.

⁽¹⁾ La dette nette fait l'objet d'un rapprochement à la note 12 des notes 2022.

La charge relative au matériel et fournitures s'est chiffrée à 247,0 millions \$, soit une augmentation de 59,8 millions \$, ou 31,9 %, en regard de celle de 2021. La proportion globale de la charge relative au matériel et fournitures sur les produits consolidés a augmenté pour s'établir à 27,5 % en 2022, comparativement à 25,2 % en 2021. Cette augmentation de la charge découle essentiellement des produits tandis que la hausse du ratio est principalement attribuable à la hausse des coûts de l'énergie et des dépenses relatives au transport par camion dans le secteur des services maritimes.

Les charges d'exploitation ont totalisé 61,6 millions \$, soit une hausse de 11,5 millions \$, ou 22,9 %, en regard de celles de 2021. Cette hausse découle surtout des produits, étant donné que la proportion globale des charges d'exploitation sur les produits consolidés est demeurée stable, s'établissant à 6,9 % en 2022 par rapport à 6,7 % en 2021.

Les autres charges se sont établies à 38,8 millions \$, une augmentation de 5,4 millions \$, ou 16,3 %, comparativement à celles de 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par trois facteurs : la hausse de la prime d'assurance, les frais de déplacement supplémentaires encourus depuis que les gouvernements ont levé certaines des restrictions liées à la COVID-19 et les honoraires professionnels engagés pour effectuer une analyse des possibilités de développement des affaires.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 56,2 millions \$ en 2022, soit une hausse de 7,1 millions \$ comparativement à 49,1 millions \$ à l'exercice précédent. La hausse découle des regroupements d'entreprises et des investissements dans les immobilisations corporelles réalisés en 2021, notamment l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux relations clients et au carnet de commandes associés à la participation dans APG.

La quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence s'est élevée à 18,8 millions \$, en hausse de 8,7 millions \$ comparativement à celle de l'exercice précédent. La hausse découle principalement de la performance robuste de Terminal TERMONT inc. (« TERMONT ») et de Transport Nanuk inc. (« Nanuk »), tous deux des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La filiale de TERMONT est spécialisée en manutention de conteneurs et ses résultats ont été avantageés par la demande de services supplémentaires d'entreposage à court terme, alors que Nanuk est spécialisée en transport de marchandises vers les collectivités de l'Arctique canadien.

Les charges financières ont atteint 15,4 millions \$, soit une augmentation de 4,3 millions \$ en regard de celles de 2021. L'augmentation est essentiellement attribuable au niveau plus élevé de la dette nette ⁽¹⁾, comme il est décrit à la section Situation de trésorerie et sources de financement, et à la hausse des taux d'intérêt dans le marché, étant donné qu'une tranche de la dette à long terme porte intérêt à taux variables.

L'impôt sur le résultat s'est élevé à 10,8 millions \$ en 2022. Lorsqu'on ajuste le résultat avant impôt pour exclure l'effet de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, le taux d'imposition pour 2022 correspond à 23,4 %, comparativement à 22,8 % en 2021. Cette variation se situe à l'intérieur des paramètres habituels et reflète les éléments non imposables. Veuillez vous reporter à la note 10 des notes 2022 pour le rapprochement du taux d'imposition effectif et d'autres données fiscales pertinentes.

En 2022, la Société a affiché un résultat de 54,0 millions \$, dont une tranche de 0,5 million \$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, ce qui a engendré un résultat attribuable aux propriétaires de la Société de 53,5 millions \$. Cela s'est traduit par un résultat dilué par action total de 4,12 \$, dont 3,95 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie A et 4,34 \$ par action était attribuable aux actions de catégorie B.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux et sont demeurés à des niveaux semblables à ceux de 2021.

⁽¹⁾ La dette nette fait l'objet d'un rapprochement à la note 12 des notes 2022.

RÉSULTATS SECTORIELS

(en milliers de dollars)	Pour les trois mois clos le 31 décembre 2022			Pour les trois mois clos le 31 décembre 2021		
	Services maritimes	Services environne- mentaux	Total	Services maritimes	Services environne- mentaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	154 634	98 308	252 942	128 117	101 972	230 089
Résultat avant impôt	14 253	4 069	18 322	2 388	13 853	16 241

(en milliers de dollars)	Pour les douze mois clos le 31 décembre 2022			Pour les douze mois clos le 31 décembre 2021		
	Services maritimes	Services environne- mentaux	Total	Services maritimes	Services environne- mentaux	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	565 830	331 735	897 565	426 967	316 736	743 703
Résultat avant impôt	52 544	12 262	64 806	30 450	25 645	56 095

SERVICES MARITIMES

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Le secteur des services maritimes a affiché des produits de 154,6 millions \$ en 2022, en hausse de 26,5 millions \$, ou 20,7 %, en regard de 128,1 millions \$ en 2021. La hausse est surtout liée à nos activités sur la côte américaine du golfe du Mexique, le secteur de l'énergie continuant à alimenter la performance de nos activités dans cette région.

Le résultat avant impôt pour le quatrième trimestre de 2022 attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 14,3 millions \$, en hausse de 11,9 millions \$ par rapport à 2,4 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2021. La hausse découle essentiellement de trois facteurs : l'accroissement des produits et de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et la diminution des coûts de configuration et de personnalisation engagés aux termes d'un accord d'infonuagique en raison du calendrier, comme il a été mentionné précédemment. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par la hausse des coûts de l'énergie et des dépenses relatives au transport par camion et par la hausse des taux d'intérêt, comme il a été mentionné précédemment.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits du secteur des services maritimes ont totalisé 565,8 millions \$ en 2022, en hausse de 138,8 millions \$ par rapport à 427,0 millions \$ en 2021. La hausse s'explique principalement par nos activités sur la côte américaine du golfe du Mexique, décrite précédemment, et l'accroissement global des volumes dans nos terminaux de marchandises générales dont le niveau d'activité a été supérieur au cours de l'exercice 2022 à celui de l'exercice 2021, le tout contrebalancé en partie par le ralentissement des activités au terminal du port de Brunswick en raison de l'incendie survenu en mai 2021.

À l'exercice 2022, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services maritimes s'est élevé à 52,5 millions \$, en hausse de 22,0 millions \$ par rapport à 30,5 millions \$ en 2021. Le résultat fait état d'un niveau d'activité accru et de l'augmentation de la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en regard de celle de 2021, le tout contrebalancé en partie par les subventions aux termes de la SSUC de 1,6 million \$ comptabilisées en 2021.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits du secteur des services environnementaux ont atteint 98,3 millions \$, en baisse de 3,7 millions \$ par rapport à 102,0 millions \$ au quatrième trimestre de 2021. La baisse est surtout attribuable à notre gamme de produits ALTRA, étant donné que les produits tirés des services liés au renouvellement des conduites d'eau souterraines ont fléchi par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt pour le quatrième trimestre de 2022 attribuable au secteur des services environnementaux a totalisé 4,1 millions \$, une diminution de 9,8 millions \$ par rapport à 13,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2021. La diminution de la rentabilité est liée aux défis sur le plan de l'approvisionnement des matières dans nos installations de production qui se sont répercutés sur le rendement de notre gamme de produits ALTRA.

POUR LES DOUZE MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE

Les produits du secteur des services environnementaux ont totalisé 331,7 millions \$, en hausse de 15,0 millions \$ par rapport à 316,7 millions \$ en 2021. La hausse découle essentiellement du regroupement d'entreprises avec APG qui a contribué pour un exercice complet aux produits réalisés en 2022.

À l'exercice 2022, le résultat avant impôt attribuable au secteur des services environnementaux a atteint 12,3 millions \$, en baisse par rapport à 25,6 millions \$ en 2021. Le report de certains projets importants et les défis sur le plan de l'approvisionnement des matières dans nos installations de production ont eu une incidence sur la rentabilité de notre gamme de produits ALTRA. De plus, les résultats comparatifs tiennent compte de subventions aux termes de la SSUC de 1,3 million \$ comptabilisées en 2021.

Tous les autres postes des états consolidés des résultats ont fluctué conformément aux paramètres d'affaires normaux.

INCENDIE AU PORT DE BRUNSWICK (GA)

Le 2 mai 2021, un incendie a détruit un entrepôt loué, une partie d'un convoyeur et certains actifs d'appareils de terminal dans nos installations de marchandises en vrac à Brunswick (GA).

La Société est assurée à l'égard, notamment, des dommages aux immobilisations corporelles et de la responsabilité civile jusqu'à concurrence de montants établis, lesquels sont assujettis à des franchises assorties de plafonds. La Société a signalé l'incident à ses assureurs et le produit attendu de la police d'assurance devrait suffire à couvrir les coûts de remplacement des actifs détruits, de même que d'autres coûts engagés en raison des conséquences directes de l'incendie.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a obtenu de son assureur la confirmation d'un paiement préliminaire d'un montant de 5,0 millions \$ US (6,1 millions \$) au titre de sa demande de règlement initiale. La Société a également comptabilisé une perte de valeur de 5,3 millions \$ US (6,5 millions \$) à l'égard des actifs détruits par l'incendie. Le recouvrement d'assurance et la perte de valeur liée aux actifs détruits ont été comptabilisés dans les autres profits (pertes) aux états consolidés des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Aux termes du contrat de location avec la Georgia Ports Authority (« GPA »), la Société est tenue de reconstruire l'entrepôt détruit par l'incendie, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a obtenu les autorisations nécessaires de la GPA et des autres tiers pour entamer la reconstruction, mais n'a pas complété la conception finale qui est sujette à l'approbation du GPA et des autorités gouvernementales. En date du présent rapport de gestion, la Société a obtenu une étude de faisabilité, et la taille et le type d'entrepôt à construire ont été déterminés. Toutefois, la Société est à compléter la conception et à recueillir des propositions de prix pour évaluer le coût de la reconstruction. Aux termes du contrat de location, cet entrepôt a été assuré pour un montant de 21,9 millions \$ US (29,7 millions \$). En date du présent rapport de gestion, la Société y exerce présentement ses activités de façon limitée à cette installation. Le calendrier de reconstruction de l'entrepôt est en cours de finalisation et le démarrage des travaux devrait débuter au cours de la première moitié de 2023. La Société comptabilisera l'incidence des obligations à respecter quant à la reconstruction de l'entrepôt et au recouvrement d'assurance correspondant, au cours de la période durant laquelle toute l'information nécessaire sera obtenue.

Cela reflète la meilleure estimation de la direction sur la base des renseignements à sa disposition à la date du présent rapport de gestion, estimation qui pourrait être appelée à changer à mesure que des faits nouveaux seront pris en compte aux fins de la reconstruction de l'entrepôt par la Société et du règlement de la demande d'indemnisation.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. Bien que LOGISTEC n'ait pas de politique formelle en matière de dividendes, à ce jour, la pratique a été de distribuer régulièrement des dividendes trimestriels avec des hausses modestes au cours des années.

Le 4 août 2022, le conseil d'administration de la Société a décidé d'augmenter les versements de dividendes de 20,0 %.

Le tableau suivant présente le barème de versements de dividendes pour 2022, qui sont tous des dividendes déterminés aux fins de l'Agence du revenu du Canada.

(en millions de dollars, sauf pour les données par action)

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date du paiement	Par action de catégorie A	Par action de Catégorie B	Total
9 décembre 2021	4 janvier 2022	18 janvier 2022	0,09818	0,10799	1,3
18 mars 2022	31 mars 2022	14 avril 2022	0,09818	0,10799	1,3
5 mai 2022	23 juin 2022	8 juillet 2022	0,09818	0,10799	1,3
4 août 2022	23 septembre 2022	7 octobre 2022	0,11782	0,12959	1,6
7 décembre 2022	3 janvier 2023	17 janvier 2023	0,11782	0,12959	1,6
22 mars 2023	30 mars 2023	13 avril 2023	0,11782	0,12959	1,6

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir tirer parti d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (y compris la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

Le capital est calculé comme suit :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
(en milliers de dollars)	\$	\$
Emprunts bancaires à court terme	—	8 600
Dette à long terme, incluant la tranche courante	235 035	195 354
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 043	37 530
Total de la dette nette	198 992	166 424
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	359 487	314 561
Capitalisation	558 479	480 985
Ratio de dette nette/capitalisation	35,6 %	34,6 %

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Pour maintenir ou ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

Lors de l'évaluation des occasions d'investissement, la Société utilise les modèles de flux de trésorerie actualisés pour s'assurer que le taux de rendement respecte ses objectifs. De plus, les occasions d'investissement doivent avoir une incidence positive et, par conséquent, améliorer la valeur pour les actionnaires.

La décision de rembourser la dette est basée sur l'évaluation des niveaux actuels de trésorerie en relation avec les flux futurs générés par les activités d'exploitation. La Société dispose de facilités de crédit non utilisées auprès de diverses institutions financières qui peuvent être utilisées lorsque des occasions d'investissement surviennent.

CAPACITÉ D'EMPRUNT

LOGISTEC génère des flux de trésorerie positifs de ses activités d'exploitation qui se sont établis respectivement à 98,7 millions \$ et à 79,6 millions \$ en 2022 et en 2021, soit un niveau plus que suffisant pour couvrir nos besoins actuels liés aux activités d'investissement et de financement.

À la fin de 2022, la dette nette, constituée de la dette à long terme (incluant la tranche courante) et des emprunts bancaires à court terme, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, s'établissait à 199,0 millions \$, tandis que les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société totalisaient 360,1 millions \$, ce qui correspond à un ratio de dette nette/capitalisation de 35,6 %.

La Société a organisé ses facilités de crédit afin de séparer les crédits disponibles pour ses filiales détenues à part entière des crédits disponibles des filiales non détenues à part entière et de ses coentreprises.

En novembre 2021, la Société et sa filiale en propriété exclusive, LOGISTEC USA Inc., ont renégocié leur entente de crédit pour gagner en souplesse financière, entraînant ainsi une modification de l'entente de crédit en vigueur. La facilité de crédit renouvelable non garantie a été prolongée jusqu'en octobre 2025. Elle a été consentie par un syndicat bancaire composé de six banques et institutions financières canadiennes importantes. LOGISTEC Corporation et LOGISTEC USA Inc. peuvent ainsi emprunter des fonds directement aux termes de cette facilité de crédit pour couvrir les charges générales et d'exploitation et pour émettre des garanties bancaires. La facilité de crédit d'un montant de 300,0 millions \$ (300,0 millions \$ en 2021) est assortie d'une clause accordéon d'un montant de 150,0 millions \$ ou l'équivalent en dollars américains. Nous pourrions éventuellement demander d'utiliser ce montant pour augmenter notre capacité d'emprunt selon les besoins. Le recours à la clause accordéon est assujetti à l'approbation de l'ensemble des prêteurs du syndicat, à leur entière discrétion.

Au 31 décembre 2022, un montant de 186,7 millions \$ (135,6 millions \$ en 2021) avait été prélevé sur la facilité, un montant supplémentaire de 11,4 millions \$ (14,5 millions \$ en 2021) avait été utilisé pour émettre des lettres de crédit et la tranche inutilisée s'établissait à 101,9 millions \$ (149,9 millions \$ en 2021). Cette facilité de crédit renouvelable porte intérêt à un taux variable, lequel est fonction du type d'emprunt choisi et auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.

Mis à part la marge de crédit susmentionnée, la Société a également conclu, en 2017, auprès d'une institution financière canadienne, une entente visant un emprunt non garanti sur dix ans de 50,0 millions \$ qui a été entièrement utilisé. Veuillez vous reporter à la note 23 des notes 2022 pour plus de précisions.

SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2022, le total de l'actif s'établissait à 983,7 millions \$, soit une hausse de 84,7 millions \$ par rapport au solde de clôture de 899,0 millions \$ au 31 décembre 2021. La hausse découle essentiellement de deux facteurs : les investissements faits dans les immobilisations corporelles et les actifs au titre de droits d'utilisation pour favoriser la croissance de nos activités ainsi que des créances clients et autres débiteurs supplémentaires qui reflètent l'intensification des activités au quatrième trimestre de 2022 par rapport à celles au trimestre correspondant de 2021.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 36,0 millions \$ à la fin de 2022, en baisse de 1,5 million \$ en regard de 37,5 millions \$ au 31 décembre 2021. Les principaux facteurs de cette baisse sont les suivants :

(en milliers de dollars)

Sources :

Trésorerie générée par les activités d'exploitation	122 042
Émission de dette à long terme, nette des remboursements et des coûts de transaction	31 531
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	19 160
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger	3 620
	176 353

Utilisations :

Acquisition d'immobilisations corporelles, nette du produit de la sortie	(49 712)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(20 900)
Impôt sur le résultat payé	(20 553)
Remboursement du montant dû à une participation ne donnant pas le contrôle	(19 086)
Remboursement d'obligations locatives	(15 685)
Intérêts payés	(15 043)
Rachat d'actions de catégorie B	(10 230)
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle	(10 060)
Variation nette des emprunts bancaires à court terme	(8 565)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A et de catégorie B	(5 561)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(3 338)
	(178 733)

FONDS DE ROULEMENT

Au 31 décembre 2022, l'actif courant s'élevait à 289,2 millions \$, tandis que le passif courant atteignait 175,4 millions \$ pour un fonds de roulement de 113,8 millions \$ et un ratio de 1,65:1 (fonds de roulement de 81,8 millions \$ et ratio de 1,45:1 au 31 décembre 2021). L'accroissement du fonds de roulement est lié à l'augmentation des créances clients et autres débiteurs ainsi que des actifs sur contrats en raison de l'intensification des activités au quatrième trimestre de 2022 par rapport à celles au trimestre correspondant de 2021.

DETTE À LONG TERME

La dette nette totale s'établissait à 199,0 millions \$ au 31 décembre 2022, en hausse de 32,6 millions \$ en regard de 166,4 millions \$ au 31 décembre 2021. De nouveaux emprunts ont été contractés aux termes de la facilité de crédit renouvelable actuelle et le solde tient également compte de la réévaluation d'une dette à long terme détenue en monnaie étrangère d'un montant de 8,2 millions \$ au 31 décembre 2022. L'utilisation de cette dette additionnelle est expliquée dans la section Sources de financement ci-après.

Selon les modalités de leurs diverses ententes de financement, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait à des ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2022, LOGISTEC respectait ces clauses. Dans certains cas, ces clauses financières peuvent limiter la capacité de certaines filiales ou coentreprises à verser des dividendes à LOGISTEC. Cependant, LOGISTEC génère suffisamment de fonds de trésorerie de ses filiales en propriété exclusive pour subvenir à ses besoins financiers.

PAIEMENTS EXIGIBLES PAR PÉRIODE

Le tableau suivant présente un résumé de la dette à long terme et des obligations contractuelles de la Société :

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2022
(en milliers de dollars)

	Total \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	De 4 ans à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$
Dette à long terme ⁽¹⁾	243 544	14 050	210 996	18 347	151
Obligations locatives					
– Équipement	20 192	6 788	12 306	1 098	–
– Occupation	200 142	16 955	47 848	30 043	105 296
Passif dû à des participations ne donnant pas le contrôle	44 611	23 619	20 992	–	–
Total des obligations contractuelles	508 489	61 412	292 142	49 488	105 447

⁽¹⁾ Inclut le capital et les intérêts.

Veuillez vous reporter aux notes 12, 18, 23, 24, 25 et 31 des notes 2022 pour plus de précisions sur la gestion du risque financier, les contrats de location, la dette, les actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les passifs non courants, ainsi que les passifs éventuels et garanties.

CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ

Les capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société s'élevaient à 359,5 millions \$ au 31 décembre 2022. En tenant compte du total de la dette nette, la capitalisation s'élève 558,5 millions \$ et le ratio de dette nette/capitalisation de 35,6 %. Cela indique que la Société dispose d'un levier financier en cas de besoin. Le ratio de dette nette/capitalisation fait l'objet d'un rapprochement dans la section Gestion du capital qui précède.

Au 22 mars 2023, 7 361 022 actions de catégorie A et 5 455 591 actions de catégorie B étaient émises et en circulation. Chaque action de catégorie A est convertible en tout temps au gré du porteur en une action de catégorie B. Veuillez vous reporter à la note 26 des notes 2022 pour plus de précisions sur le capital social de la Société.

PROGRAMME D'OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D'ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« RACNA »)

Dans le cadre du RACNA qui a commencé le 28 octobre 2021 et qui s'est terminé le 27 octobre 2022, LOGISTEC pouvait racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 368 851 actions de catégorie A et 284 301 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 15 octobre 2021.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

Au cours de 2022, en vertu des RACNA décrits précédemment, aucune action de catégorie A n'a été rachetée et LOGISTEC a procédé au rachat de 262 895 actions de catégorie B à un prix moyen par action de respectivement néant et 38,88 \$. Veuillez vous reporter à la note 26 des notes 2022 pour plus de précisions.

PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises, lesquelles sont comptabilisées dans la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Le solde de clôture de 46,1 millions \$ à la fin de 2022 était composé principalement du solde de clôture de 46,3 millions \$ à la fin de 2021, plus la quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence de 2022 de 18,8 millions \$, moins les dividendes reçus de 19,1 millions \$.

Au 31 décembre 2022, les coentreprises dans lesquelles la Société détenait une participation de 50 % étaient les suivantes : 9260-0873 Québec inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Les Structures de quais mobiles Flexiport inc., Services maritimes Québec inc., Terminal TERMONT inc. et Transport Nanuk inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et Services Environnementaux Aavataani Inc.

Aucune des coentreprises n'est une entité cotée à la Bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui s'intègre bien aux activités principales de la Société. Veuillez vous reporter à la note 16 des notes 2022.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre des régimes de retraite à prestations ou à cotisations définies à ses employés. Elle offre deux régimes de retraite à prestations définies. Étant donné qu'une majorité de bénéficiaires des régimes de retraite à prestations définies étaient déjà des retraités, la Société a élaboré une stratégie d'atténuation des risques relativement à ces régimes.

La note 24 des notes 2022 présente un résumé de la juste valeur de l'actif des régimes, des obligations au titre des prestations définies, de la situation de capitalisation des régimes de retraite et des hypothèses significatives.

Les calculs de la situation de capitalisation des régimes de retraite ont été effectués par les actuaires indépendants de la Société en date du 31 décembre 2022. L'obligation au titre des prestations définies totalisait 32,1 millions \$ comparativement à une juste valeur de l'actif des régimes de 19,7 millions \$, résultant ainsi en une situation de capitalisation déficitaire de 12,3 millions \$. La Société offre des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») à ses hauts dirigeants. Ces RRS ne sont pas capitalisés et l'obligation afférente de 12,6 millions \$ est incluse dans les données susmentionnées. Compte non tenu de l'obligation au titre des RRS, la situation de capitalisation excédentaire totalise 0,3 million \$. Veuillez vous reporter à la description du Régime de retraite des cadres supérieurs dans notre circulaire d'information.

L'hypothèse de la direction à l'égard du taux d'actualisation était de 3,0 % en 2021 et de 5,0 % en 2022. Les calculs actuariels effectués pour la capitalisation effective et les décaissements réels utilisent des hypothèses différentes, ce qui entraîne des situations de capitalisation différentes. Les RRS de la Société sont des régimes non enregistrés et ne sont donc pas sujets à des évaluations actuarielles.

Les évaluations actuarielles les plus récentes du Régime de retraite des cadres supérieurs de LOGISTEC Corporation et du Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation ont été réalisées respectivement en date du 31 décembre 2019 et du 31 décembre 2021. Selon les résultats de ces évaluations, la Société affiche un excédent combiné de 2,9 millions \$ selon la méthode fondée sur une approche de continuité et un déficit combiné de 2,1 millions \$ selon la méthode de la solvabilité.

AUTRES POSTES DES ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 DÉC. 2022	31 DÉC. 2021	Var. \$	Var. %	Explication de la variation
	\$	\$			
Actifs sur contrat	14,9	7,5	7,4	98,4	Les actifs sur contrat représentent le montant brut non facturé qui sera perçu des clients au titre d'obligations de prestation remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. Au quatrième trimestre de 2022, l'intensification des activités par rapport à celles du trimestre correspondant de 2021 s'est traduite par une hausse des travaux en cours à la fin du quatrième trimestre de 2022.
Actifs d'impôt exigible	11,2	7,6	3,6	48,0	L'augmentation découle surtout d'un recouvrement d'impôt sur le résultat pour 2021 n'ayant pas encore été reçu et d'un recouvrement d'impôt sur le résultat lié au report de pertes autres qu'en capital générées en 2022 par une filiale canadienne.
Stocks	20,0	16,8	3,2	18,8	L'augmentation est attribuable au niveau plus élevé de stocks des produits ALTRA Solutions éprouvées détenus en 2022 qui seront livrés aux clients en 2023 par notre secteur des services environnementaux.
Immobilisations corporelles	234,6	207,3	27,3	13,2	L'augmentation découle surtout des dépenses en immobilisations corporelles de 52,2 millions \$ et de la réévaluation d'immobilisations corporelles libellées en monnaie étrangère de 6,7 millions \$, neutralisées par la dotation aux amortissements de 30,4 millions \$.
Actifs au titre de droits d'utilisation	167,3	135,0	32,3	23,9	L'augmentation découle surtout des ajouts de 49,0 millions \$ et de la réévaluation d'actifs au titre de droits d'utilisation libellés en monnaie étrangère d'un montant de 8,1 millions \$, qui ont été supérieurs à la dotation aux amortissements de 18,8 millions \$ et à la décomptabilisation de contrats de location de 6,2 millions \$.
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	1,3	—	1,3	n. s.	L'accroissement des actifs et la diminution des obligations s'expliquent surtout par le reclassement du régime de la Société en position d'actif net et la réévaluation des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi au moyen du taux d'actualisation en vigueur de 5,0 % au 31 décembre 2022 en regard du taux de 3,0 % au 31 décembre 2021, neutralisés en partie par le rendement négatif de l'actif des régimes.
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	13,7	16,2	(2,5)	(15,6)	

Situation financière aux (en millions de dollars)	31 DÉC. 2022		31 DÉC. 2021		Var. \$	Var. %	Explication de la variation
	\$	\$	\$	\$			
Passifs sur contrat courants	11,1	14,8	(3,7)	(25,0)			Les passifs sur contrat représentent la contrepartie reçue en avance des clients et comptabilisée au titre d'obligations de prestation non encore remplies aux termes de contrats conclus par notre secteur des services environnementaux. Le moment de l'émission des factures a entraîné une baisse des produits différés à la fin du quatrième trimestre de 2022.
Passifs d'impôt exigible	5,1	10,4	(5,3)	(51,2)			La baisse est attribuable aux acomptes provisionnels d'impôt plus élevés en 2022 en regard de la charge d'impôt sur le résultat à payer.
Tranche courante des obligations locatives	18,7	15,8	2,9	18,3			L'augmentation découle surtout des ajouts de 49,0 millions \$ et de la réévaluation des obligations locatives libellées en monnaie étrangère d'un montant de 8,6 millions \$, contrebalancés en partie par le remboursement d'obligations locatives d'un montant de 15,7 millions \$ et la décomptabilisation de contrats de location de 6,3 millions \$.
Obligations locatives non courantes	157,5	125,2	32,3	25,7			
Passifs non courants	25,6	40,7	(15,1)	(37,2)			La diminution est surtout attribuable au reclassement dans les passifs courants de la deuxième tranche du passif visant le rachat de la participation ne donnant pas le contrôle dans FER-PAL.

n. s. : non significatif

Tous les autres postes des états consolidés de la situation financière ont fluctué à l'intérieur des paramètres d'affaires normaux.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA PÉRIODE DE PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le 2 mars 2023, la Société a annoncé avoir conclu un accord définitif pour acquérir la division des terminaux maritimes canadiens et américains de Fednav, y compris Federal Marine Terminals, Inc. et la division des services logistiques, Fednav Direct (collectivement, l'« acquisition »). La transaction devrait se clôturer le 31 mars 2023 ou vers cette date pour un prix d'achat de 105,0 millions \$ US (143,0 millions \$), sous réserve des conditions habituelles.

La division des terminaux maritimes comprend 11 terminaux et fournit des services d'arrimage, de manutention et d'entreposage pour le vrac, les conteneurs, les marchandises liées à des projets et les marchandises générales. La division de services logistiques offre des services à valeur ajoutée de transport à bord, de gestion des stocks et de transport terrestre de marchandises sept jours par semaine et 24 heures sur 24 au Canada et aux États-Unis.

Le réseau élargi créé par cette acquisition offrira des portes d'entrée stratégiques aux clients actuels et futurs, ce qui permettra à LOGISTEC d'accroître considérablement sa présence dans la région des Grands Lacs et d'accéder à des emplacements de choix sur la côte américaine du Golfe du Mexique et la côte est des États-Unis.

Le 8 mars 2023, la Société a eu recours à la clause accordéon d'un montant de 150,0 millions \$, ou l'équivalent en dollars américains, aux termes de sa facilité de crédit renouvelable actuelle, laquelle a été entièrement souscrite par son syndicat bancaire.

MESURE NON CONFORME AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la Société a recours à une mesure non conforme aux IFRS. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté ») n'est pas défini dans les IFRS et, par conséquent, ne peut être présenté à titre officiel dans les états financiers. Tel qu'il est défini par la Société, le BAIIA ajusté exclut les coûts de configuration et de personnalisation liés à la mise en œuvre d'un progiciel de gestion intégré (« ERP ») et les pertes de valeur de la Société, mais il tient compte du remboursement par des clients d'un placement dans un contrat de service. La définition du BAIIA ajusté employée par la Société peut ne pas correspondre à celle employée par d'autres sociétés. Bien que le BAIIA ajusté soit une mesure non conforme aux IFRS, il est néanmoins utilisé par les gestionnaires, les analystes, les investisseurs et d'autres parties prenantes du milieu financier pour analyser et évaluer la performance et la gestion de la Société tant sur le plan financier que sur le plan opérationnel.

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de la période et du BAIIA ajusté :

(en milliers de dollars)

	2022 \$	2021 \$	2020 \$	2019 \$	2018 ⁽¹⁾ \$	
Résultat de l'exercice	54 002	45 624	32 788	26 437	17 994	
PLUS :						
Dotation aux amortissements	56 196	49 100	45 390	42 122	28 580	
Perte de valeur	—	—	—	—	6 821	
Charges financières nettes	14 816	10 562	11 818	12 353	7 474	
Impôt sur le résultat	10 804	10 471	10 662	8 699	3 308	
Coûts de configuration et de personnalisation aux termes d'un accord d'infonuagique	6 276	5 064	—	—	—	
BAIIA ajusté	142 094	120 821	100 658	89 611	64 177	
	2017 ⁽¹⁾ \$	2016 ⁽¹⁾ \$	2015 ⁽¹⁾ \$	2014 ⁽¹⁾ \$	2013 ⁽¹⁾ \$	2012 ⁽¹⁾ \$
Résultat de l'exercice	27 356	18 486	32 873	34 517	30 827	18 285
PLUS :						
Dotation aux amortissements	33 859	14 288	12 328	10 246	9 413	7 819
Perte de valeur	2 917	—	—	—	—	—
Charges financières nettes	3 533	1 700	623	225	166	347
Impôt sur le résultat	6 211	7 268	10 288	9 870	9 948	5 925
Remboursement par un client du placement dans un contrat de service	865	292	209	231	6 510	4 958
BAIIA ajusté	74 741	42 034	56 321	55 089	56 864	37 334

⁽¹⁾ Pour toutes les périodes ultérieures au 1^{er} janvier 2019, les données font état de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), et les données comparatives n'ont pas été retraitées.

GESTION DU RISQUE FINANCIER

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 500 clients. En 2022, les 20 clients les plus importants ont représenté 41,0 % (45,0 % en 2021) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2022 et en 2021.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Les créances clients et autres débiteurs sont radiés une fois qu'il est déterminé qu'ils ne peuvent plus être recouvrés.

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit, conformément à leurs échéances respectives :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
(en milliers de dollars)	\$	\$
De 0 jour à 30 jours	82 243	73 798
De 31 à 60 jours	41 879	40 457
De 61 à 90 jours	14 327	11 181
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	32 716	30 546
Provision pour créances douteuses	(3 361)	(3 584)
	167 804	152 398

⁽¹⁾ Incluent des retenues sur contrat totalisant 10 406 \$ (10 893 \$ en 2021).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2022	2021
(en milliers de dollars)	\$	\$
Solde au début de l'exercice	3 584	3 359
Charges pour mauvaises créances	339	1 473
Radiations	(562)	(1 248)
Solde à la fin de l'exercice	3 361	3 584

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers (la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les actifs financiers non courants) correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose d'une trésorerie suffisante pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2022 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
				60 154	136 437
Dettes fournisseurs et autres créiteurs	128 019	128 019	128 019	—	—
Dividendes à payer	1 574	1 574	1 574	—	—
Obligations locatives	176 162	220 334	23 743	60 154	136 437
Dette à long terme	235 035	243 544	14 050	210 996	18 498
Passifs non courants ⁽²⁾	19 864	20 992	—	20 992	—
	560 654	614 463	167 386	292 142	154 935

Au 31 décembre 2021 (en milliers de dollars)	Valeur comptable \$	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾ \$	Moins de 1 an \$	De 1 an à 3 ans \$	Plus de 3 ans \$
				47 082	139 567
Emprunts bancaires à court terme	8 600	8 600	8 600	—	—
Dettes fournisseurs et autres créiteurs	127 044	127 044	127 044	—	—
Dividendes à payer	1 338	1 338	1 338	—	—
Obligations locatives	141 024	206 713	20 064	47 082	139 567
Dette à long terme	195 354	203 925	8 574	40 142	155 209
Passifs non courants ⁽²⁾	36 471	38 832	—	38 832	—
	509 831	586 452	165 620	126 056	294 776

⁽¹⁾ Incluent le capital et les intérêts.

⁽²⁾ Incluent seulement les passifs à long terme dus à des participations ne donnant pas le contrôle.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. Elle gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. En outre, la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt d'un montant de 40,0 millions \$ avec ses banques principales. Les contrats de swap de taux d'intérêt sont désignés à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux variable des dettes de la Société pour un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Le taux d'intérêt variable du swap de taux d'intérêt est le taux CDOR et le taux d'intérêt fixe moyen pondéré est de 1,51 %. Les contrats de swap de taux d'intérêt font l'objet d'un règlement sur une base mensuelle et viendront à échéance respectivement en juin 2023 et en septembre 2027. La Société demeure à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2022, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 63,2 % (66,4 % en 2021). Toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2022 aurait eu une incidence négative de 1,5 million \$ (1,3 million \$ en 2021) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations de taux de change. Elle estime que le risque résiduel est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

La Société désigne une partie de ses emprunts à terme et de ses facilités de crédit libellés en dollars américains comme des instruments de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, ce qui lui permet de limiter son risque de change. Veuillez vous reporter à la note 23 des notes 2022 pour plus de précisions.

En 2022, toutes choses étant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 0,2 million \$ (0,3 million \$ en 2021) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 13,2 millions \$ (12,7 millions \$ en 2021) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2022, un total de 9,2 millions \$ ou 6,8 millions \$ US (14,6 millions \$ ou 11,6 millions \$ US en 2021) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2022, un total de 1,3 million \$ ou 1,0 million \$ US (5,2 millions \$ ou 4,1 millions \$ US en 2021) des dettes fournisseurs et autres créateurs était libellé en devises.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 décembre 2022 et 2021, les justes valeurs estimatives de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres créateurs et des dividendes à payer se rapprochaient de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, ne différait pas considérablement de leur valeur comptable aux 31 décembre 2022 et 2021, selon le taux estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 3,7 millions \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2022 (supérieure de 0,3 million \$ en 2021) en raison d'un changement dans les conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt du marché pour des émissions identiques ou similaires.

Veuillez vous reporter à la note 2 des notes 2022 pour plus de précisions sur la hiérarchie des justes valeurs de la Société.

RISQUES D'AFFAIRES

Les risques d'affaires auxquels nous sommes exposés sont demeurés passablement les mêmes au cours des dernières années. Voici un résumé de ces principaux risques :

RISQUE DE MARCHÉ - La Société manutentionne une grande variété de marchandises et, bien que notre stratégie de diversification géographique et de produits devrait nous protéger contre les impacts majeurs, les fluctuations importantes de certaines marchandises spécifiques ou dans certaines régions spécifiques peuvent avoir un impact sur notre performance. La situation actuelle entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que les sanctions imposées par divers pays, pourraient avoir une incidence sur le transit des marchandises industrielles. Il est très difficile de prévoir de quelle manière les volumes manutentionnés seront touchés, certaines marchandises pouvant être avantagées et d'autres, non.

RISQUES ASSOCIÉS AUX TERMINAUX PORTUAIRES - L'accès à des installations portuaires stratégiques est un facteur clé du succès d'une société de manutention de marchandises. Nos installations font généralement l'objet de baux à long terme qui nous procurent des droits d'exploitation en échange de loyers, en grande partie fixes, pour la Société. Par conséquent, nous devrions ressentir rapidement l'impact financier d'une baisse prononcée des volumes de marchandises.

POLITIQUES GOUVERNEMENTALES - Par leur investissement dans les infrastructures portuaires, leur législation, leurs tarifications ou leurs pouvoirs de taxation, les gouvernements peuvent avoir un impact direct sur la rentabilité.

VARIATIONS DE DEVISES - Les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain peuvent avoir des répercussions sur les entreprises canadiennes. Bien que cette situation puisse toucher nos clients, elle ne nous touche pas directement. À vrai dire, nos services sont généralement rendus localement et nous sommes payés dans la même devise que celle dans laquelle nous encourrons des charges. C'est pourquoi les fluctuations de la devise américaine n'influencent habituellement pas significativement nos résultats, puisque nos filiales américaines sont autonomes d'un point de vue financier. Tel qu'il est analysé à la rubrique précédente, gestion du risque financier, la Société est principalement exposée aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien, notamment pour les éléments des états consolidés de la situation financière détenus en dollars américains. La Société estime toutefois que ce risque est relativement restreint.

RISQUES ASSOCIÉS AU PERSONNEL ET À LA MAIN-D'ŒUVRE - Certaines de nos installations sont situées près de petits centres urbains et il peut être difficile d'y trouver une main-d'œuvre qualifiée. De plus, l'industrie des services maritimes est fortement syndiquée et il y a toujours un risque de conflit de travail lors de la négociation de conventions collectives.

AUTRES FACTEURS EXTERNES - Notre secteur des services maritimes peut subir l'influence de divers facteurs rattachés au commerce mondial et au mouvement des marchandises, dont les conditions climatiques extrêmes, l'instabilité politique et les poussées pandémiques. Ces facteurs peuvent avoir des répercussions sur l'offre et la demande, la disponibilité de la main-d'œuvre et les volumes, ainsi que transformer les comportements actuels des clients ou en créer de nouveaux pouvant avoir une incidence sur notre performance.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

En plus de la rémunération des principaux dirigeants et des dividendes payés aux actionnaires, qui ont lieu dans le cours normal des affaires et qui sont quantifiés à la note 29 des notes 2022, les services entre parties liées sont essentiellement des services professionnels, des loyers, des frais de gestion et des dépenses opérationnelles imputés à ou par des coentreprises. Ces transactions sont également dans le cours normal des affaires et leur contrepartie est fixée et convenue par les parties liées. Les montants dus par des coentreprises incluent la quote-part de Nanuk de l'obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi relative à un régime de retraite offert par la Société.

PRINCIPAUX JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

L'application des principales méthodes comptables de la Société exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents.

Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers tient compte de plusieurs hypothèses formulées par la direction qui sont présentées à la note 3 des notes 2022. Une description plus détaillée des jugements, estimations et hypothèses est incluse dans les notes 2022, en particulier à l'égard des créances clients (notes 12 et 14), des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (note 16), des contrats de location (note 18), du goodwill (note 19), des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée (note 20), de la dépréciation d'actifs à long terme y compris le goodwill (note 19), de l'impôt différé (note 10), des avantages postérieurs à l'emploi (note 24) et des passifs non courants (note 25). Les principales méthodes comptables de la Société sont appliquées de manière uniforme dans tous ses secteurs d'exploitation à présenter (note 30).

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE

En plus d'un système comptable sophistiqué nous permettant d'analyser de manière rigoureuse les résultats de chacune de nos installations et unités d'exploitation, nous utilisons un système d'analyse des coûts nous permettant de suivre nos opérations. Nous avons développé de multiples outils automatisés d'information et de suivi qui fournissent à nos dirigeants une information pertinente et opportune, nous permettant ainsi d'optimiser nos activités.

Chaque mois, notre équipe de haute direction se réunit pour discuter des résultats, des prévisions et des projets de développement. Cette pratique permet à la direction de connaître précisément nos résultats ainsi que notre progression et d'affecter adéquatement les ressources nécessaires de façon opportune.

En plus de ces réunions mensuelles, la haute direction produit des rapports trimestriels des résultats à notre conseil d'administration et à notre comité de vérification. Les membres du comité de vérification questionnent la direction et discutent régulièrement, à huis clos, avec l'auditeur indépendant afin de s'assurer de la précision des rapports financiers émis publiquement.

Enfin, toute l'information financière ou réglementaire publiée auprès du public fait l'objet d'une révision préalable par un comité de divulgation composé de membres de la haute direction de la Société, de la présidente et chef de la direction, du président du conseil d'administration et du président du comité de vérification.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

En matière de régie d'entreprise, LOGISTEC a mis en place des pratiques correspondant à des normes élevées. Ces pratiques sont conformes aux exigences de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance et du Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*. Au nombre des neuf administrateurs de LOGISTEC, six sont indépendants, cinq sont des femmes, et les postes de président du conseil d'administration et de chef de la direction sont distincts. Le comité de régie d'entreprise et de ressources humaines et le comité de vérification sont composés exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification examine les rapports intermédiaires et annuels et les états financiers avant qu'ils soient soumis au conseil d'administration pour son approbation, et ses membres rencontrent l'auditeur indépendant de la Société séparément. À la suite d'une évaluation appropriée par le comité de vérification, le conseil d'administration recommande la nomination de l'auditeur indépendant aux actionnaires.

Conformément aux exigences du *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont la responsabilité d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »). Ils sont assistés dans ces responsabilités par un comité directeur de la certification, lequel est composé de membres de la haute direction de la Société, dont les deux cadres supérieurs mentionnés précédemment.

Ils ont passé en revue ce rapport de gestion, les états financiers annuels, la notice annuelle et la circulaire d'information qui inclut la divulgation et l'analyse de la rémunération (les « documents annuels »). À leur connaissance, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important, ni n'ommettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour l'exercice visé par les documents annuels. À leur connaissance, les états financiers annuels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents annuels donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux dates de clôture des exercices présentés dans les documents annuels, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices présentés dans les documents annuels.

Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité des CPCl a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCl étaient efficaces à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et que la conception de ces CPCl fournissait une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur a été communiquée de façon opportune lors de la préparation des documents annuels, et que l'information qui doit être présentée dans les documents annuels a été enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits.

La présidente et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière ont également conçu ou fait concevoir sous leur supervision le CIIF pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux IFRS.

Malgré l'éclosion de la COVID-19 et la nécessité de respecter les mesures de distanciation physique, aucune modification au CIIF effectuée en 2022 n'a eu, ou n'aurait été raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF de la Société. Sous la supervision du comité directeur de la certification, l'efficacité du CIIF a été évaluée. En se fondant sur cette évaluation, la présidente et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF est adéquat et efficace à fournir cette assurance au 31 décembre 2022.

(signé) *Carl Delisle*
Carl Delisle, CPA auditeur
Chef de la direction financière et trésorier

Le 22 mars 2023

The background image is an aerial photograph of a large, deep blue lake. Several small, densely forested islands are scattered across the water. The shorelines of larger landmasses are visible in the bottom right, covered in a mix of green and autumn-colored trees. The water has subtle ripples and reflections.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

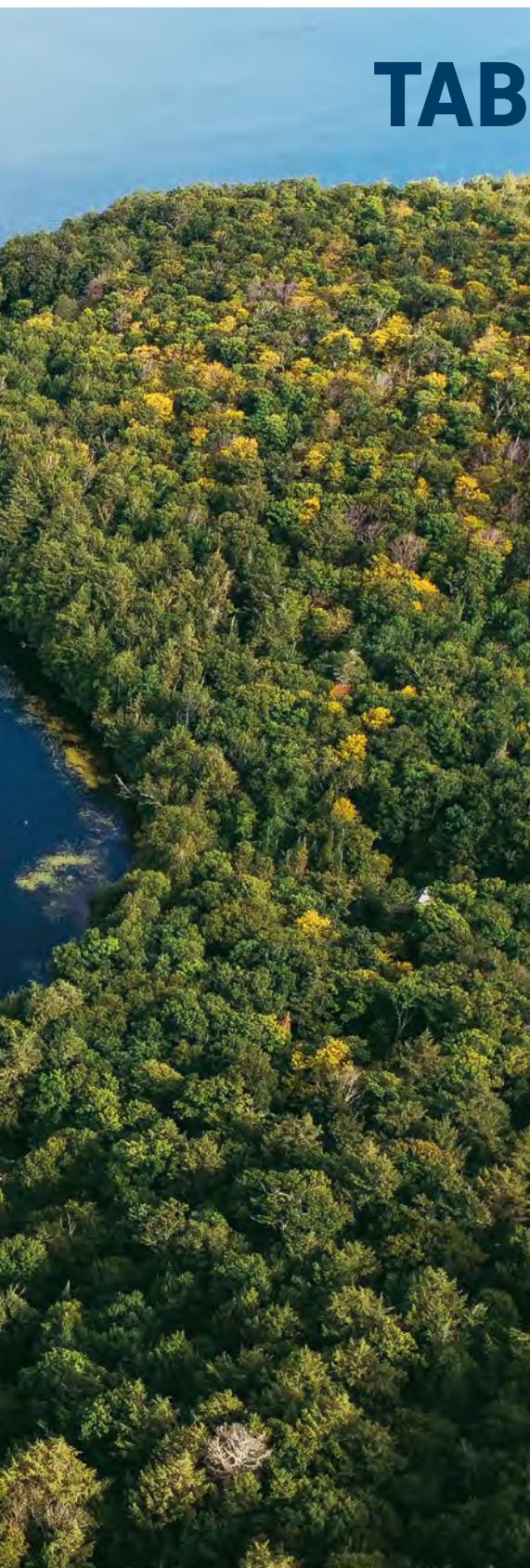


TABLE DES MATIÈRES

66	Rapport des auditeurs indépendants
70	États financiers consolidés
70	70 États consolidés des résultats
	71 États consolidés du résultat global
	72 États consolidés de la situation financière
	73 États consolidés des variations des capitaux propres
	75 Tableaux consolidés des flux de trésorerie
76	Notes annexes aux états financiers consolidés
76	76 1. Informations générales
	76 2. Résumé des principales méthodes comptables
	89 3. Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations
	91 4. Regroupement d'entreprises
	93 5. Produits
	93 6. Charge au titre des avantages du personnel
	93 7. Aide gouvernementale
	94 8. Autres pertes
	94 9. Charges financières
	94 10. Impôt sur le résultat
	97 11. Résultat par action
	97 12. Gestion du risque financier
	101 13. Instruments financiers
	102 14. Créances clients et autres débiteurs
	103 15. Stocks
	103 16. Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence
	105 17. Immobilisations corporelles
	106 18. Contrats de location
	108 19. Goodwill
	109 20. Immobilisations incorporelles
	110 21. Actifs financiers non courants
	110 22. Dettes fournisseurs et autres crébiteurs
	111 23. Dette
	112 24. Actifs et obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi
	115 25. Passifs non courants
	116 26. Capital social
	120 27. Cumul des autres éléments du résultat global, après impôt
	120 28. Tableaux consolidés des flux de trésorerie
	122 29. Transactions entre parties liées
	123 30. Information sectorielle
	125 31. Passifs éventuels et garanties
	125 32. Évènements postérieurs
126	Conseil d'administration
127	Dirigeants de la Société
128	Renseignements à l'intention des actionnaires et des investisseurs

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Logistec Corporation

OPINION

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Logistec Corporation (l'« entité »), qui comprennent :

- les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2022 et 2021;
- les états consolidés du résultat net pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des autres éléments du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

QUESTIONS CLÉS DE L'AUDIT

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport des auditeurs.

ÉVALUATION DE L'APPRÉCIATION DE LA PERTE DE VALEUR DU GOODWILL

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2, 3 et 19 des états financiers. Au 31 décembre 2022, le solde du goodwill s'établissait à 187 430 \$. Les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation par l'entité, sauf lorsque certains critères sont satisfaits, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'unité pourrait avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et est par la suite imputée aux autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'UGT.

La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de sortie et la valeur d'utilité. Les hypothèses clés de l'entité utilisées pour établir la valeur recouvrable des UGT, laquelle est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans, sont les suivantes :

- projections des flux de trésorerie prévues au budget couvrant une période d'un an;
- taux de croissance prévu des projections des flux de trésorerie au-delà de cette période d'un an;
- taux d'actualisation.

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation de l'appréciation de la perte de valeur du goodwill constituait une question clé de l'audit. Cette question concerne un aspect considéré comme présentant des risques importants d'anomalies significatives en raison de l'ampleur du goodwill et du degré élevé d'incertitude relative aux estimations dans la détermination de la valeur recouvrable.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

- Nous avons évalué le caractère approprié de l'hypothèse au titre des projections des flux de trésorerie prévues au budget pour la période d'un an de l'entité utilisée pour établir la valeur recouvrable des UGT en la comparant aux flux de trésorerie historiques réels de l'entité. Nous avons tenu compte des changements dans les situations ou les événements touchant l'entité pour apprécier les ajustements apportés par l'entité pour en arriver à l'hypothèse au titre des projections des flux de trésorerie prévues au budget pour la période d'un an ou l'absence de tels ajustements.
- Nous avons comparé les prévisions historiques de l'entité avec les résultats réels afin d'évaluer la capacité de l'entité à faire preuve de précision dans l'élaboration de l'hypothèse relative au taux de croissance prévu des projections des flux de trésorerie pour au-delà de la période d'un an.
- Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidés :
 - à évaluer le caractère approprié de l'hypothèse relative au taux d'actualisation de l'entité utilisée pour établir la valeur recouvrable, en comparant les données relatives au taux d'actualisation à des données publiées pour des entités comparables;
 - à évaluer le caractère approprié du modèle d'actualisation des flux de trésorerie utilisé par l'entité pour calculer la valeur recouvrable des UGT en fonction de la connaissance des professionnels en évaluation;
 - à apprécier le caractère raisonnable de l'estimation de l'entité de la valeur recouvrable des UGT en comparant le multiple du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») estimés de l'entité avec les multiples du BAIIA publiés pour des entités comparables.

AUTRES INFORMATIONS

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- des informations contenues dans le « Rapport annuel 2022 », autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes et des informations contenues dans le Rapport annuel 2022, autres que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états, à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

RESPONSABILITÉS DES AUDITEURS À L'ÉGARD DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entièvre responsabilité de notre opinion d'audit.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Yvon Dupuis.

Montréal, Canada

Le 22 mars 2023

KPMG A.N.L. / S.E.N. C.R.L.*

* CPA auditeur, permis de comptabilité publique n°A114306

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars, sauf pour les données par action)

	Notes	2022 \$	2021 \$
Produits	5	897 565	743 703
Charge au titre des avantages du personnel	6	(429 458)	(363 331)
Matériel et fournitures		(247 002)	(187 225)
Charges d'exploitation		(61 555)	(50 095)
Autres charges		(38 753)	(33 327)
Dotation aux amortissements	17, 18, 20	(56 196)	(49 100)
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	18 760	10 084
Autres pertes	8	(3 739)	(4 052)
Résultat d'exploitation		79 622	66 657
Charges financières	9	(15 429)	(11 103)
Produits financiers		613	541
Résultat avant impôt		64 806	56 095
Impôt sur le résultat	10	(10 804)	(10 471)
Résultat de l'exercice		54 002	45 624
Résultat attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		53 543	45 364
Participation ne donnant pas le contrôle		459	260
Résultat de l'exercice		54 002	45 624
Résultat de base par action ordinaire de catégorie A ⁽¹⁾	11	3,98	3,34
Résultat de base par action subalterne à droit de vote de catégorie B ⁽²⁾	11	4,38	3,68
Résultat dilué par action de catégorie A	11	3,95	3,31
Résultat dilué par action de catégorie B	11	4,34	3,64

⁽¹⁾ Action ordinaire de catégorie A (« action de catégorie A »).

⁽²⁾ Action subalterne à droit de vote de catégorie B (« action de catégorie B »).

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars)

	Notes	2022 \$	2021 \$
Résultat de l'exercice		54 002	45 624
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats			
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		12 477	848
(Perte) profit latent(e) découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	23	(4 260)	521
Impôt sur le résultat lié (à la perte) au profit latent(e) découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger		430	(121)
Profit (perte) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		2 101	(235)
Impôt sur le résultat lié aux dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie		(431)	62
Total des éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		10 317	1 075
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats			
Profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies	24	8 733	5 178
Rendement de l'actif des régimes de retraite	24	(3 452)	1 034
Impôt sur le résultat sur le profit sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et sur le rendement de l'actif des régimes de retraite	10	(1 420)	(1 646)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		3 861	4 566
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat			
Éléments qui sont ou peuvent être reclassés aux états consolidés des résultats		312	318
Éléments qui ne seront pas reclassés aux états consolidés des résultats		(83)	(84)
Total de la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat		229	234
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt sur le résultat		14 407	5 875
Total du résultat global de l'exercice		68 409	51 499
Total du résultat global attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		67 853	51 240
Participation ne donnant pas le contrôle		556	259
Total du résultat global de l'exercice		68 409	51 499

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	36 043	37 530
Créances clients et autres débiteurs		198 247	183 322
Actifs sur contrat		14 912	7 517
Actifs d'impôt exigible	10	11 245	7 597
Stocks	15	20 000	16 830
Charges payées d'avance et autres		8 756	10 437
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	289 203	263 233
Immobilisations corporelles	17	46 140	46 311
Actifs au titre de droits d'utilisation	18	234 602	207 321
Goodwill	4, 19	167 274	135 049
Immobilisations incorporelles	20	187 430	182 706
Actifs non courants		36 807	41 043
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	24	2 030	2 448
Actifs financiers non courants	21	1 264	–
Actifs d'impôt différé	10	6 114	5 902
Total de l'actif		983 672	898 971
Passif			
Passif courant			
Emprunts bancaires à court terme		–	8 600
Dettes fournisseurs et autres créateurs	22	128 019	127 044
Passifs sur contrat		11 107	14 801
Passifs d'impôt exigible	10	5 095	10 442
Dividendes à payer	26	1 574	1 338
Tranche courante des obligations locatives	18	18 662	15 775
Tranche courante de la dette à long terme	23	10 925	3 427
Obligations locatives	18	175 382	181 427
Dette à long terme	23	157 500	125 249
Passifs d'impôt différé	10	224 110	191 927
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	24	24 604	25 684
Passifs sur contrat		13 690	16 212
Passifs non courants	25	1 733	2 133
Total du passif		25 562	40 730
Total du passif		622 581	583 362
Capitaux propres			
Capital social	26	49 443	50 889
Résultats non distribués		290 773	254 621
Cumul des autres éléments du résultat global	27	19 271	9 051
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société		359 487	314 561
Participation ne donnant pas le contrôle		1 604	1 048
Total des capitaux propres		361 091	315 609
Total du passif et des capitaux propres		983 672	898 971
Engagements, passifs éventuels et garanties	31		

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil

(signé) J. Mark Rodger

J. Mark Rodger

Président du conseil

(signé) Madeleine Paquin

Madeleine Paquin, C.M.

Administratrice

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

Notes	Attribuables aux propriétaires de la Société					
	Capital social émis	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27)	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2022	50 889	254 621	9 051	314 561	1 048	315 609
Résultat de l'exercice		– 53 543	–	53 543	459	54 002
Autres éléments du résultat global						
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	12 380	12 380	97	12 477
Perte latente découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, après impôt sur le résultat		–	(3 830)	(3 830)	–	(3 830)
Profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat	24	– 3 861	–	3 861	–	3 861
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat	16	– 229	–	229	–	229
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		–	1 670	1 670	–	1 670
Total du résultat global de l'exercice		– 57 633	10 220	67 853	556	68 409
Réévaluation nette du passif au titre de l'option de vente émise	25	– (7 872)	–	(7 872)	–	(7 872)
Émission d'actions de catégorie B	26	683	–	683	–	683
Rachat d'actions de catégorie B	26	(2 129)	(8 101)	(10 230)	–	(10 230)
Émission attendue d'actions de catégorie B aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction	26	– 683	–	683	–	683
Autre dividende		– (394)	–	(394)	–	(394)
Dividendes sur actions de catégorie A	26	– (3 183)	–	(3 183)	–	(3 183)
Dividendes sur actions de catégorie B	26	– (2 614)	–	(2 614)	–	(2 614)
Solde au 31 décembre 2022		49 443	290 773	19 271	359 487	1 604
						361 091

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (SUITE)

Notes		Attribuables aux propriétaires de la Société						
		Capital social émis \$	Capital social devant être émis \$	Résultats non distribués \$	Cumul des autres éléments du résultat global (note 27) \$	Total \$	Participation ne donnant pas le contrôle \$	Total des capitaux propres \$
		45 575	4 906	242 358	7 943	300 782	789	301 571
Solde au 1^{er} janvier 2021								
Résultat de l'exercice		–	–	45 364	–	45 364	260	45 624
Autres éléments du résultat global								
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger		–	–	–	849	849	(1)	848
Profit latent découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, après impôt sur le résultat		–	–	–	400	400	–	400
Profits sur réévaluation des obligations au titre des prestations définies et rendement de l'actif des régimes de retraite, après impôt sur le résultat	24	–	–	4 566	–	4 566	–	4 566
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, après impôt sur le résultat	16	–	–	202	32	234	–	234
Couvertures de flux de trésorerie, après impôt sur le résultat		–	–	–	(173)	(173)	–	(173)
Total du résultat global de l'exercice		–	–	50 132	1 108	51 240	259	51 499
Réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise	25	–	–	(32 403)	–	(32 403)	–	(32 403)
Émission d'actions de catégorie B	26	515	–	–	–	515	–	515
Rachat d'actions de catégorie B	26	(107)	–	(444)	–	(551)	–	(551)
Émission de capital social de catégorie B à un actionnaire d'une filiale	26	4 906	(4 906)	–	–	–	–	–
Émission attendue d'actions de catégorie B aux termes du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction	26	–	–	364	–	364	–	364
Autre dividende		–	–	(170)	–	(170)	–	(170)
Dividendes sur actions de catégorie A	26	–	–	(2 828)	–	(2 828)	–	(2 828)
Dividendes sur actions de catégorie B	26	–	–	(2 388)	–	(2 388)	–	(2 388)
Solde au 31 décembre 2021		50 889	–	254 621	9 051	314 561	1 048	315 609

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

des exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	2022 \$	2021 \$
Activités d'exploitation			
Résultat de l'exercice		54 002	45 624
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	28	68 040	64 265
Trésorerie générée par les activités d'exploitation		122 042	109 889
Dividendes reçus des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	16	19 160	8 859
Cotisations en vertu des régimes de retraite à prestations définies	24	(675)	(1 022)
Règlement des provisions	25	(396)	(865)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	28	(20 900)	(27 556)
Impôt sur le résultat payé		(20 553)	(9 719)
		98 678	79 586
Activités de financement			
Variation nette des emprunts bancaires à court terme		(8 565)	8 600
Émission de dette à long terme, nette des coûts de transaction	23, 28	139 661	91 681
Remboursement de dette à long terme	23, 28	(108 130)	(63 601)
Remboursement d'autres passifs non courants		–	(2 635)
Remboursement d'obligations locatives		(15 685)	(13 384)
Remboursement d'un montant dû à une participation ne donnant pas le contrôle	25	(19 086)	–
Intérêts payés		(15 043)	(11 508)
Émission d'actions de catégorie B	26	221	130
Rachat d'actions de catégorie B	26	(10 230)	(551)
Dividendes versés sur les actions de catégorie A	26	(3 040)	(2 794)
Dividendes versés sur les actions de catégorie B	26	(2 521)	(2 343)
		(42 418)	3 595
Activités d'investissement			
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	25	(10 060)	(170)
Acquisition d'immobilisations corporelles	17	(52 146)	(44 306)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	20	(347)	(117)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	17	2 434	699
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	4	(3 338)	(50 390)
Intérêts perçus		375	576
Acquisition d'autres actifs non courants		(1 274)	(632)
Produit de la sortie d'autres actifs non courants		410	84
Trésorerie découlant d'autres actifs financiers non courants		2 579	1 398
		(61 367)	(92 858)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(5 107)	(9 677)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		37 530	46 778
Effets des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie détenue en monnaie étrangère des établissements à l'étranger		3 620	429
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		36 043	37 530
Opérations sans effet sur la trésorerie et informations supplémentaires	28		

Veuillez vous reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

LOGISTEC Corporation (la « Société ») offre des services de manutention de marchandises et d'autres services spécialisés à une vaste clientèle maritime, industrielle et municipale. La Société dispose d'installations de manutention de marchandises dans 53 ports en Amérique du Nord et offre des services d'agences maritimes aux armateurs et aux exploitants de navires étrangers qui desservent le marché canadien. La Société est fortement diversifiée en termes de catégories de marchandises manutentionnées, de localisation des installations portuaires et d'équilibre entre les activités liées à l'importation et à l'exportation. De plus, la Société mène ses activités dans le secteur des services environnementaux qui englobent le renouvellement des conduites d'eau souterraines, le dragage, l'assèchement, la gestion des sols contaminés et des matières résiduelles, la restauration de sites, l'évaluation des risques et la fabrication de produits liés au transport des fluides.

La Société est constituée au Québec et elle est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous les symboles LGT.A et LGT.B. Son siège social est situé au 600, rue de la Gauchetière Ouest, 14^e étage, Montréal (Québec) H3B 4L2, Canada.

L'actionnaire le plus important de la Société est Investissements Sumanic inc.

Les présents états financiers consolidés audités ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 22 mars 2022.

2. RÉSUMÉ DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après.

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS NON ENCORE APPLIQUÉES

CLASSEMENT DES PASSIFS EN TANT QUE PASSIFS COURANTS OU NON COURANTS (« MODIFICATIONS DE L'IAS 1 »)

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers* qui apportent des éclaircissements quant au classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (« modifications de 2020 »). Le 31 octobre 2022, l'IASB a publié le document intitulé *Passifs non courants assortis de clauses restrictives* (« modification de l'IAS 1 ») (les « modifications de 2022 ») pour améliorer la qualité des informations présentées par les sociétés sur les dettes à long terme assorties de clauses restrictives. Les modifications de 2020 et les modifications de 2022 (collectivement, les « modifications ») entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Pour ce qui est du classement des passifs non courants, les modifications éliminent l'obligation selon laquelle le droit de différer le règlement d'un passif ou de renouveler une obligation de règlement d'un passif pour au moins douze mois doit être inconditionnel. Ce droit doit plutôt être substantiel et exister à la fin de la période de présentation de l'information financière. Les modifications ont confirmé de nouveau que seules les clauses restrictives auxquelles une entité doit se conformer au plus tard à la date de présentation de l'information financière ont une incidence sur le classement d'un passif en tant que passif courant ou non courant. Les clauses restrictives auxquelles l'entité doit se conformer après la date de présentation de l'information financière n'ont aucune incidence sur le classement d'un passif à cette date.

Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

PRÉPARATION

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, notamment les instruments financiers dérivés, les actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Le coût historique est habituellement fondé sur la juste valeur de la contrepartie accordée pour les services rendus. La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales.

FILIALES

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables du fait de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales demeurent consolidées jusqu'à la date à laquelle la Société cesse de détenir le contrôle.

Les produits et les charges des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont compris dans les états consolidés des résultats et du résultat global à compter de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition du contrôle et jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la perte du contrôle, selon le cas. Le total du résultat global des filiales est attribué aux propriétaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables concordent avec les méthodes utilisées par la Société.

Les transactions, soldes, produits, charges et flux de trésorerie intragroupes sont éliminés lors de la consolidation jusqu'à leur réalisation avec une tierce partie. Les écarts de change sur les éléments monétaires sont comptabilisés en résultat net au cours de la période où ils surviennent, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires à recevoir d'un établissement à l'étranger ou à payer à celui-ci dont le règlement n'est ni prévu ni probable (constituant ainsi une part de l'investissement net dans un établissement à l'étranger) et qui sont comptabilisés initialement dans les autres éléments du résultat global et reclassés des capitaux propres en résultat net lorsque le remboursement des éléments monétaires survient.

Les filiales en propriété exclusive de la Société sont les suivantes :

Agences maritimes de Sorel inc., Agences maritimes LOGISTEC inc., American Process Equipment Ltd., American Process Group LLC, American Process Group (Canada) Ltd., BalTerm, LLC, CASTALOOP inc., CASTALOOP USA Inc., CrossGlobe Transport, Ltd., Gestion immobilière SETL inc., GSM Intermediate Holdings, Inc., GSM Maritime Holdings, LLC, Gulf Stream Marine, Inc., Les Solutions multimodales MtlLINK inc., Les Terminaux Rideau Bulk Terminals Inc., LOGISTEC Arrimage inc., LOGISTEC Arrimage (Nouveau-Brunswick) inc., LOGISTEC Arrimage (Nouvelle-Écosse) inc., LOGISTEC Arrimage (Ontario) inc., LOGISTEC Gulf Coast LLC (« LGC »), LOGISTEC services environnementaux inc., LOGISTEC services maritimes inc., LOGISTEC Stevedoring U.S.A. Inc., LOGISTEC USA Inc., NIEDNER inc., Pate Stevedore Company, Inc., Ramsey Greig & Cie ltée, SANEXEN services environnementaux inc., SANEXEN Water, LLC et Tartan Terminals, Inc.

La Société détient également une participation de 67,33 % (51,03 % en 2021) dans FER-PAL Construction Ltd. (« FER-PAL ») et une participation de 60,00 % dans LOGISTEC Everglades LLC. Veuillez vous reporter à la note 25 pour de plus de précisions.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale correspond à la juste valeur des actifs transférés, des passifs engagés et des parts de capitaux propres émises par la Société. La contrepartie transférée comprend la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition. Pour chaque acquisition, la Société comptabilise toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à sa juste valeur, soit selon sa quote-part de l'actif net identifiable comptabilisé de l'entreprise acquise.

Les changements dans les participations d'une société mère dans des filiales qui ne se traduisent pas par une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur des capitaux propres.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent les participations dans des filiales détenues par des tiers. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres.

PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent des participations dans des coentreprises et des entreprises associées de la Société.

COENTREPRISES

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société convient avec d'autres parties d'exercer un contrôle conjoint sur une entreprise, lequel existe uniquement lorsque les activités qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Elle implique la création d'une société par actions ou d'une société de personnes et les parties exerçant le contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entreprise.

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société a une influence notable et qui n'est ni une filiale ni une participation dans une coentreprise. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politiques financières et opérationnelles de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques.

Le résultat, les actifs et les passifs des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont comptabilisés dans les présents états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, une participation dans une coentreprise ou une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans les états consolidés de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part de la Société des résultats et des autres éléments du résultat global de la coentreprise ou de l'entreprise associée. Si la quote-part de la Société dans les pertes d'une coentreprise ou d'une entreprise associée est supérieure à sa participation dans la coentreprise ou l'entreprise associée (y compris toute participation à long terme qui, en substance, constitue une partie de la participation nette de la Société dans la coentreprise ou l'entreprise associée), la Société cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, sauf si elle a contracté une obligation légale ou implicite ou a effectué des paiements au nom de la coentreprise ou de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la coentreprise ou de l'entreprise associée constatée à la date d'acquisition est comptabilisé à titre de goodwill, qui est inclus dans la valeur comptable de la participation. Tout excédent de la part revenant à la Société de la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs et des passifs éventuels sur le coût d'acquisition, après réévaluation, est immédiatement comptabilisé aux états consolidés des résultats.

Les profits ou les pertes résultant de transactions entre la Société et ses coentreprises ou ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société seulement à hauteur des participations dans la coentreprise ou l'entreprise associée qui ne sont pas liées à la Société.

COMPTABILISATION DES PRODUITS

Les produits sont évalués en fonction de la contrepartie énoncée dans le contrat conclu avec un client et excluent les montants perçus pour le compte de tiers. La Société comptabilise les produits lorsqu'elle procède au transfert du contrôle d'un service ou d'un produit à un client. La détermination du moment auquel le contrôle est transféré (« à un moment précis » ou « progressivement ») nécessite du jugement. La Société comptabilise les produits des principales sources suivantes :

SERVICES MARITIMES

La Société tire des produits des services liés à l'arrimage, au chargement et au déchargement de la marchandise, à l'empotage et au dépotage de conteneurs, aux droits de bassin, au transport routier, à l'entreposage et à la livraison/réception par camion. Les produits tirés des services précités sont comptabilisés progressivement, au fur et à mesure que les services sont fournis au cours de la période qui s'étend du moment de l'arrivée des marchandises au moment de leur départ en provenance ou à destination du terminal.

Les frais d'entreposage relatifs à la marchandise entreposée par des clients aux termes d'ententes à court terme dans les installations de la Société sont comptabilisés progressivement en fonction du temps écoulé.

Pour ce qui est des ententes qui comportent plusieurs obligations de prestation, la contrepartie totale prévue au contrat est répartie entre chacune des obligations de prestation en fonction de leur prix de vente spécifique, et les produits sont comptabilisés lorsque, ou à mesure que, les obligations de prestation sont remplies. Le prix de vente spécifique est déterminé selon les prix courants auxquels la Société vend ses services dans le cadre de transactions distinctes.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

La Société tire des produits du secteur des services environnementaux liés au renouvellement de conduites d'eau souterraines, au dragage, à l'assèchement, à la gestion de sols contaminés et matières résiduelles, à la restauration de sites et à l'évaluation des risques qu'elle offre à une clientèle industrielle et municipale ainsi qu'à d'autres entités gouvernementales.

Les contrats conclus avec les clients pour les services précités comportent généralement plusieurs obligations de prestation. La Société réalise un important travail d'intégration des services et, par conséquent, ceux-ci sont réputés représenter une seule obligation de prestation distincte. Les produits tirés de ces services sont comptabilisés progressivement en fonction du degré d'avancement des travaux, qui est déterminé sur la base des coûts engagés.

Selon la méthode fondée sur les coûts, le degré d'avancement des travaux à tout moment est évalué en divisant les coûts cumulatifs engagés à la date de clôture par la somme des coûts engagés et des coûts prévus pour l'achèvement d'un contrat. L'effet cumulatif des modifications aux coûts et aux produits pour achever un contrat est comptabilisé au cours de la période pendant laquelle les révisions sont identifiées. Si le total des coûts prévus d'un contrat dépasse le total des produits prévus, la perte qui en résulte est comptabilisée intégralement au cours de la période pendant laquelle elle est confirmée. La détermination des coûts et des produits prévus appropriés nécessite des estimations.

BIENS D'ENVIRONNEMENT

Pour la fabrication des produits liés au transport des fluides, les produits sont comptabilisés au moment précis du transfert du contrôle de l'actif au client, soit habituellement lorsque celui-ci prend possession du bien. Pour les contrats aux termes desquels la Société offre des produits ou des services sur mesure et se prévaut d'un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée, les critères de comptabilisation progressive des produits sont satisfaits et, par conséquent, les produits sont comptabilisés selon cette méthode.

MONNAIES ÉTRANGÈRES

MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les éléments inclus dans les états financiers de chacun des établissements à l'étranger de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Les états financiers des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation de la Société sont convertis en dollars canadiens. Les actifs et les passifs sont convertis aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments des produits et des charges sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes découlant de la conversion sont comptabilisés en capitaux propres dans le cumul des autres éléments du résultat global – Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger.

TRANSACTIONS ET SOLDES

Les éléments des produits et des charges résultant de transactions effectuées en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les éléments d'actif et de passif monétaires présentés dans les états consolidés de la situation financière sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux en vigueur à la fin de la période de présentation de l'information financière; les éléments non monétaires sont convertis aux taux en vigueur aux dates des transactions. Les profits et les pertes de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans les autres pertes aux états consolidés des résultats, sauf si la comptabilité de couverture est appliquée, comme il est décrit dans la rubrique Couverture d'un investissement net dans des établissements à l'étranger.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux états consolidés des résultats, sauf si elle se rapporte à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global, auquel cas elle est comptabilisée en capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

IMPÔT EXIGIBLE

L'impôt exigible correspond à l'impôt payable attendu sur le bénéfice imposable de l'exercice, déterminé selon le taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la fin de la période de présentation de l'information financière, et à tout ajustement de l'impôt exigible pour les exercices précédents.

IMPÔT DIFFÉRÉ

L'impôt différé est comptabilisé selon les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes utilisées dans le calcul du bénéfice imposable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont la Société s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Des actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporelle découle de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés relativement au report de pertes fiscales et de crédits d'impôt inutilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, sur lequel les pertes fiscales et les crédits d'impôt inutilisés pourront être utilisés.

Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles associées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif.

PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

En général, des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables. De tels passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable ni sur le résultat comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises, sauf si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les fonds en caisse et en banque, les placements très liquides dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, et les placements très liquides rachetables en tout temps sans pénalité.

CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont les montants à recevoir des clients provenant de la prestation de services ou de la vente de biens dans le cours normal des activités. Les factures sont émises conformément aux modalités contractuelles et doivent habituellement être acquittées au moment de leur réception. La période entre la prestation et les paiements pour la prestation est généralement inférieure à un an. Les montants non facturés sont présentés à titre d'actifs sur contrat. Les créances clients et autres débiteurs sont classés dans les actifs courants si les montants sont payables dans un délai d'un an ou moins. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, puis évalués ultérieurement au coût amorti, déduction faite de la perte de valeur. La Société constitue une provision pour créances douteuses pour la perte de valeur au titre des créances clients. La charge relative aux créances douteuses est incluse dans les autres charges des états consolidés des résultats.

ACTIFS SUR CONTRAT OU PASSIFS SUR CONTRAT

Les actifs sur contrat correspondent essentiellement au montant brut non facturé pour un projet donné qui devrait être perçu auprès des clients pour les travaux liés à des contrats effectués jusqu'à présent. Ils sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société jusqu'à la date considérée, déduction faite des facturations intermédiaires. Les actifs sur contrat sont transférés dans les créances clients et autres débiteurs lorsque les droits deviennent inconditionnels, soit habituellement lorsque la Société émet une facture au client. Si les facturations intermédiaires pour un projet donné sont supérieures aux coûts engagés plus les profits comptabilisés, la différence sera présentée à titre de passif sur contrat.

Les passifs sur contrat correspondent à la contrepartie reçue en avance des clients pour laquelle le produit est comptabilisé quand le service est rendu ou lorsque les biens sont livrés. Les passifs sur contrat sont présentés en tant que passifs courants ou non courants en fonction du moment où la Société s'attendra à comptabiliser le produit correspondant.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

La Société a choisi de se prévaloir des mesures de simplification prévues dans les dispositions de l'IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et, par conséquent, ne présente aucune information relative aux obligations de prestation qui restent à remplir aux 31 décembre 2022 et 2021 à l'égard des contrats dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an.

STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits en cours et des produits finis inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre et les frais généraux pertinents. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé des stocks, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts nécessaires pour réaliser la vente.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût, déduction faite des subventions publiques, diminuées du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts subséquents sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, le cas échéant, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés aux éléments iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsque l'actif est remplacé. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés aux états consolidés des résultats de la période où ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles, diminuées de leur valeur résiduelle, sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immeubles	De 5 à 25 ans
Machinerie et matériel roulant	De 3 à 20 ans
Matériel informatique	De 3 à 7 ans
Mobilier et agencements	De 3 à 10 ans
Améliorations locatives	De 4 à 16 ans

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Les profits ou les pertes résultant de la sortie d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant les produits de la vente avec la valeur comptable de l'actif et sont inclus dans les états consolidés des résultats.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

CONTRATS DE LOCATION À COURT TERME OU CONTRATS DE LOCATION DONT LE BIEN SOUS-JACENT EST DE FAIBLE VALEUR

La Société a décidé ne pas comptabiliser d'actif au titre du droit d'utilisation, ni d'obligation locative à l'égard des contrats de location à court terme dont la durée est de 12 mois ou moins, et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La Société comptabilise en charges les paiements de loyers liés à ces contrats de location dans les charges d'exploitation des états consolidés des résultats, sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

TOUS LES AUTRES CONTRATS DE LOCATION

À la date de passation du contrat de location, la Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué selon le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent, le cas échéant, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus. Les actifs sont amortis sur une base linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de leur durée d'utilité estimée ou, si elle est plus courte, sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal. De manière générale, la Société utilise son taux d'emprunt marginal à titre de taux d'actualisation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les paiements de loyers sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement de l'obligation locative selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde résiduel du passif. Une charge financière est comptabilisée directement dans les états consolidés des résultats.

L'obligation locative est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, si un changement survient dans l'estimation de la Société du montant qu'elle s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. En pareil cas, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation.

SUBVENTIONS PUBLIQUES

Les subventions publiques relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont portées en diminution du coût des actifs connexes. Par conséquent, elles sont comptabilisées aux états consolidés des résultats sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements. Les subventions publiques relatives à des charges sont comptabilisées en diminution des charges connexes. L'avantage tiré d'un prêt public à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est traité comme une subvention publique et correspond à la différence entre le produit reçu et la juste valeur du prêt d'après les taux d'intérêt en vigueur sur le marché.

GOODWILL

Le goodwill est évalué comme l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur de tous les actifs et passifs identifiés. Le goodwill est initialement comptabilisé comme un actif à la juste valeur, et subséquemment évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») de la Société (ou à chacun des groupes d'UGT) qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, et qui représentent le niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les UGT auxquelles a été affecté le goodwill sont soumises annuellement à un test de dépréciation, sauf lorsque certains critères sont satisfait, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait avoir subi une perte de valeur. La valeur recouvrable d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'UGT pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT et est par la suite imputée aux autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans des périodes ultérieures.

À la sortie d'une UGT, le goodwill qui en découle est pris en compte dans la détermination du profit ou de la perte tiré(e) de la sortie.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de droits de location et de localisation, de relations clients et de logiciels, autres que les coûts de configuration et de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique. Elles ont des durées d'utilité limitées et sont inscrites au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire selon leurs durées d'utilité estimées. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations clients	De 2 à 15 ans
Logiciels	De 3 à 5 ans
Droits de location et localisation	De 5 à 21 ans

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle lorsque tous les critères suivants peuvent être démontrés :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou la vendre;
- la capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle;
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement qui ne satisfont pas à ces critères sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement comptabilisés antérieurement en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle dans un exercice subséquent.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS AUTRES QUE LE GOODWILL

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles afin de déterminer s'il existe une quelconque indication que ces actifs ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur (le cas échéant). S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur comptable d'un actif (ou d'une UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats. Si une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, dans la mesure où cette valeur comptable augmentée n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif (ou cette UGT) au cours d'exercices antérieurs. Toute reprise de perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux états consolidés des résultats.

PROVISIONS

Les provisions comprennent les provisions pour garantie, pour demandes d'indemnisation et litiges, les provisions pour constater la quote-part supplémentaire de la Société des pertes de certaines coentreprises pour lesquelles elle a contracté des obligations implicites, et pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, en tenant compte des risques et incertitudes relatifs à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie (l'incidence de la valeur temps de l'argent étant importante).

S'il est prévu qu'une partie ou la totalité des avantages économiques nécessaires à l'extinction d'une provision seront recouvrés d'un tiers, un montant à recevoir est comptabilisé comme un actif si on a la quasi-certitude que le paiement sera reçu et si le montant à recevoir peut être évalué de façon fiable.

GARANTIE

Une filiale de la Société fournit une garantie limitée selon laquelle ses biens sont exempts de défaut de fabrication et de main-d'œuvre pendant cinq ans à partir de la date à laquelle les biens sont vendus. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

DEMANDES D'INDEMNISATION ET LITIGES

Une provision pour demandes d'indemnisation et litiges est comptabilisée lorsqu'il est probable que la Société sera tenue responsable. La provision est fondée sur la meilleure estimation de la direction du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation.

OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société sont reliées principalement à ses obligations de retirer les actifs et de restaurer ses sites en vertu de contrats de location. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans l'exercice au cours duquel elle naît et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est le montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une transaction courante entre des parties indépendantes, autrement que dans le contexte d'une opération forcée ou d'une liquidation. Le coût de la mise hors service d'immobilisations est inscrit à l'actif connexe et amorti selon une méthode rationnelle et systématique sur la durée d'utilité de l'actif.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Certains employés bénéficient de droits à prestations en vertu des régimes de retraite de la Société, qui sont soit des régimes de retraite à cotisations définies, soit des régimes de retraite à prestations définies. Ces régimes de retraite varient selon les cadres juridiques, financiers et fiscaux de chaque pays.

En ce qui concerne les régimes de retraite à prestations définies, le montant des prestations fournies est déterminé en fonction de la durée de service et de la rémunération de la personne bénéficiant des droits à prestations. De plus, le coût des prestations de retraite est déterminé par un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la meilleure estimation de la direction relativement au rendement prévu des placements des régimes de retraite, aux augmentations de salaire et à l'âge auquel les salariés prendront leur retraite.

Le passif au titre des prestations de retraite comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur de l'actif des régimes. Tout actif résultant de ce calcul est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions de cotisations futures versées au régime.

La charge nette d'intérêts est calculée sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation au titre des prestations définies au début de l'exercice.

Les réévaluations sont incluses dans les autres éléments du résultat global, soit les écarts actuariels sur les obligations au titre des prestations et la variation de l'actif des régimes de retraite, excluant les montants inclus dans le résultat de l'exercice. Les écarts actuariels sont comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent, sans les reclasser aux états consolidés des résultats dans les périodes subséquentes.

Le coût des services passés est comptabilisé à la première des deux dates suivantes :

- la date de modification ou de réduction du régime;
- la date à laquelle l'entité comptabilise les coûts de restructuration ou les indemnités de cessation d'emploi correspondants.

Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées comme une charge lorsque les employés ont rendu les services leur donnant droit à ces cotisations.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les créances clients et les titres de créance sont initialement comptabilisés à la date à laquelle ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles des instruments. Les actifs financiers, exception faite des créances clients sans composante financement importante, et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les créances clients sans composante financement importante sont initialement évaluées au prix de transaction.

Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers (autres que ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)) sont ajoutés à la juste valeur des actifs et des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers évalués à la JVRN sont comptabilisés immédiatement en résultat net.

ACTIFS FINANCIERS

CLASSEMENT

Tous les actifs financiers qui ne satisfont pas au critère du test lié aux remboursements de principal et aux versements d'intérêts seront classés comme des actifs financiers évalués à la JVRN. Pour ce qui est des actifs financiers qui satisfont au critère précité, le classement au moment de la comptabilisation initiale sera déterminé en fonction du modèle économique selon lequel ces actifs sont gérés. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention à des fins de transaction » ou « évaluation à la juste valeur » sont classés à la JVRN. Les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception et de la vente » sont, quant à eux, classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Enfin, les actifs financiers gérés selon un modèle économique du type « détention aux fins de la perception » sont classés au coût amorti.

Lors de la comptabilisation initiale des placements dans des instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que de transaction, la Société peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations futures de la juste valeur de ces placements. Ce choix se fait sur une base individuelle.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, et les actifs financiers non courants sont classés au coût amorti.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier et d'affectation des produits d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les rentrées futures de trésorerie estimatives sur la durée de vie prévue de l'actif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société comptabilise une correction de valeur au montant des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers qui sont évalués au coût amorti.

La Société a choisi d'adopter la méthode simplifiée à l'égard de la dépréciation. Cela signifie que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues pour la durée de vie à l'égard des actifs financiers évalués au coût amorti. Celles-ci s'entendent des pertes de crédit attendues de la totalité des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet au cours de sa durée de vie attendue. Les pertes de crédit attendues sont estimées à l'aide d'une matrice des provisions fondée sur l'historique des pertes de crédit de la Société, l'état général de l'économie et une appréciation de l'orientation aussi bien actuelle que prévue des conditions ayant cours à la date de clôture, y compris la valeur temps de l'argent, le cas échéant.

La Société estime qu'il y a défaillance d'un actif financier lorsqu'il semble improbable que l'emprunteur puisse rembourser en totalité son crédit.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

La Société ne décomptabilise un actif financier que lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif arrivent à expiration ou lorsqu'elle transfère le contrôle ou la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier à une autre partie.

PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés soit à la JVRN, soit au coût amorti.

CLASSEMENT

Les dettes fournisseurs et autres créateurs, les dividendes à payer, la dette à long terme et les passifs dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont classés au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, et les charges d'intérêts sont constatées selon le rendement effectif. La méthode du taux d'intérêt effectif est une méthode de calcul du coût amorti d'un passif financier et d'affectation de la charge d'intérêts au cours de la période correspondante. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements futurs de trésorerie estimatifs sur la durée de vie prévue du passif financier ou, selon le cas, sur une période plus courte.

Les passifs à long terme dus aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle présentés dans les passifs non courants aux états consolidés de la situation financière comprennent une option qui est comptabilisée selon la valeur actualisée du prix d'exercice. La Société a décidé de comptabiliser la réévaluation du passif au titre de l'option de vente émise dans ses résultats non distribués à chaque période de présentation de l'information financière.

DÉCOMPTABILISATION DES PASSIFS FINANCIERS

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles sont expirées.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché lorsque de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie duquel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Outre le risque de crédit de l'instrument financier, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de contrepartie ont été pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers, y compris les instruments dérivés.

La Société utilise une hiérarchie des justes valeurs selon trois niveaux qui reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations de juste valeur. La juste valeur des instruments financiers classés selon ces trois niveaux est évaluée de la manière suivante :

- Niveau 1 : évaluation fondée sur les cours du marché (non ajustés) observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données qui correspondent à des prix cotés d'instruments semblables sur des marchés actifs; à des prix cotés d'instruments identiques ou semblables sur des marchés qui ne sont pas actifs; à des données autres que les prix cotés utilisés dans un modèle d'évaluation, qui sont observables pour l'instrument évalué; et à des données qui sont tirées principalement de données observables sur le marché ou qui sont corroborées par ces dernières par corrélation ou tout autre lien;
- Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données non observables sur le marché.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS DES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER

La Société a désigné une dette libellée en dollars américains comme élément de couverture d'une portion équivalant à son investissement net dans ses établissements à l'étranger, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace des profits ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et la tranche inefficace est comptabilisée en résultat net. Les profits ou pertes de change latents sur la conversion des dettes libellées en dollars américains désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans des établissements à l'étranger et qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat net lorsqu'ils font l'objet d'une disposition totale ou partielle.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation durant l'exercice.

Le résultat par action dilué est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation par rapport aux instruments dilutifs. Le résultat par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions.

CAPITAL SOCIAL

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS RÉGLÉS EN INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres qui sont versés aux employés sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres est passée en charges sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront éventuellement acquis, une augmentation correspondante des capitaux propres devant aussi être comptabilisée. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révise son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est comptabilisée de manière prospective aux états consolidés des résultats de telle façon que les charges cumulatives tiennent compte des estimations révisées, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve au titre des avantages du personnel réglés en instruments de capitaux propres.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS ET RÉGLÉS EN TRÉSORERIE

Un passif est comptabilisé au titre de la juste valeur des paiements fondés sur des actions et réglés en trésorerie à l'intention des employés et des administrateurs. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution et à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, ses variations étant constatées dans la charge au titre des avantages du personnel aux états consolidés des résultats. La juste valeur est passée en charges, sur une base linéaire, sur la période d'acquisition des droits et un passif correspondant est également comptabilisé. La juste valeur est calculée par référence au cours de clôture des actions de catégorie B négociées à la TSX à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. La méthode employée pour tenir compte des conditions d'acquisition des droits dans le calcul des transactions réglées en instruments de capitaux propres s'applique aussi aux transactions réglées en trésorerie.

DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données comparatives ont été reclassées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice considéré.

3. JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES ET SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS

L'application des principales méthodes comptables de la Société, qui sont décrites à la note 2, exige que la direction exerce son jugement et qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses sur les valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne sont pas facilement disponibles d'autres sources. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision n'a d'incidence que sur cette période, ou dans la période de la révision et dans les périodes ultérieures si la révision a une incidence sur la période considérée et sur les périodes ultérieures.

L'évaluation de certains actifs et passifs au cours de la préparation des présents états financiers consolidés tient compte d'hypothèses formulées par la direction, en particulier à l'égard des éléments suivants :

DURÉE DES CONTRATS DE LOCATION ET TAUX D'EMPRUNT MARGINAL

L'évaluation des obligations locatives exige de la direction qu'elle formule des hypothèses sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location comprend les intervalles visés par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. De plus, l'obligation locative est réévaluée si la Société modifie son évaluation de la probabilité qu'elle exerce une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers, laquelle est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, la Société utilise son taux d'emprunt marginal.

Toute modification importante des hypothèses servant à déterminer la durée du contrat de location ou le taux d'emprunt marginal pourrait avoir une incidence importante sur les obligations locatives et, par conséquent, sur la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ce qui se refléterait dans la charge d'intérêts et la dotation aux amortissements.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La direction doit formuler des hypothèses pour déterminer la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises. Cela s'applique plus précisément lorsque la Société calcule la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation appropriées, lesquelles sont habituellement fondées sur les flux de trésoreries prévus en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles et sur une méthode du coût de remplacement, une méthode d'évaluation fondée sur les bénéfices et/ou une approche fondée sur le marché en ce qui a en trait aux immobilisations corporelles. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction sur le rendement futur des actifs connexes et sur le taux d'actualisation appliqué. Toute modification importante de ces hypothèses pourrait se traduire par des changements importants dans les justes valeurs liées aux immobilisations incorporelles identifiables par suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui aurait une incidence sur la dotation aux amortissements.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME, Y COMPRIS DU GOODWILL

À chaque date de présentation de l'information financière, en cas d'indice de dépréciation d'actifs à long terme, y compris du goodwill, et au minimum annuellement pour le goodwill, la Société procède à un test de dépréciation afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. L'analyse de la dépréciation se fonde sur des éléments subjectifs et nécessite d'établir des estimations significatives tout au long du processus. Veuillez vous reporter à la note 19 pour une discussion portant sur le test de dépréciation du goodwill de la Société.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Pour déterminer la charge d'impôt sur le résultat de même que les actifs et passifs d'impôt, la Société se fonde sur son interprétation des lois fiscales applicables, dont les conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, ainsi que des lois et règlements sous-jacents. Cette interprétation repose sur des jugements et des estimations pouvant être remis en question dans le cadre des vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société doit se soumettre sur une base régulière. De nouveaux renseignements obtenus pourraient également obliger la Société à remettre en question le caractère adéquat des actifs et des passifs d'impôt actuels. Tout changement en ce sens aura une incidence sur le résultat net de la période visée.

Afin de calculer l'impôt sur le résultat et les actifs et passifs d'impôt différé, il s'avère nécessaire d'avoir recours à des estimations pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent également l'avantage lié aux pertes fiscales inutilisées et aux déductions pouvant faire l'objet d'un report en avant, en vue de réduire l'impôt exigible pour les exercices à venir. Cette évaluation exige de la Société qu'elle effectue des estimations importantes afin de déterminer s'il est probable ou non que les actifs d'impôt différé puissent être recouvrés grâce à des bénéfices imposables futurs, et par conséquent, qu'ils puissent être comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société se fonde notamment sur son expérience passée pour effectuer cette évaluation.

ACTIFS SUR CONTRAT

Les actifs sur contrat sont évalués au coût plus le profit comptabilisé par la Société depuis le début des travaux, déduction faite de la facturation progressive. La Société doit évaluer le profit à comptabiliser pour un contrat donné en fonction du profit attendu du contrat et de l'expérience pour ce type de contrat.

PASSIFS À LONG TERME DUS AUX DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

L'évaluation du passif à long terme découlant des options de vente émises accordées aux actionnaires de FER-PAL détenant une participation ne donnant pas le contrôle nécessite de faire des estimations et des prévisions sur la performance future de l'entreprise. Le montant réellement déboursé pourrait être significativement différent de l'évaluation faite à la date de clôture à la suite d'événements imprévus, de changements des circonstances actuelles et d'autres faits en dehors du contrôle de la Société. Veuillez vous reporter à la note 25 pour de plus de précisions.

RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT À LONG TERME

Afin de déterminer la charge relative aux régimes d'intéressement à long terme, la Société doit évaluer la probabilité d'atteindre chaque seuil conférant un droit au boni à long terme, ce qui dépend des résultats qu'elle s'attend à atteindre.

4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES EN 2021

AMERICAN PROCESS GROUP

Le 3 juin 2021, SANEXEN a acquis une participation de 100 % dans American Process Group (« APG ») pour un prix d'achat de 50 000 \$, sous réserve de certains ajustements, dont une tranche de 49 500 \$ a été payée au moment de l'acquisition. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a réglé les ajustements postérieurs à la clôture à l'égard du fonds de roulement et un solde de vente de 500 \$ pour une contrepartie en trésorerie de 3 338 \$.

APG est un leader de l'industrie de l'environnement basé en Alberta, se spécialisant dans le dragage, l'assèchement et la gestion des matières résiduelles. Grâce à cette acquisition stratégique, la Société sera bien positionnée pour tirer parti du potentiel important des marchés de l'Ouest canadien et des États-Unis. En outre, l'expertise complémentaire d'APG nous permettra de bonifier notre offre de services aux clients actuels et futurs de notre secteur des services environnementaux.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

À la date d'acquisition, les justes valeurs des actifs identifiables acquis et des passifs repris sous-jacents se présentaient comme suit :

	American Process Group \$
Actif courant	6 293
Immobilisations corporelles	11 629
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 429
Goodwill	32 478
Immobilisations incorporelles	8 250
Actif d'impôt différé	203
Passif courant	(2 336)
Obligations locatives	(1 429)
Passifs d'impôt différé	(3 553)
Prix d'achat	52 964

La juste valeur des débiteurs acquis de 4 431 \$, dont un montant négligeable est réputé irrécouvrable à la date de l'acquisition, est comprise dans l'actif courant. Les coûts de transaction liés à l'acquisition des actifs précités, inclus dans les autres charges, se sont élevés à 564 \$. La répartition du prix d'achat est définitive.

INCIDENCE DU REGROUPEMENT D'ENTREPRISES SUR LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

Les résultats de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 comprennent des produits de 18 393 \$ et un résultat avant impôt de 1 789 \$ découlant du regroupement d'entreprises. Ces résultats tiennent compte d'une dotation aux amortissements de 2 879 \$, qui découle surtout de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux relations clients et au carnet de commandes. Si ce regroupement d'entreprises avait été réalisé le 1^{er} janvier 2021, les produits et le résultat avant impôt auraient été respectivement de 32 051 \$ et 2 395 \$, selon la meilleure estimation de la Société, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Lorsqu'elle a estimé les montants, la Société a présumé que l'écart d'évaluation dégagé à la date d'acquisition aurait été le même si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2021.

GOODWILL

Le goodwill découlant de l'acquisition provient principalement des synergies attribuables au potentiel de croissance future prévue découlant de l'augmentation des emplacements géographiques et des immobilisations incorporelles ne répondant pas aux critères permettant la comptabilisation séparée. Le goodwill inhérent à l'acquisition d'APG n'est pas déductible à des fins fiscales.

CASTALOOP

Le 14 décembre 2020, la Société a acquis une participation de 100 % dans Gestion Castaloop inc. et ses filiales (« CASTALOOP ») pour un prix d'achat de 3 500 \$, sous réserve de certains ajustements. Le 19 mai 2021, la Société a réglé les ajustements postérieurs à la clôture à l'égard du fonds de roulement pour une contrepartie en trésorerie supplémentaire de 890 \$.

5. PRODUITS

	2022 \$	2021 \$
Produits tirés des services de manutention de marchandises	564 379	425 937
Produits tirés des services de renouvellement des conduites d'eau souterraines	177 904	184 555
Produits tirés des services de restauration des sites et des services de gestion des sols contaminés et des matières résiduelles	126 080	106 196
Produits tirés de la vente de biens	29 202	27 015
	897 565	743 703

6. CHARGE AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

La rémunération totale des employés de la Société, incluant celle des principaux dirigeants, se détaille comme suit :

	2022 \$	2021 \$
Salaires et avantages sociaux	414 754	352 805
Régimes de retraite à prestations définies (note 24)	1 650	1 864
Régimes de retraite à cotisations définies (note 24)	6 057	3 486
Régimes de retraite d'État	4 870	4 465
Autres charges à long terme	2 127	711
	429 458	363 331

La rémunération des principaux dirigeants est présentée plus en détail à la note 29.

7. AIDE GOUVERNEMENTALE

Au 31 décembre 2022, la Société était admissible à diverses subventions offertes par les agences étatiques aux fins d'acquisition de matériel neuf et mis à niveau visant à réduire la pollution et assainir l'air. La Société a comptabilisé une subvention de 299 \$ US (390 \$) (1 600 \$ US (2 029 \$) en 2021) en réduction du coût de 905 \$ US (1 179 \$) (3 500 \$ US (4 438 \$) en 2021) des actifs connexes.

Au 31 décembre 2022, la Société était admissible à diverses subventions offertes par les organismes provinciaux à l'appui de l'innovation et de la mise au point de nouvelles technologies. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a comptabilisé un montant de 463 \$ (303 \$ en 2021) en réduction des frais de recherche admissibles aux termes de ces subventions dans les autres charges aux états consolidés des résultats ainsi qu'un montant de 23 \$ (212 \$ en 2021) en réduction du coût des immobilisations corporelles connexes. Au 31 décembre 2022, un montant de 100 \$ (395 \$ en 2021) était inclus dans les créances clients et autres débiteurs.

Au 31 décembre 2021, la Société remplissait les conditions d'admissibilité à la Subvention salariale d'urgence du Canada et l'obtention de cette subvention accordée par le gouvernement fédéral dans le cadre de la pandémie de COVID-19 était raisonnablement assurée. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé une subvention salariale de 2 921 \$ (néant en 2022) en réduction de la charge salariale admissible à une telle subvention dans la charge au titre des avantages du personnel des états consolidés des résultats.

8. AUTRES PERTES

	2022	2021
	\$	\$
Coûts de configuration et de personnalisation aux termes d'un accord d'infonuagique	(6 276)	(5 064)
Profit tiré de la sortie d'immobilisations corporelles	1 328	361
Profits (pertes) de change net(te)s	1 209	(108)
Profit au titre du refinancement d'une dette à long terme (note 23)	–	244
Profit tiré de la réévaluation d'un passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	–	515
	(3 739)	(4 052)

9. CHARGES FINANCIÈRES

	2022	2021
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	9 422	5 758
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives (note 18)	5 920	5 222
Autres charges d'intérêts	87	123
	15 429	11 103

10. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi et de la charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Résultat avant impôt	64 806	56 095
Moins : quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(18 760)	(10 084)
Résultat avant impôt de la société mère et des filiales	46 046	46 011
Charge d'impôt sur le résultat selon le taux prévu par la loi de 26,5 % (26,5 % en 2021)	12 202	12 193
Éléments non déductibles et autres	(1 024)	(1 045)
Variation des actifs d'impôt différé ou des pertes fiscales non comptabilisées	–	(924)
Incidence des écarts des taux d'imposition étrangers	157	75
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(531)	172
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux états consolidés des résultats	10 804	10 471
Taux d'imposition effectif	23,46 %	22,76 %

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôt sur le résultat :

	2022	2021
	\$	\$
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	10 767	13 281
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	956	543
Impôt différé		
Charge d'impôt différé comptabilisée au cours de l'exercice	568	(2 982)
Ajustements relatifs à l'exercice précédent	(1 487)	(371)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux états consolidés des résultats	10 804	10 471

SOLDES D'IMPÔT DIFFÉRÉ

Les soldes comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière sont les suivants :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	12 808	14 958
Passifs d'impôt différé	(24 604)	(25 684)
Passifs d'impôt différé net	(11 796)	(10 726)

Les soldes d'impôt différé pour lesquels il existe un droit de compensation au sein d'une même entité et d'une même juridiction sont présentés au net dans les états consolidés de la situation financière, tel qu'il est permis par l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*.

Les variations au titre des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé, avant cette compensation des soldes, sont décrites ci-dessous :

Actifs d'impôt différé	Immobilisa- tions corporelles \$	Pertes fiscales inutilisées \$	Avantages postérieurs à l'emploi \$	Obligations locatives \$	Autres \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	471	7 531	5 348	22 892	5 636	41 878
Acquisition liée à un regroupement d'entreprises (note 4)	–	203	–	–	–	203
(Charge) économie à l'état des résultats	(135)	2 531	(182)	9 990	1 178	13 382
(Charge) économie à l'état du résultat global	–	–	(1 646)	–	62	(1 584)
Incidence des écarts de change	–	(3)	–	(38)	13	(28)
Au 31 décembre 2021	336	10 262	3 520	32 844	6 889	53 851
Économie (charge) à l'état des résultats	607	5 986	677	5 069	1 050	13 389
(Charge) économie à l'état du résultat global	–	–	(1 420)	–	(431)	(1 851)
Incidence des écarts de change	–	546	–	1 860	309	2 715
Au 31 décembre 2022	943	16 794	2 777	39 773	7 817	68 104

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Passifs d'impôt différé	Immobilisa-	Actifs au	Retenues sur	Immobilisa-	Autres	Total
	tions	titre de	contrat et	tions		
	corporielles	droits	carnet de	incorpo-	\$	\$
Au 1^{er} janvier 2021	(14 755)	(21 935)	(5 439)	(7 261)	(1 521)	(50 911)
Acquisition liée à un regroupement d'entreprises (note 4)	(3 553)	–	–	–	–	(3 553)
(Économie) charge à l'état des résultats	(2 382)	(8 885)	(397)	627	1 008	(10 029)
(Économie) à l'état du résultat global	–	–	–	–	(121)	(121)
Incidence des écarts de change	19	36	–	9	(27)	37
Au 31 décembre 2021	(20 671)	(30 784)	(5 836)	(6 625)	(661)	(64 577)
(Économie) charge à l'état des résultats	(5 519)	(4 513)	1 055	683	(4 176)	(12 470)
(Économie) à l'état du résultat global	–	–	–	–	430	430
Incidence des écarts de change	(1 160)	(1 754)	–	(334)	(35)	(3 283)
Au 31 décembre 2022	(27 350)	(37 051)	(4 781)	(6 276)	(4 442)	(79 900)

PERTES FISCALES INUTILISÉES

Le montant de pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées de la Société s'élève à 60 788 \$ (40 665 \$ en 2021). Ces pertes viendront à échéance comme suit :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
De 2027 à 2034	186	3 222
2035	2 115	3 097
2036	2 543	1 711
2037	7 111	6 808
2038	448	397
2039	41	1 665
2040	4	4
2041	6 268	9 932
2042	638	–
Indéterminé	41 434	13 829

Des avantages fiscaux d'un montant de 16 794 \$ (10 262 \$ en 2021) ont été comptabilisés relativement aux pertes fiscales autres qu'en capital inutilisées, incluant un montant de 13 719 \$ (5 220 \$ en 2021) provenant des filiales étrangères. La Société dispose également de pertes en capital et de différences temporaires déductibles non comptabilisées de 1 021 \$ (1 008 \$ en 2021) qui peuvent être reportées en avant indéfiniment. Au 31 décembre 2022, aucun passif d'impôt différé n'était comptabilisé pour les différences temporaires découlant des participations dans des filiales et des coentreprises, puisque la Société contrôle les décisions touchant la réalisation de pareil passif et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

11. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B utilisés pour calculer le résultat de base et dilué par action se détaillent comme suit :

	2022	2021
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, de base (\$)	29 329	24 649
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, de base (\$)	24 214	20 715
	53 543	45 364
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, de base	7 367 689	7 377 022
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, de base	5 529 944	5 635 989
	12 897 633	13 013 011
Résultat de base par action de catégorie A	3,98	3,34
Résultat de base par action de catégorie B	4,38	3,68
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie A, dilué (\$)	29 073	24 444
Résultat attribuable aux propriétaires d'actions de catégorie B, dilué (\$)	24 470	20 920
	53 543	45 364
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A en circulation, dilué	7 367 689	7 377 022
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie B en circulation, dilué	5 637 320	5 739 486
	13 005 009	13 116 508
Résultat dilué par action de catégorie A	3,95	3,31
Résultat dilué par action de catégorie B	4,34	3,64

12. GESTION DU RISQUE FINANCIER

GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société concernant la gestion du capital sont les suivants :

- maintenir une structure du capital permettant à la Société de choisir parmi diverses options de financement, pour pouvoir bénéficier d'occasions potentielles lorsqu'elles surviennent;
- offrir un bon rendement sur l'investissement aux actionnaires.

La Société inclut dans son capital les éléments suivants :

- trésorerie et équivalents de trésorerie et placements à court terme, le cas échéant;
- dette à long terme (y compris la tranche courante) et emprunts bancaires à court terme, le cas échéant;
- capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société.

La stratégie financière de la Société est formulée et adaptée selon les conditions du marché afin de maintenir une structure du capital flexible conforme aux objectifs indiqués précédemment et de répondre aux caractéristiques de risque liées aux actifs sous-jacents. Pour maintenir ou ajuster sa structure du capital, la Société peut refinancer ses dettes existantes, contracter de nouvelles dettes, rembourser des dettes, racheter des actions aux fins d'annulation conformément à des offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des activités ou émettre de nouvelles actions.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Le conseil d'administration de la Société détermine le niveau des paiements de dividendes. À ce jour, la pratique a été de maintenir des paiements trimestriels réguliers de dividendes avec des hausses au fil des années.

Le capital est calculé comme suit :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Emprunts bancaires à court terme	—	8 600
Dette à long terme, incluant la tranche courante	235 035	195 354
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 043	37 530
Total de la dette nette	198 992	166 424
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	359 487	314 561
Capitalisation	558 479	480 985
Ratio de dette nette/capitalisation	35,6 %	34,6 %

Au 31 décembre 2022, la Société satisfaisait à toutes ses obligations au titre des modalités de ses ententes bancaires.

GESTION DU RISQUE FINANCIER

En raison de la nature de ses activités et du fait qu'elle détient des instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, plus particulièrement en ce qui concerne le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit découle de la possibilité qu'une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations. Le risque de crédit que court la Société est principalement attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie, à ses créances clients et autres débiteurs et à ses actifs financiers non courants. Selon la direction, le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières nord-américaines.

La Société effectue une évaluation complète des questions liées au crédit avant de s'engager à faire un placement et surveille activement, et de manière continue, la santé financière des entités émettrices. De plus, la Société est exposée au risque de crédit imputable à ses clients. D'une part, la Société fait principalement affaire avec d'importants clients industriels, municipaux et bien établis, ce qui réduit le risque de crédit. D'autre part, le nombre de clients servis par la Société est limité, ce qui augmente le risque de concentration d'affaires et de dépendance économique.

Au total, la Société sert environ 2 500 clients. En 2022, les 20 clients les plus importants ont représenté 41,0 % (45,0 % en 2021) des produits consolidés et aucun client n'a représenté plus de 10 % des produits consolidés et des créances clients en 2022 et en 2021.

La direction revoit la provision pour créances douteuses et les créances en souffrance sur une base mensuelle. Veuillez vous reporter à la note 14 pour de plus de précisions.

Le risque de crédit maximal auquel la Société est exposée à l'égard de chacun de ses actifs financiers correspond à sa valeur comptable.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est l'exposition de la Société au risque de ne pas être en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société surveille le niveau de sa trésorerie et de sa dette et prend les mesures appropriées pour s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre aux besoins opérationnels, tout en assurant la conformité aux clauses restrictives.

Les tableaux suivants présentent les échéances contractuelles des obligations financières :

Au 31 décembre 2022	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	128 019	128 019	128 019	–	–
Dividendes à payer	1 574	1 574	1 574	–	–
Obligations locatives	176 162	220 334	23 743	60 154	136 437
Dette à long terme	235 035	243 544	14 050	210 996	18 498
Passifs non courants ⁽²⁾	19 864	20 992	–	20 992	–
	560 654	614 463	167 386	292 142	154 935

Au 31 décembre 2021	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels ⁽¹⁾	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans
	\$	\$	\$	\$	\$
Emprunts bancaires à court terme	8 600	8 600	8 600	–	–
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	127 044	127 044	127 044	–	–
Dividendes à payer	1 338	1 338	1 338	–	–
Obligations locatives	141 024	206 713	20 064	47 082	139 567
Dette à long terme	195 354	203 925	8 574	40 142	155 209
Passifs non courants ⁽²⁾	36 471	38 832	–	38 832	–
	509 831	586 452	165 620	126 056	294 776

⁽¹⁾ Incluent le capital et les intérêts.

⁽²⁾ Incluent seulement les passifs à long terme dus à des participations ne donnant pas le contrôle.

Compte tenu du niveau de liquidité actuel combiné aux flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation, la Société est d'avis que son risque de liquidité varie de faible à modéré.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché s'entend du risque que les variations des prix de marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, aient une incidence sur les résultats de la Société ou sur la valeur de ses instruments financiers. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt, étant donné qu'une tranche de sa dette à long terme porte intérêt à un taux variable. La Société gère ce risque en maintenant une combinaison d'emprunts à taux fixe et à taux variable conformément à ses politiques. En outre, la Société détient des contrats de swap de taux d'intérêt d'un montant de 40 000 \$ avec ses banques principales. Les contrats de swap de taux d'intérêt sont désignés à titre de couverture de flux de trésorerie pour échanger le taux variable des dettes de la Société pour un taux fixe, réduisant ainsi sa sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt variables des swaps de taux d'intérêt sont les taux CDOR et le taux d'intérêt fixe moyen pondéré est de 1,51 %. Les contrats de swap de taux d'intérêt font l'objet d'un règlement sur une base mensuelle et viendront à échéance respectivement en juin 2023 et en septembre 2027. La Société continue d'être à l'affût de possibilités susceptibles de réduire le risque de taux d'intérêt.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2022, la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société était de 63,2 % (66,4 % en 2021). Toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'intérêt préférentiel sur la portion à taux variable de la dette à long terme de la Société au 31 décembre 2022 aurait eu une incidence négative de 1 486 \$ (1 297 \$ en 2021) sur le résultat de l'exercice. Une variation hypothétique de -1,0 % du taux d'intérêt préférentiel aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice.

RISQUE DE CHANGE

La Société offre des services qui sont facturés en dollars américains et achète du matériel dont le coût est engagé en dollars américains. De plus, une tranche de sa dette à long terme est libellée en dollars américains. Par conséquent, la Société est exposée aux risques qui découlent des fluctuations des taux de change. Elle estime que le risque résiduel est restreint et, par conséquent, ne détient pas d'instruments financiers dérivés pour réduire son exposition.

La Société désigne une partie de ses emprunts à terme et de ses facilités de crédit libellés en dollars américains comme des instruments de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger, ce qui lui permet de limiter son risque de change. Veuillez vous reporter à la note 23 pour plus de précisions.

En 2022, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence favorable de 201 \$ (309 \$ en 2021) sur le résultat de l'exercice et une incidence favorable de 13 222 \$ (12 726 \$ en 2021) sur le total du résultat global. Une dépréciation hypothétique de 5,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'incidence contraire sur le résultat de l'exercice et sur le total du résultat global.

Au 31 décembre 2022, un total de 9 214 \$ ou 6 803 \$ US (14 644 \$ ou 11 551 \$ US en 2021) de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des créances clients et autres débiteurs était libellé en devises. Au 31 décembre 2022, un total de 1 307 \$ ou 965 \$ US (5 200 \$ ou 4 102 \$ US en 2021) des dettes fournisseurs et autres crébiteurs était libellé en devises.

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la juste valeur estimative de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des emprunts bancaires à court terme, des dettes fournisseurs et autres crébiteurs et des dividendes à payer se rapprochait de leur valeur comptable respective en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur estimative des effets à recevoir à long terme, inclus dans les actifs financiers non courants, ne différait pas considérablement de leur valeur comptable aux 31 décembre 2022 et 2021, selon le taux d'intérêt estimé par la Société pour les effets à recevoir à long terme ayant des termes et conditions similaires.

La juste valeur estimative de la dette à long terme était supérieure de 3 730 \$ à sa valeur comptable au 31 décembre 2022 (supérieure de 288 \$ en 2021) en raison d'un changement dans les conditions de financement d'instruments similaires dont peut se prévaloir la Société. La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations de la direction quant aux taux d'intérêt du marché pour des émissions identiques ou similaires.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucun instrument financier n'a été comptabilisé à sa juste valeur et n'a été transféré entre les niveaux 1, 2 et 3.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2022, toutes choses demeurant par ailleurs égales, une augmentation de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli à l'égard des entreprises acquises liées à l'option de vente émise se serait traduite par une diminution des résultats non distribués de 4 269 \$ (3 657 \$ en 2021) pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et par une augmentation du total du passif du même montant. Une diminution de 10,0 % du seuil de performance financière préétabli aurait eu l'incidence contraire prévue.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers dans les états financiers consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Actifs financiers classés à la juste valeur		
Actifs financiers non courants	1 759	90
	1 759	90
Actifs financiers classés au coût amorti		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 043	37 530
Créances clients et autres débiteurs	198 247	183 322
Actifs financiers non courants	4 355	5 812
	238 645	226 664
Passifs financiers classés au coût amorti		
Emprunts bancaires à court terme	–	8 600
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	128 019	127 044
Dividendes à payer	1 574	1 338
Dette à long terme, y compris la tranche courante	235 035	195 354
Passifs non courants ⁽¹⁾	19 864	36 471
	384 492	368 807

⁽¹⁾ Incluent seulement les passifs à long terme dus à des participations ne donnant pas le contrôle.

La juste valeur des instruments financiers de la Société est présentée à la note 12.

14. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Valeur comptable	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Créances clients	152 831	137 362
Provision pour créances douteuses	(3 361)	(3 584)
Retenues sur contrat	18 334	18 620
Créances clients nettes	167 804	152 398
Subventions publiques à recevoir	100	395
Produits courus	22 559	25 129
Taxes à la consommation	3 931	3 626
Prestations d'assurance à recevoir au titre des demandes d'indemnisation	1 420	388
Autres	2 433	1 386
	198 247	183 322

Le classement chronologique des créances clients nettes se détaille comme suit conformément à leurs échéances respectives à compter de l'émission de la facture :

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
De 0 à 30 jours	82 240	73 798
De 31 à 60 jours	41 880	40 457
De 61 à 90 jours	14 328	11 181
Plus de 90 jours ⁽¹⁾	32 717	30 546
Provision pour créances douteuses	(3 361)	(3 584)
	167 804	152 398

⁽¹⁾ Incluent des retenues sur contrat totalisant 10 406 \$ (10 893 \$ en 2021).

Les variations de la provision pour créances douteuses ont été comme suit :

	2022 \$	2021 \$
Solde au début de l'exercice	3 584	3 359
Charges pour mauvaises créances	339	1 473
Radiations	(562)	(1 248)
Solde à la fin de l'exercice	3 361	3 584

L'exposition au risque de crédit et les moyens utilisés pour la réduire sont discutés en détail à la note 12.

15. STOCKS

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Fournitures	10 985	11 597
Matières premières	4 346	2 199
Travaux en cours	3 984	2 654
Produits finis	685	380
	20 000	16 830

Le coût des stocks comptabilisés en charges au cours de l'exercice a été de 50 068 \$ (46 889 \$ en 2021) et a été comptabilisé dans la charge relative au matériel et fournitures aux états consolidés des résultats.

16. PARTICIPATIONS COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

Les résultats de la Société incluent la quote-part des activités des coentreprises qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les coentreprises dans lesquelles la Société détient une participation de 50 % sont : 9260-0873 Québec inc., Compagnie d'Amarrage de Québec inc., La Compagnie d'Amarrage (Trois-Rivières) ltée, Les Structures de quais mobiles Flexiport inc., Services maritimes Québec inc., Terminal TERMONT inc. et Transport Nanuk inc. La Société détient également une participation de 49 % dans Qikiqtaaluk Environmental Inc. et dans Services environnementaux Avataani inc.

Aucune des coentreprises de la Société n'est une entité cotée à la bourse et, par conséquent, aucune n'a de prix cotés publiés.

La Société a une coentreprise importante, Terminal TERMONT inc., spécialisée dans la manutention de conteneurs, ce qui est en phase avec son principal secteur des services maritimes. Le siège social de Terminal TERMONT inc. est au 600, rue de la Gauchetière Ouest, 14^e étage, Montréal (Québec) H3B 4L2, Canada.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les tableaux suivants résument l'information financière de Terminal TERMONT inc.

	2022 \$	2021 \$
État de la situation financière		
Actif courant (incluant la trésorerie et équivalents de trésorerie de 94 \$ (2 440 \$ en 2021))	3 225	4 696
Actifs non courants	93 709	94 722
Passif courant	(1 771)	(1 419)
Passifs non courants	(43 340)	(42 120)
Actif net	51 823	55 879
Quote-part de l'actif net de la Société présentée en tant que participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	25 892	27 949
Résultats		
Produits	6 069	4 632
Quote-part du résultat tiré d'une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	23 957	11 596
Charge d'intérêts	(2 051)	(1 998)
Produits d'intérêts	2 072	1 999
Impôt sur le résultat	(1 146)	(797)
Résultat et total du résultat global de l'exercice	27 136	13 810
Quote-part du résultat et du total du résultat global de l'exercice de la Société	13 568	6 905
Dividende reçu par la Société	15 625	6 750

La Société détient également des participations dans des coentreprises individuellement non significatives. Le tableau suivant présente globalement l'information financière pour ces coentreprises :

	2022 \$	2021 \$
Valeur comptable des participations dans des coentreprises individuellement non significatives	20 248	18 362
Résultat de l'exercice	5 192	3 179
Autres éléments du résultat global	229	234
Total du résultat global de l'exercice	5 421	3 381
Dividendes reçus par la Société	3 535	2 109

17. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	74 120	244 113	5 371	16 108	6 924	346 636
Ajouts	18	7 214	372	271	36 844	44 719
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 4)	–	11 629	–	–	–	11 629
Sorties	(6 437)	(4 472)	(110)	(74)	–	(11 093)
Transferts	1 689	17 946	545	823	(21 003)	–
Incidence des écarts de change	(287)	(66)	(6)	(41)	(5)	(405)

Au 31 décembre 2021	69 103	276 364	6 172	17 087	22 760	391 486
Ajouts	754	41 269	296	2 180	7 712	52 211
Sorties	(2)	(12 540)	(895)	(37)	–	(13 474)
Transferts	5 313	9 513	8	3 105	(17 939)	–
Incidence des écarts de change	1 256	8 481	31	951	614	11 333
Au 31 décembre 2022	76 424	323 087	5 612	23 286	13 147	441 556

Cumul de l'amortissement	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Améliorations locatives \$	Construction en cours \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	17 730	133 494	3 551	6 175	–	160 950
Dotation aux amortissements	2 768	22 890	607	1 337	–	27 602
Sorties	(142)	(3 977)	(81)	(69)	–	(4 269)
Incidence des écarts de change	(9)	(94)	(4)	(11)	–	(118)
Au 31 décembre 2021	20 347	152 313	4 073	7 432	–	184 165
Dotation aux amortissements	3 369	24 637	631	1 773	–	30 410
Sorties	(2)	(11 304)	(888)	(37)	–	(12 231)
Incidence des écarts de change	461	3 723	25	401	–	4 610
Au 31 décembre 2022	24 175	169 369	3 841	9 569	–	206 954

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Valeur comptable	Matériel						Total
	Terrains et bâtiments	Machinerie et matériel roulant	informatique, mobilier et agencements	Améliorations locatives	Construction en cours		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 31 décembre 2021	48 756	124 051	2 099	9 655	22 760	207 321	
Au 31 décembre 2022	52 249	153 718	1 771	13 717	13 147	234 602	

Au 31 décembre 2022, la Société n'avait aucune immobilisation corporelle en commande ou n'ayant pas encore été livrée (14 097 \$ en 2021).

INCENDIE AU PORT DE BRUNSWICK (GA)

Le 2 mai 2021, un incendie a détruit un entrepôt loué, une partie d'un convoyeur et certains actifs d'appareils de terminal dans nos installations de marchandises en vrac à Brunswick (GA).

La Société est assurée à l'égard, notamment, des dommages aux immobilisations corporelles et de la responsabilité civile jusqu'à concurrence de montants établis, lesquels sont assujettis à des franchises assorties de plafonds. La Société a signalé l'incident à ses assureurs et le produit attendu de la police d'assurance devrait suffire à couvrir les coûts de remplacement des actifs détruits, de même que d'autres coûts engagés en raison des conséquences directes de l'incendie.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société avait obtenu de son assureur la confirmation d'un paiement préliminaire d'un montant de 5 000 \$ US (6 147 \$) au titre de sa demande de règlement initiale. La Société a également comptabilisé une perte de valeur de 5 250 \$ US (6 454 \$) à l'égard des actifs détruits par l'incendie. Le recouvrement d'assurance et la perte de valeur liée aux actifs détruits ont été comptabilisés dans les autres profits (pertes) aux états consolidés des résultats pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Aux termes du contrat de location avec la Georgia Ports Authority (« GPA »), la Société est tenue de reconstruire l'entrepôt détruit par l'incendie, à moins qu'il n'en soit convenu autrement. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a obtenu les autorisations nécessaires de la GPA et des autres tiers pour entamer la reconstruction, mais n'a pas complété la conception finale qui est sujette à l'approbation du GPA et des autorités gouvernementales. En date des présents états financiers consolidés, la Société a obtenu une étude de faisabilité, et la taille et le type d'entrepôt à construire ont été déterminés. Toutefois, la Société est à compléter la conception et à recueillir des propositions de prix pour évaluer le coût de la reconstruction. Aux termes du contrat de location, cet entrepôt a été assuré pour un montant de 21 900 \$ US (29 661 \$). En date des présents états financiers consolidés, la Société y exerce présentement ses activités de façon limitée à cette installation. Le calendrier de reconstruction de l'entrepôt est en cours de finalisation et le démarrage des travaux devrait débuter au cours de la première moitié de 2023. La Société comptabilisera l'incidence des obligations à respecter quant à la reconstruction de l'entrepôt et au recouvrement d'assurance correspondant, au cours de la période durant laquelle toute l'information nécessaire sera obtenue.

Cela reflète la meilleure estimation de la direction sur la base des renseignements à sa disposition à la date des présents états financiers consolidés, estimation qui pourrait être appelée à changer à mesure que des faits nouveaux seront pris en compte aux fins de la reconstruction de l'entrepôt par la Société et du règlement de la demande d'indemnisation.

18. CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location portent sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement et expirent jusqu'en 2040. La Société a la possibilité d'acheter certains équipements loués à la fin des contrats. La Société a également l'option de renouveler certains contrats de location portant sur des bureaux, des installations portuaires et de l'équipement. Les loyers conditionnels sont déterminés selon le volume et le type de marchandises manutentionnées. Les obligations locatives sont actualisées à l'aide du taux d'emprunt marginal pondéré de 4,06 %.

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Valeur comptable	Terrains et bâtiments \$	Machinerie et matériel roulant \$	Matériel informatique, mobilier et agencements \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	125 501	6 918	360	132 779
Ajouts	15 531	4 260	10	19 801
Décomptabilisation	(998)	(196)	–	(1 194)
Dotation aux amortissements	(12 254)	(3 450)	(123)	(15 827)
Incidence des écarts de change	(176)	(332)	(2)	(510)
Au 31 décembre 2021	127 604	7 200	245	135 049
Ajouts	33 378	15 660	–	49 038
Décomptabilisation	(5 562)	(604)	(2)	(6 168)
Dotation aux amortissements	(13 472)	(5 180)	(102)	(18 754)
Incidence des écarts de change	7 240	867	2	8 109
Au 31 décembre 2022	149 188	17 943	143	167 274

OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins de 1 an	23 743	20 064
Entre 1 an et 5 ans	91 295	71 043
Plus de 5 ans	105 296	115 606
Total des obligations locatives non actualisées	220 334	206 713
Obligations locatives		
Courantes	18 662	15 775
Non courantes	157 500	125 249

MONTANT COMPTABILISÉ DANS LES ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Contrats de location comptabilisés selon l'IFRS 16	2022 \$	2021 \$
Charge d'intérêts rattachée aux obligations locatives	5 920	5 222
Charge liée aux paiements de loyers variables, aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur qui ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives ⁽¹⁾	55 784	38 019
	61 704	43 241

⁽¹⁾ Comptabilisée en charge d'exploitation dans les états consolidés des résultats.

19. GOODWILL

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Valeur comptable	\$	\$
Coût au début de l'exercice	184 006	150 611
Regroupements d'entreprises (note 4)	–	32 478
Incidence des écarts de change	4 724	917
Coût à la fin de l'exercice	188 730	184 006
Cumul des pertes de valeur	(1 300)	(1 300)
Valeur comptable nette	187 430	182 706

TEST DE DÉPRÉCIATION

La valeur comptable du goodwill a été affectée aux UGT ou aux groupes d'UGT suivants :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Valeur comptable	\$	\$
Arrimage	60 057	56 886
ALTRA Technologies d'eau potable	86 445	86 445
Environnement	40 743	39 190
Agences	185	185
187 430	182 706	

La valeur recouvrable de l'ensemble des UGT ou des groupes d'UGT a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité, qui est calculée en actualisant les projections des flux de trésorerie sur cinq ans tirées du budget approuvé par le conseil d'administration couvrant une période d'un an et des projections financières de la direction pour les quatre années suivantes. Ces projections de flux de trésorerie traduisent l'expérience passée et les attentes futures quant à la performance financière.

Les hypothèses significatives utilisées pour établir la valeur recouvrable des groupes d'UGT sont les suivantes :

- Un taux de croissance entre 3,0 % et 8,3 % (entre 3,0 % et 5,0 % en 2021) a été utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie pour les quatre années suivant le budget et un taux de croissance de 2,0 % (2,0 % en 2021) pour la valeur terminale.
- Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les valeurs recouvrables est fondé sur des données de marché et était de 9,8 % (10,0 % en 2021).

Les flux de trésorerie projetés sont les plus sensibles aux hypothèses concernant l'impact de la rentabilité future, les exigences en matière des investissements de remplacement des immobilisations, l'investissement dans le fonds de roulement et les considérations fiscales. Les valeurs appliquées à ces hypothèses significatives émanent d'une combinaison de facteurs externes et internes, basés sur l'expérience passée ainsi que sur les attentes futures de la direction en matière de performance commerciale.

Les taux d'actualisation ont été estimés sur la base d'un coût moyen pondéré du capital approprié pour l'ensemble des UGT. Les taux d'actualisation ont été estimés en appliquant le coût moyen pondéré du capital de la Société ajusté pour refléter l'évaluation des risques par le marché et pour lequel les flux de trésorerie n'ont pas été ajustés.

20. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Coût	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	25 571	46 451	3 771	75 793
Ajouts	–	–	117	117
Ajouts liés aux regroupements d'entreprises (note 4)	–	8 250	–	8 250
Sorties	–	–	(152)	(152)
Incidence des écarts de change	(109)	39	10	(60)
Au 31 décembre 2021	25 462	54 740	3 746	83 948
Ajouts	–	–	347	347
Sorties	–	(25)	(254)	(279)
Incidence des écarts de change	1 740	2 297	192	4 229
Au 31 décembre 2022	27 202	57 012	4 031	88 245
Cumul de l'amortissement	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 1^{er} janvier 2021	9 258	24 871	3 242	37 371
Dotation aux amortissements	1 302	4 046	323	5 671
Sorties	–	–	(152)	(152)
Incidence des écarts de change	(24)	27	12	15
Au 31 décembre 2021	10 536	28 944	3 425	42 905
Dotation aux amortissements	1 356	5 475	201	7 032
Sorties	–	–	(278)	(278)
Incidence des écarts de change	771	908	100	1 779
Au 31 décembre 2022	12 663	35 327	3 448	51 438
Valeur comptable	Droits de location et localisation \$	Relations clients et carnet de commandes \$	Logiciels \$	Total \$
Au 31 décembre 2021	14 926	25 796	321	41 043
Au 31 décembre 2022	14 539	21 685	583	36 807
Cumul des pertes de valeur			Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Solde à la fin de l'exercice			\$	\$
			9 738	9 738

21. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Actifs financiers non courants	4 621	3 570
Retenues sur contrat	1 493	2 332
	6 114	5 902

22. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	73 636	67 541
Charges salariales à payer	23 235	24 315
Dus à une participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	23 619	28 155
Provisions (note 25)	1 689	789
Autres	5 840	6 244
	128 019	127 044

23. DETTE

DETTE À LONG TERME

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Facilité de crédit renouvelable, portant intérêt au taux préférentiel de la banque, au taux des acceptations bancaires ou au taux des emprunts au TIOL, sans remboursement du capital requis avant octobre 2025. Le taux d'intérêt moyen pondéré était de 6,05 % au 31 décembre 2022 ⁽¹⁾ (2,13 % en 2021)	186 709	135 568
Dette à long terme non garantie, portant intérêt à 4,50 %, sans remboursement du capital requis avant décembre 2022, remboursable en 20 versements trimestriels consécutifs égaux, échéant en 2027 ⁽²⁾	47 401	49 974
Facilités de crédit à terme, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 0,75 %, avec des échéances allant jusqu'à cinq ans à partir de la date de l'avance ⁽³⁾⁽⁴⁾	625	9 084
Prêt public ne portant pas intérêt, échéant en 2023	300	700
<u>Prêt pour l'achat de matériel, portant intérêt à un taux de 5,36 %</u>	<u>—</u>	<u>28</u>
Moins :		
Tranche courante	10 925	3 427
	224 110	191 927

⁽¹⁾ Les détails de la facilité de crédit renouvelable sont les suivants :

- Une facilité de crédit renouvelable (« FCR ») non garantie de 300 000 \$ (ou l'équivalent en dollars américains) venant à échéance en octobre 2025.
- La FCR non garantie doit être utilisée pour les besoins de trésorerie à court et à long terme et aux fins d'investissement et du refinancement de dettes existantes. La facilité peut prendre la forme d'avances directes, d'acceptations bancaires, d'emprunts au TIOL et de lettres de crédit. Au 31 décembre 2022, un montant de 93 000 \$ US (125 959 \$) avait été prélevé sur la facilité de crédit.
- Le taux d'intérêt sur les sommes empruntées en vertu de cette entente est fonction du type de prêt choisi, auquel s'ajoute une marge variant selon le niveau du ratio de levier de la Société.
- La FCR non garantie est assortie d'une clause accordéon d'un montant de 150 000 \$, ou l'équivalent en dollars américains, afin d'augmenter la capacité d'emprunt selon les besoins. Le recours à la clause accordéon est assujetti à l'approbation de l'ensemble des prêteurs du syndicat, à leur entière discrétion. Veuillez vous reporter à la note 32 pour des précisions.

⁽²⁾ Les détails de la dette à long terme non garantie sont les suivants :

- Un emprunt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,50 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.
- Un emprunt non garanti de 25 000 \$ échéant en septembre 2027 et portant intérêt à un taux de 4,50 %, payable trimestriellement. Le remboursement commence en décembre 2022 et s'effectuera en 20 versements trimestriels consécutifs égaux de 1 250 \$.

⁽³⁾ Les détails de la facilité de crédit de FER-PAL sont les suivants :

- Une marge de découvert de 10 000 \$ remboursable à vue, qui doit être utilisée pour les besoins opérationnels. La facilité peut prendre la forme de marges de découvert, d'acceptations bancaires et de lettres de crédit. Les avances sont établies en fonction de la valeur estimée du crédit de bonne qualité des créances clients. Au 31 décembre 2022, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité de crédit.
- Un emprunt à vue d'un montant de 10 000 \$ payable sur 48 mois en versements de capital égaux, plus les intérêts mensuels, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 %. Au 31 décembre 2022, l'emprunt s'établissait à 625 \$.
- Une facilité de crédit de cartes de crédit d'entreprise de 750 \$.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

- Une facilité de gestion du risque d'un montant de 1 000 \$, qui peut prendre la forme de contrats de change à terme. Au 31 décembre 2022, cette facilité n'avait pas encore été utilisée.
- La facilité est garantie par un contrat de sûreté général portant sur la totalité des actifs présents et futurs de la Société dans FER-PAL.

⁽⁴⁾ Au 31 mars 2022, LGC a accès à la FCR de LOGISTEC à la suite de l'acquisition des actions restantes. Les soldes des emprunts à vue et des facilités de crédit renouvelables et non renouvelables ont été entièrement acquittés par LOGISTEC. Tous les emprunts contractés depuis la restructuration relèveront automatiquement de la FCR du groupe.

L'échéancier de la dette à long terme se détaille comme suit :

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Total des versements de capital requis	\$	\$
Moins de 1 an	10 925	3 427
Entre 1 an et 5 ans	224 110	191 927
	235 035	195 354

INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société avait désigné, en moyenne, un montant de 49 333 \$ US (57 333 \$ US en 2021) de la FCR en dollars américains comme instrument de couverture de l'investissement net dans ses établissements à l'étranger. Aucune inefficacité n'ayant été constatée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, il n'y a donc pas eu d'impact sur les états consolidés du résultat. Par conséquent, une perte de change de 4 260 \$ (profit de 521 \$ en 2021) a été reclassée dans les autres éléments du résultat global.

24. ACTIFS ET OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre divers régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies qui procurent des prestations de retraite à ses employés.

Les obligations prévues au titre des prestations définies au 31 décembre 2022 ont été extrapolées d'après les obligations prévues au titre des prestations définies fondées sur les plus récentes évaluations actuarielles du Régime de retraite des cadres supérieurs et du Régime de rentes de retraite des employés de LOGISTEC Corporation réalisées respectivement le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2021.

La plus récente évaluation actuarielle des régimes de retraite supplémentaires (« RRS ») des hauts dirigeants de LOGISTEC remonte au 31 décembre 2022.

Les régimes de retraite de la Société peuvent être exposés à divers types de risques. La Société n'a pas identifié de risques inhabituels auxquels ses régimes de retraite sont exposés. Des analyses régulières de l'appariement de l'actif et du passif sont effectuées afin d'aligner la politique de placement sur les obligations des régimes. La répartition des placements à revenu fixe est ensuite ajustée selon l'évolution des obligations des régimes. Les placements à revenu fixe sont constitués d'obligations et de contrats de rente. Les contrats de rente sont achetés lorsque des occasions se présentent sur les marchés financiers.

La duration moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies est de 11,7 ans.

Le tableau suivant présente l'information relative aux régimes de retraite à prestations définies, établie par un actuaire indépendant :

	2022 \$	2021 \$
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	(40 044)	(44 145)
Coût des services rendus	(1 265)	(1 446)
Charge d'intérêts	(1 197)	(1 098)
Cotisations salariales	(99)	(86)
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	9 464	5 380
Prestations versées	1 091	1 351
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(32 050)	(40 044)
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	23 947	22 529
Produits d'intérêts	705	560
Variation de l'actif des régimes, excluant les montants inclus dans les produits d'intérêts	(4 068)	1 114
Cotisations (remboursement) patronales (patronal) ⁽¹⁾	(119)	897
Cotisations salariales	99	86
Prestations versées	(849)	(1 239)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	19 715	23 947
Passif net au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	(12 335)	(16 097)

⁽¹⁾ Les cotisations patronales incluent les cotisations (un remboursement) de (41) \$ (73 \$ en 2021) effectuées par une entité dans laquelle la Société détient une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence et un excédent de 500 \$ transféré d'un régime de retraite à prestations définies à un régime de retraite à cotisations définies et excluent les prestations versées de 335 \$ (198 \$ en 2021) aux termes des RRS.

L'actif (le passif) net au titre des prestations définies se présente comme suit dans les états consolidés de la situation financière.

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Actifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	1 264	–
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi⁽¹⁾	(13 690)	(16 212)
	(12 426)	(16 212)

⁽¹⁾ Les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi dans les états consolidés de la situation financière comprennent 91 \$ (115 \$ en 2021) pour des régimes de retraite à cotisations définies offerts à certains principaux dirigeants pour lesquels aucune cotisation n'a été effectuée.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations au titre des prestations définies, de la juste valeur de l'actif des régimes, ainsi que du déficit des régimes à l'égard des régimes entièrement et partiellement capitalisés, et non capitalisés :

	Entièrement et partiellement capitalisés		Non capitalisés ⁽¹⁾		Total	
	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$	2022 \$	2021 \$
Obligations au titre des prestations définies	(19 447)	(24 162)	(12 603)	(15 882)	(32 050)	(40 044)
Juste valeur de l'actif des régimes	19 715	23 947	–	–	19 715	23 947
Excédent (déficit) des régimes	268	(215)	(12 603)	(15 882)	(12 355)	(16 097)

⁽¹⁾ Les régimes non capitalisés sont des RRS. Au 31 décembre 2022, le déficit du régime à l'intention des hauts dirigeants du Canada était de 11 672 \$ (14 718 \$ en 2021) et celui du régime à l'intention des hauts dirigeants des États-Unis était de 931 \$ (1 164 \$ en 2021). Les RRS sont des régimes non contributifs et la Société prévoit financer les prestations au moyen des flux de trésorerie futurs qui seront générés par les activités d'exploitation.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

L'actif des régimes est constitué des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Évalués à l'aide de données observables sur le marché - juste valeur de niveau 2		
Obligations	12 150	9 647
Actions canadiennes et étrangères	5 065	11 219
Évalués à l'aide de données non observables sur le marché - juste valeur de niveau 3		
Contrats de rente	2 500	3 081
	19 715	23 947

Le tableau suivant présente le rapprochement de la charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies inscrite dans la charge au titre des avantages du personnel dans les états consolidés des résultats pour les exercices clos les 31 décembre :

	2022 \$	2021 \$
Coût des services rendus	1 265	1 446
Charge d'intérêts nette	492	538
	1 757	1 984
Moins : charge nette prise en charge par une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence de la Société	(107)	(120)
Coût des régimes de retraite à prestations définies comptabilisé	1 650	1 864
Charge nette au titre des régimes de retraite à cotisations définies	6 057	3 486
Charge nette pour tous les régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	7 707	5 350

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Les hypothèses actuarielles importantes retenues par la Société pour évaluer son passif net au titre des prestations définies sont les suivantes :

	2022 %	2021 %
Passifs au titre des prestations définies		
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	5,0	3,0
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8
Coût des prestations		
Taux d'actualisation	3,0	2,5
Taux de croissance attendu de la rémunération	3,8	3,8

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Au 31 décembre 2022, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux d'actualisation aurait eu une incidence positive de 3 313 \$ (5 126 \$ en 2021), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence négative de 4 022 \$ (6 392 \$ en 2021) sur l'obligation au titre des prestations définies.

Au 31 décembre 2022, toutes choses étant par ailleurs égales, une variation hypothétique de +1,0 % du taux de croissance attendu de la rémunération aurait eu une incidence négative de 505 \$ (741 \$ en 2021), tandis qu'une variation hypothétique de -1,0 % aurait eu une incidence positive de 479 \$ (703 \$ en 2021) sur l'obligation au titre des prestations définies.

COTISATIONS AUX RÉGIMES DE RETRAITE

Le total des versements en espèces au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour 2022, qui se compose de cotisations en espèces de la Société à ses régimes de retraite capitalisés, de paiements en espèces versés directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes de retraite non capitalisés, ainsi que de cotisations en espèces à ses régimes de retraite à cotisations définies, s'est élevé à 6 732 \$ (4 508 \$ en 2021).

En 2023, la Société s'attend à ce que ses cotisations aux régimes de retraite à prestations définies s'élèvent à 609 \$.

25. PASSIFS NON COURANTS

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Passif à long terme dû à une participation ne donnant pas le contrôle	19 864	36 471
Provisions	4 031	2 232
Autres	1 667	2 027
	25 562	40 730

RACHAT DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

FER-PAL

Par suite du regroupement d'entreprises avec FER-PAL le 6 juillet 2017, la Société a accordé aux actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle une option de vente exercisable en tout temps après le 6 juillet 2021, qui leur permet de vendre la totalité des actions restantes à LOGISTEC en trois tranches égales sur une période de trois exercices, pour une contrepartie en trésorerie calculée à l'aide d'une formule prédéterminée de prix d'achat fondée sur le rendement de FER-PAL.

Le 31 mars 2022, les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle ont exercé leur option d'achat. Le 29 juillet 2022, la Société a réglé la première tranche d'un montant de 19 086 \$, augmentant ainsi de 16,3 % sa participation à cette date dans la filiale.

Au 31 décembre 2022, le passif au titre de l'option de vente émise totalisait 43 483 \$ (64 366 \$ en 2021). Une tranche de 23 619 \$ (27 895 \$ en 2021) était incluse dans les dettes fournisseurs et autres crébiteurs, tandis que la tranche restante de 19 864 \$ (36 471 \$ en 2021) était incluse dans les passifs non courants des états consolidés de la situation financière.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la réévaluation nette du passif au titre de l'option de vente émise a donné lieu à une baisse de 7 872 \$ (32 403 \$ en 2021), ce qui correspond à la tranche de 9 669 \$ (néant en 2021) du dividende versé aux actionnaires ne détenant pas le contrôle de la filiale, moins la réévaluation du passif d'un montant de 1 797 \$ (32 403 \$ en 2021).

LGC

Au 31 décembre 2021, la Société avait l'obligation de racheter la tranche restante de la participation ne donnant pas le contrôle de 17,29 % dans LGC le 31 décembre 2021 au plus tard, ou plus tôt si certains événements se produisaient. Le prix d'achat est le plus élevé des montants suivants : i) la valeur comptable de la participation ne donnant pas le contrôle de 17,29 % ou ii) un multiple d'une mesure convenue de la performance financière, moins la dette de LGC. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a comptabilisé un profit sur réévaluation de 515 \$ dans les autres pertes aux états consolidés des résultats. Au 31 décembre 2021, un passif de 260 \$ a été inscrit dans les dettes fournisseurs et autres crébiteurs aux états consolidés de la situation financière. Le 2 mars 2022, la Société a réglé le passif, LGC devenant ainsi à cette date une filiale en propriété exclusive.

Aucun profit n'a été attribué aux participations ne donnant pas le contrôle de FER-PAL et de LGC, étant donné que la Société a enregistré un montant dû lié à une participation ne donnant pas le contrôle.

PROVISIONS

	Demandes d'indemnisation et litiges \$	Paiements fondés sur des actions \$	Autres \$	Total \$
Au 31 décembre 2021	714	1 931	376	3 021
Provisions additionnelles	1 609	2 743	11	4 363
Règlement des provisions	(396)	–	(9)	(405)
Reprise des provisions	(322)	(945)	8	(1 259)
Au 31 décembre 2022	1 605	3 729	386	5 720
Moins : provisions courantes	1 605	–	84	1 689
Provisions non courantes	–	3 729	302	4 031

Les autres provisions incluent les provisions pour garantie et les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent essentiellement de l'obligation de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location qui viennent à échéance jusqu'en 2026.

PRESTATIONS D'ASSURANCE

Un montant de 1 420 \$ (388 \$ en 2021) est comptabilisé dans les créances clients et autres débiteurs pour les prestations à recevoir de la compagnie d'assurances au titre de demandes d'indemnisation.

26. CAPITAL SOCIAL

Autorisé, en nombre illimité :

- actions privilégiées de premier rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries;
- actions ordinaires de catégorie A, sans valeur nominale, comportant 30 votes par action, convertibles en actions subalternes à droit de vote de catégorie B au gré du porteur;
- actions subalternes à droit de vote de catégorie B, sans valeur nominale, comportant un vote par action, donnant droit à leurs porteurs de recevoir un dividende équivalant à 110 % de tout dividende déclaré par action ordinaire de catégorie A.

	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
7 361 022 actions de catégorie A (7 377 022 en 2021)	4 864	4 875
5 455 591 actions de catégorie B (5 683 036 en 2021)	44 579	46 014
	49 443	50 889

⁽¹⁾ Toutes les actions émises et en circulation sont entièrement payées.

RACHAT DE LA PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE DANS SANEXEN

À la suite de l'entente conclue en 2016 avec les actionnaires détenant une participation ne donnant pas le contrôle dans SANEXEN aux fins de l'acquisition par LOGISTEC de la participation résiduelle, LOGISTEC a émis, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, 148 567 actions de catégorie B à 33,02 \$ par action, réduisant le capital social devant être émis, pour le faire passer de 4 906 \$ au 31 décembre 2020 à néant au 31 décembre 2021.

RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS À L'INTENTION DE LA HAUTE DIRECTION

La Société comptabilise les options attribuées en vertu du Régime d'options d'achat d'actions à l'intention de la haute direction comme celles d'un régime réglé en instruments de capitaux propres. Le prix d'exercice des options correspond à la moyenne des cours plafond et plancher sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédant la date d'attribution. Les droits sur les options attribuées sont acquis sur une période de quatre ans au taux de 25 % par année à compter de la date d'attribution. La durée contractuelle de chaque option attribuée est de dix ans. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la charge comptabilisée dans les états consolidés des résultats s'est élevée à 682 \$ (364 \$ en 2021).

Le nombre d'options d'achat d'actions et le prix d'exercice moyen pondéré se résument comme suit :

Options d'achat d'actions	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 1^{er} janvier 2021	60 658	24,86
Attribuées au cours de l'exercice	60 933	44,79
Renoncées au cours de l'exercice	(2 680)	44,79
En circulation au 31 décembre 2021	118 911	34,62
Attribuées au cours de l'exercice	72 801	40,11
Renoncées au cours de l'exercice	(5 403)	42,43
En circulation au 31 décembre 2022	186 309	36,54
Exerçables au 31 décembre 2022	44 220	31,12

Le tableau suivant présente les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des attributions de 2022 et de 2021 au moyen du modèle Black-Scholes.

	2022	2021
Prix d'exercice (\$)	40,11	44,79
Rendement des dividendes (%)	1,18	0,94
Volatilité prévue (%)	25,84	25,96
Taux d'intérêt (%)	2,98	1,39
Durée de vie prévue (en années)	10	10
Juste valeur (\$)	13,77	13,99

RÉGIME D'ACHAT D'ACTIONS POUR LES EMPLOYÉS (« RAAE »)

En vertu du RAAE, 600 000 actions de catégorie B étaient réservées aux fins d'émission. Au 1^{er} janvier 2022, il restait 156 700 actions de catégorie B non attribuées en vertu de ce RAAE. Les employés admissibles désignés par le conseil d'administration peuvent y participer sur une base facultative. Le prix de souscription est fixé par la moyenne des cours plafond et plancher d'un lot régulier d'actions de catégorie B négociées à la TSX sur une période de cinq jours, consécutifs ou non, précédent le dernier jeudi du mois de mai de l'année où les actions sont émises (ou le dernier jeudi de tout mois donné déterminé par le conseil d'administration, qui correspond au mois précédent la date d'émission), moins un escompte maximal de 10 %. Un prêt ne portant pas intérêt est offert par la Société aux fins d'acquisition de ces actions. Les prêts sont remboursés sur une période de deux ans par voie de retenues à la source.

Au 31 décembre 2022, à la suite de l'émission de 19 450 actions de catégorie B (12 700 en 2021) en vertu de ce RAAE, il restait 137 250 actions de catégorie B non attribuées et réservées aux fins d'émission en vertu de ce RAAE. Les 19 450 actions de catégorie B (12 700 en 2021) ont été émises pour une contrepartie en trésorerie de 221 \$ (130 \$ en 2021) et pour des prêts ne portant pas intérêt d'un montant de 462 \$ (385 \$ en 2021), remboursables sur deux ans, et dont la valeur comptable était de 474 \$ au 31 décembre 2022 (500 \$ en 2021).

PROGRAMME D'OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D'ACTIONS DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« RACNA »)

Dans le cadre du RACNA qui a commencé le 28 octobre 2021 et qui s'est terminé le 27 octobre 2022, LOGISTEC pourrait racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 368 851 actions de catégorie A et 284 301 actions de catégorie B, représentant 5 % des actions émises et en circulation de chaque catégorie au 15 octobre 2021.

Tout actionnaire peut obtenir sans frais une copie de l'avis d'intention relatif au RACNA déposé auprès de la TSX en s'adressant à la Société.

En vertu des divers RACNA, les rachats ont été effectués par l'intermédiaire de la TSX ou de systèmes de négociation parallèles canadiens. Les tableaux suivants présentent le nombre d'actions rachetées par RACNA et par année :

Rachats d'actions par offre	Actions de catégorie A	Actions de catégorie B	Prix moyen - Actions de catégorie A \$	Prix moyen - Actions de catégorie B \$
RACNA 2020 (du 28 octobre 2020 au 27 octobre 2021)				
Rachat en 2020	600	6 500	38,41	35,59
Rachat en 2021	–	11 100	–	37,92
Total RACNA 2020	600	17 600	38,41	37,06
RACNA 2021 (du 28 octobre 2021 au 27 octobre 2022)				
Rachat en 2021	–	3 000	–	43,34
Rachat en 2022	–	262 895	–	38,88
Total RACNA 2021	–	265 895	–	38,93

Rachats d'actions par année	Actions de catégorie B
2021	
RACNA 2020	11 100
RACNA 2021	3 000
Total 2021	14 100
2022	
RACNA 2021	262 895
Total 2022	262 895

Le nombre d'actions a varié comme suit :

Rachats d'actions par offre	Nombre d'actions de catégorie A	Nombre d'actions de catégorie B	Actions de catégorie A \$	Actions de catégorie B \$
Au 1^{er} janvier 2021	7 377 022	5 535 869	4 875	40 700
Rachetées dans le cadre des RACNA	–	(14 100)	–	(107)
RAAE	–	12 700	–	515
Exercice d'options en vertu de la transaction liée à SANEXEN	–	148 567	–	4 906
Au 31 décembre 2021	7 377 022	5 683 036	4 875	46 014
Rachetées dans le cadre des RACNA	–	(262 895)	–	(2 129)
Conversion	(16 000)	16 000	(11)	11
RAAE	–	19 450	–	683
Au 31 décembre 2022	7 361 022	5 455 591	4 864	44 579

DIVIDENDES

Les dividendes déclarés par action se détaillent comme suit :

	2022 \$	2021 \$
Actions de catégorie A	0,43	0,38
Actions de catégorie B	0,48	0,42

Les dividendes versés par action se détaillent comme suit :

	2022 \$	2021 \$
Actions de catégorie A	0,41	0,38
Actions de catégorie B	0,45	0,42

Le 22 mars 2023, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,11782 \$ par action de catégorie A et de 0,12959 \$ par action de catégorie B, lesquels seront payés le 13 avril 2023 à tous les actionnaires inscrits au 30 mars 2023. Le dividende estimatif à verser est de 867 \$ pour les actions de catégorie A et de 707 \$ pour les actions de catégorie B.

27. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, APRÈS IMPÔT

	Au 31 décembre 2022 \$	Au 31 décembre 2021 \$
Profit (perte) sur instruments financiers désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1 423	(247)
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	20 447	8 067
Profit (perte) latent(e) découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture au titre de l'investissement net dans des établissements à l'étranger	(2 599)	1 231
	19 271	9 051

28. TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

ÉLÉMENTS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2022 \$	2021 \$
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies	1 650	1 864
Dotation aux amortissements	56 196	49 100
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(18 760)	(10 084)
Charges financières	15 429	11 103
Produits financiers	(613)	(541)
Impôt exigible	11 931	13 824
Impôt différé	(1 127)	(3 353)
Actifs non courants	439	438
Passifs sur contrat	(400)	(400)
Passifs non courants	846	504
Autres	2 449	1 810
	68 040	64 265

VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

	2022 \$	2021 \$
(Augmentation) diminution de ce qui suit :		
Créances clients et autres débiteurs	(22 348)	(29 571)
Charges payées d'avance et autres	1 307	(1 829)
Stocks	(3 180)	(3 169)
Augmentation (diminution) de ce qui suit :		
Dettes fournisseurs et autres crébiteurs	7 015	1 153
Passifs sur contrat	(3 694)	5 860
	(20 900)	(27 556)

OPÉRATIONS SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

En 2022, la Société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles dont un montant de 1 652 \$ (1 587 \$ en 2021) était impayé à la fin de l'exercice.

RAPPROCHEMENT DES PASSIFS DÉCOULANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les tableaux suivants présentent le rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture liés aux activités de financement, y compris les changements dans la trésorerie et dans les éléments hors trésorerie :

2022	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Dette liée aux acquisitions/ajustements	Emprunts	Changements dans les éléments hors trésorerie	Emprunts	Change	Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
		31 déc. 2021 \$	Rembour- sements \$	Emprunts \$							
Emprunts bancaires à court terme	8 600	(8 565)	–	–	–	–	(35)	–	–	–	–
Facilité de crédit renouvelable	135 568	(94 948)	137 980	–	–	–	8 109	186 709	–	–	–
Prêt non garanti	49 974	(2 500)	–	(73)	–	–	–	–	–	47 401	–
Facilité de crédit à terme	9 084	(10 254)	1 681	–	–	–	114	–	625	–	–
Prêt public	700	(400)	–	–	–	–	–	–	–	300	–
Prêt lié à l'équipement	28	(28)	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Obligations locatives	141 024	(15 685)	–	–	–	42 201	–	8 622	–	176 162	–
Montant dû lié à une participation ne donnant pas le contrôle	64 366	(19 086)	–	(1 797)	–	–	–	–	–	43 483	–
Total	409 344	(151 466)	139 661	(1 870)	42 201	16 810	–	454 680	–	–	–

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

2021	Ouverture	Changements dans la trésorerie			Dette liée aux acquisitions/ajustements	Emprunts	Changements dans les éléments hors trésorerie	Changements dans les éléments hors trésorerie	Clôture
		31 déc. 2020	Rembour- sements	Emprunts					
		\$	\$	\$	\$	\$		\$	\$
Emprunts bancaires à court terme	—	—	—	8 600	—	—	—	—	8 600
Facilité de crédit renouvelable	106 670	(59 086)	—	88 451	—	—	(467)	—	135 568
Prêt non garanti	50 000	—	—	—	(26)	—	—	—	49 974
Facilité de crédit à terme	9 701	(3 884)	—	3 222	(13)	—	58	—	9 084
Prêt public	1 130	(430)	—	—	—	—	—	—	700
Prêt lié à l'équipement	209	(201)	—	8	13	—	(1)	—	28
Obligations locatives	135 152	(13 384)	—	—	1 429	17 972	(145)	—	141 024
Montant dû lié à une participation ne donnant pas le contrôle	31 963	—	—	32 403	—	—	—	—	64 366
Total	334 825	(76 985)	100 281	33 806	17 972	(555)	409 344		

29. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées à la Société ont été éliminés à la consolidation et ne sont pas présentés dans cette note. L'information relative aux transactions entre la Société et les autres parties liées est présentée ci-après.

TRANSACTIONS COMMERCIALES

Les tableaux qui suivent résument les transactions entre parties liées de la Société avec ses coentreprises :

	2022 \$	2021 \$
Vente de services	9 609	7 492
Achat de services	967	847
	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Montants dus à des coentreprises	431	264
Montants dus par des coentreprises	6 116	3 485

Les montants non réglés ne sont pas garantis et seront réglés en espèces. Aucune garantie n'a été donnée ou obtenue.

TRANSACTIONS EFFECTUÉES AVEC LES ACTIONNAIRES

Les transactions effectuées avec Investissements Sumanic inc., l'actionnaire le plus important de la Société, ont été les suivantes :

	2022 \$	2021 \$
Dividendes payés à Investissements Sumanic inc.	2 396	2 227

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Le tableau suivant présente la rémunération des administrateurs et des autres principaux dirigeants ⁽¹⁾ :

	2022 \$	2021 \$
Avantages à court terme	7 101	5 192
Avantages postérieurs à l'emploi	314	262
Autres avantages à long terme	1 916	595
	9 331	6 049

⁽¹⁾ La rémunération des principaux dirigeants inclut la rémunération du président d'une des coentreprises de la Société.

30. INFORMATION SECTORIELLE

La Société et ses filiales sont structurées et exercent principalement leurs activités dans deux secteurs à présenter, soit les services maritimes et les services environnementaux. Les méthodes comptables appliquées dans chacun des secteurs sont identiques à celles utilisées aux fins des états financiers consolidés.

La Société présente de l'information sur ses secteurs à présenter, fondée sur les mesures utilisées par la direction pour l'évaluation du rendement de ces secteurs à présenter. Pour évaluer la performance opérationnelle de ses secteurs, la Société se fonde sur le résultat avant impôt constaté pour chaque secteur.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 des exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021
 (en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Les tableaux suivants présentent les informations financières par secteurs d'exploitation et par secteurs géographiques :

SECTEURS D'EXPLOITATION

PRODUITS, RÉSULTATS ET AUTRES INFORMATIONS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2022			
Produits	565 830	331 735	897 565
Dotation aux amortissements	40 539	15 657	56 196
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	17 817	943	18 760
Charges financières	11 047	4 382	15 429
Produits financiers	92	521	613
Résultat avant impôt	52 544	12 262	64 806
Acquisition d'immobilisations corporelles	42 687	9 524	52 211
2021			
Produits	426 967	316 736	743 703
Dotation aux amortissements	34 577	14 523	49 100
Quote-part du résultat tiré des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	9 217	867	10 084
Charges financières	7 820	3 283	11 103
Produits financiers	40	501	541
Résultat avant impôt	30 450	25 645	56 095
Acquisition d'immobilisations corporelles, y compris les regroupements d'entreprises	34 457	21 891	56 348

ACTIFS ET PASSIFS

	Services maritimes \$	Services environnementaux \$	Total \$
2022			
Total de l'actif	636 174	347 498	983 672
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	43 880	2 260	46 140
Total du passif	436 400	186 181	622 581
2021			
Total de l'actif	538 261	360 710	898 971
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	44 259	2 052	46 311
Total du passif	376 841	206 521	583 362

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

Les produits de la Société provenant des clients externes par pays d'origine et les informations sur ses actifs non courants selon leur emplacement sont détaillés ci-dessous :

Produits	Canada \$	É.-U. \$	Total \$
2022	456 593	440 972	897 565
2021	401 262	342 441	743 703
Actifs non courants ⁽¹⁾			
Au 31 décembre 2022	319 034	355 249	674 283
Au 31 décembre 2021	346 673	268 205	614 878

⁽¹⁾ Les actifs non courants excluent l'actif au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les actifs financiers non courants et les actifs d'impôt différé.

31. PASSIFS ÉVENTUELS ET GARANTIES

Au 31 décembre 2022, la Société avait des lettres de crédit en cours d'un montant de 11 435 \$ (14 513 \$ en 2021) se rapportant à des garanties financières fournies dans le cours normal des activités. La plupart de ces lettres de crédit viennent à échéance au cours des 12 prochains mois.

La Société, solidiairement avec l'un de ses partenaires, garantit l'obligation au titre d'un contrat de location de l'une de ses coentreprises. La garantie est limitée à un montant cumulatif de 1 443 \$ (2 385 \$ en 2021).

Au 31 décembre 2022, la Société avait des passifs éventuels totalisant 504 \$ (486 \$ en 2021) pour des obligations éventuelles de retirer des actifs et de restaurer les sites en vertu des contrats de location.

La Société indemnise ses administrateurs et dirigeants de tout préjudice subi en raison de l'exécution de leurs fonctions pour la Société, dans la mesure permise par la loi. La Société a souscrit à une police d'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants et la maintient en vigueur.

Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers consolidés relativement aux passifs éventuels et garanties susmentionnés.

32. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 2 mars 2023, la Société a annoncé avoir conclu un accord définitif pour acquérir la division des terminaux maritimes canadiens et américains de Fednav, y compris Federal Marine Terminals, Inc. et la division des services logistiques, Fednav Direct (collectivement, l'« acquisition »). La transaction devrait être conclue le 31 mars 2023 ou vers cette date pour un prix d'achat de 105 000 \$ US (143 010 \$), sous réserve des conditions habituelles.

La division des terminaux maritimes comprend 11 terminaux et fournit des services d'arrimage, de manutention et d'entreposage pour le vrac, les conteneurs, les marchandises liées à des projets et les marchandises générales. La division de services logistiques offre des services à valeur ajoutée de transport à bord, de gestion des stocks et de transport terrestre de marchandises sept jours par semaine et 24 heures sur 24 au Canada et aux États-Unis.

Le réseau élargi créé par cette acquisition offrira des portes d'entrée stratégiques aux clients actuels et futurs, ce qui permettra à LOGISTEC d'accroître considérablement sa présence dans la région des Grands Lacs et d'accéder à des emplacements de choix sur la côte américaine du Golfe du Mexique et la côte est des États-Unis.

Les coûts d'acquisition totaux sont estimés à 2 500 \$.

Le 8 mars 2023, la Société a appliqué la clause accordéon d'un montant de 150 000 \$, ou l'équivalent en dollars américains, aux termes de sa facilité de crédit renouvelable actuelle, laquelle a été entièrement garantie par notre syndicat bancaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL



J. Mark Rodger⁽¹⁾
Associé, Borden Ladner Gervais S.E.N.C.R.L./S.R.L.



Michael Dodson⁽¹⁾⁽³⁾
Administrateur de sociétés



Lukas Loeffler,
Ing., Ph.D.⁽²⁾⁽³⁾
Administrateur de sociétés



Madeleine Paquin, C.M.⁽¹⁾
Présidente et chef de la direction



Nicole Paquin,
GCB.D, ICD.D
Administratrice de sociétés



Suzanne Paquin
Présidente -
Transport Nanuk inc.



Jane Skoblo⁽²⁾
CPA
Administratrice de sociétés



Dany St-Pierre⁽²⁾⁽³⁾
Présidente -
Cleantech Expansion LLC



Luc Villeneuve,
FCPA⁽¹⁾⁽²⁾
Administrateur de sociétés

⁽¹⁾ Membre du comité exécutif

⁽²⁾ Membre du comité de vérification

⁽³⁾ Membre du comité de régie d'entreprise et de ressources humaines

DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ



J. Mark Rodger
Président du conseil



Madeleine Paquin, C.M.
Présidente et chef de la direction



Carl Delisle,
CPA auditeur
Chef de la direction
financière et
trésorier



Michel Brisebois, CRHA, M.A.
Vice-président,
ressources humaines



Suzanne Paquin
Vice-présidente



Dany Trudel,
CPA auditeur
Vice-président et
contrôleur corporatif



Martin Ponce
Chef des systèmes d'information



Marie-Chantal Savoy
Vice-présidente, stratégie et communications



Ingrid Stefancic,
LL.B., FCG,
Acc. Dir.
Vice-présidente,
services corporatifs
et juridiques –
secrétaire corporative



Rodney Corrigan
Président -
LOGISTEC
Arrimage inc.



Jean-François Bolduc
Président -
LOGISTEC services
environnementaux inc.
et SANEXEN
services
environnementaux inc.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

ASSEMBLÉE ANNUELLE

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le 3 mai 2023.

Pour plus de précisions à ce sujet, se reporter à la page www.logistec.com/fr/investors-2/.

AGENT DE TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa, bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Tél. : 514 982-7555
ou 1 800 564-6253
Télec. : 1 888 453-0330
service@computershare.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

KPMG S.E.N.C.R.L./S.R.L.
Tour KPMG
600, boul. de Maisonneuve Ouest,
bureau 1500
Montréal (Québec) H3A 0A3
Tél. : 514 840-2100
www.kpmg.com

BOURSES

Les actions ordinaires de LOGISTEC sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Symboles boursiers :
LGT.A pour les actions ordinaires de catégorie A
LGT.B pour les actions subalternes à droit de vote de catégorie B

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Carl Delisle
Chef de la direction financière et trésorier
600, rue de la Gauchetière Ouest,
14^e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Tél. : 514-985-2390
ir@logistec.com

SIÈGE SOCIAL

600, rue de la Gauchetière Ouest,
14^e étage
Montréal (Québec) H3B 4L2
Tél. : 514 844-9381
Sans frais : 1 888 844-9381



LOGISTEC

www.logistec.com